

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉVALUATION CRITIQUE DU PROJET D'INTÉGRATION RÉGIONALE  
DU CAUCASE DU SUD PROPOSÉ PAR LE  
*CENTRE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES*, BRUXELLES

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
ANTRANIG BEDROSSIAN

FÉVRIER 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## AVANT-PROPOS

Le phénomène du régionalisme dans le monde se trouve dans mes champs d'intérêt. C'est dans ce cadre que le projet du Pacte de stabilité pour le Caucase du sud, proposé par le *Centre for European Policy Studies* (CEPS) de Bruxelles, a attiré mon attention, d'autant plus que les promoteurs le présentaient comme un modèle de reconfiguration régionale de cette aire géographique, tout récemment désenclavée après la période soviétique. En apprenant les grandes lignes du projet, j'ai été amené à soulever une série d'interrogations. Pourquoi ce projet est-il lancé à cette période de l'histoire? Le modèle proposé répond-il aux demandes provenant de cet espace? Ou bien, est-il la conséquence des processus globaux? Dans ce dernier cas, quelles sont les forces motrices derrière le projet? Comme modèle de construction, quels sont les traits saillants? Ce modèle est-il réalisable? Toutes ces questions m'ont encouragé à choisir ce projet comme étude de cas.

J'ai entrepris l'examen de la faisabilité du projet et l'exploration des intérêts sous-jacents inédits, comme deux objectifs de recherche qui pourront fournir des réponses aux interrogations soulevées ci-haut. Le modèle de stabilité comprend trois volets principaux : la résolution des conflits, l'intégration régionale et le système de sécurité régionale. Le mémoire se limite à l'analyse critique de l'intégration régionale selon les deux objectifs choisis.

J'adresse mes sincères remerciements et ma gratitude à mon directeur, le professeur Mark-David Mandel, qui a suivi au progrès du mémoire avec patience, intérêt, et n'a épargné aucun effort pour transmettre, avec rigueur intellectuelle, ses commentaires et ses suggestions, tout en respectant ma démarche, afin de mener le mémoire à son aboutissement. Je suis convaincu d'en avoir tiré davantage qu'un simple savoir didactique et professionnel. Je voudrais également remercier toutes les autres personnes qui ont navigué avec moi dans cet inspirant voyage intellectuel. D'abord, mon épouse Khatoune Témisjian, qui m'a soutenu durant toute cette période, jusqu'à la fin. Je ne peux oublier non plus l'appui inestimable de mes amis, qui m'ont toujours encouragé dans l'accomplissement de ce projet.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	vi
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	I
CHAPITRE I	
ANALYSE CRITIQUE DU PROJET DU POINT DE VUE DE SA FAISABILITÉ PRATIQUE PAR RAPPORT AUX BUTS DÉCLARÉS .....	9
1.1 Le Caucase du sud : configuration et formation historique.....	9
1.2 Les tentatives de construction régionale au XXème siècle.....	15
1.2.1 Le <i>Seym</i> transcaucasien (10 février-26 mai 1918).....	15
1.2.2 La Fédération transcaucasienne (1922-1936).....	18
1.2.3 La politique turque au Caucase du sud entre la période de 1917 et 1921...	21
1.2.4 Leçons tirées de l'expérience historique et leur pertinence pour aujourd'hui	24
1.3 L'examen de l'état actuel du Caucase du sud.....	27
1.3.1 Les concepts .....	27
1.3.2 Les caractéristiques internes.....	30
a) L'intégration sociale et économique.....	31
b) La conscience régionale et identitaire.....	31
c) La coopération interétatique régionale.....	34
d) L'intégration régionale promue par les États de l'espace .....	35
e) La cohésion régionale.....	35

1.4	L'attitude des États du Caucase du sud vis-à-vis de la construction régionale..	36
1.5	Conclusion.....	40
CHAPITRE II ANALYSE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU PROJET.....		42
2.1	Principes généraux de l'approche marxiste des relations internationales.....	42
2.2	Les éléments d'analyse constitutifs du projet de CEPS.....	46
2.2.1	Le contexte historique des relations sociales capitalistes Contemporaines et l'intérêt suscité dans le Caucase du sud.....	46
2.2.2	Le rôle et l'engagement du CEPS dans la préparation et la promotion du projet d'intégration régionale du Caucase du sud .....	50
2.2.3	Les principes néolibéraux et les intérêts sous-jacents .....	54
2.2.4	Le rôle des institutions internationales et supranationales en présence	57
2.2.5	Les institutions régionales proposées .....	66
2.2.6	Le rôle des États du Caucase du sud dans la construction régionale .....	74
2.2.7	Les objectifs de coopération et les intérêts qui les sous-tendent .....	81
2.3	Conclusion.....	84
CHAPITRE III ANALYSE DU RÔLE DES INTERVENANTS EXTERNES AU PROJET.....		88
3.1	Les États-Unis et les sociétés pétrolières américaines.....	89
3.2	L'Union européenne et les sociétés pétrolières européennes.....	92
3.3	L'impact de la construction des pipelines sur la création d'un espace interdépendant et transnationalisé au Caucase du sud .....	93
3.4	Les programmes de TRACECA et d'INOGATE dans le projet.....	99
3.5	Conclusion.....	103

CONCLUSION GÉNÉRALE .....	106
---------------------------	-----

#### APPENDICE A

POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS SUR LA SCÈNE RÉGIONALE DU CAUCASE DU SUD APRÈS LA PUBLICATION DU PROJET DE CEPS.....	113
--	-----

RÉFÉRENCES.....	114
-----------------	-----

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACGRC	Analytical Center on Globalization and Regional Cooperation
ACNIS	Armenian Center for National and International Studies
AFTA	Asian Free Trade Area for ASEAN
AGCS	Accord général sur le commerce des services
AIOC	Azerbaijan International Operating Company
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ATTAC	Association pour la Taxation des transactions financières et à l'action citoyenne
BM	Banque mondiale
BTC	Bakou-Tbilisi-Ceyhan
BTE	Bakou-Tbilissi-Erzurum
BP	British Petroleum
CE	Commission européenne
CEI	Communauté des Etats indépendants
CEMN	Communauté des Etats de la mer Noire
CEO	Corporate Europe Observatory
CEPS	Centre for European Policy Studies
CTN	Corporation transnationale
EDEE	Institute for Democracy in Eastern Europe
EU	États-Unis
FMI	Fonds monétaire international
INOGATE	Interstate Oil and Gas Transport to Europe
IPEV	Initiative de la politique européenne de voisinage
MERCOSUR	Communauté économique des pays de l'Amérique de sud
MPC	Mode de production capitaliste
NABUCCO	Gazoduc Turquie-Autriche
NPF	Nation la plus favorisée
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisme non gouvernemental

ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organization for Security and Co-operation in Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTSC	Organisation de traité de sécurité collective
PEV	Politique européenne de voisinage
PME	Petite et moyenne entreprise
PTP	Partnership plan (de l'OTAN)
RAI	Axe Russie-Arménie-Iran
SCIRS	South Caucasus Institute of Regional Security
SCC	South Caucasus Community
SOCAR	State Oil Company of Azerbaijan Republic
TACIS	Technical Assistance to the CIS (Community of Independent states)
TESEV	<i>Türkiyè Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı</i> /Turkish Economic and Social Studies Foundation
TGA	Axe Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan
TN	Traitement national
TRACECA	Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia
UE	Union européenne
UFRSST	Union fédérative des Républiques soviétiques socialistes de la Transcaucasie
URSS	Union des Républiques soviétiques socialistes
ZFSSR	République fédérative socialiste soviétique de la Transcaucasie



## RÉSUMÉ

Ce mémoire constitue une analyse critique du projet d'intégration régionale du Caucase du sud, tel que présenté par le *Centre for European Policy Studies* (CEPS) de Bruxelles, en 2000. L'examen vise à évaluer la faisabilité du projet et à en faire ressortir les intérêts inédits.

La faisabilité est considérée sous l'angle de l'étude de l'expérience historique et de l'état contemporain du Caucase du sud, tout comme de l'exploration des lacunes dans les éléments du projet. La recherche des intérêts inédits est menée par l'analyse des fondements théoriques, méthodologiques et politiques du projet, selon les principes généraux de l'approche marxiste, le situant dans les relations contemporaines du capitalisme. L'analyse rend compte de l'impact de la construction récente des pipelines, en même temps qu'elle examine les programmes de TRACECA et d'INOGATE.

Les résultats confirment que le Caucase du sud doit sa formation à l'héritage des empires. L'expérience historique est lourde de problèmes accumulés et complexes. Les acteurs majeurs (Occidentaux et Russes) sont à l'origine des constructions historiques régionales. Cet espace stratégique redevient un carrefour de routes économiques et commerciales. La régionalisation est limitée et les intentions officielles tendent vers l'intégration à un espace élargi.

Les résultats indiquent que les élites occidentales sont à l'origine du projet, visant sa configuration selon la vision néolibérale et dans l'objectif de préservation de leurs intérêts politiques, économiques et sécuritaires. Dans ce projet, les acteurs sociaux (les États, l'UE, l'OMC) jouent un double rôle d'agent de structuration et d'harmonisation, principalement en faveur des intérêts occidentaux. Le rapport de pouvoir qui en résulte mettra le Caucase du sud dans une position de dépendance. Les accords et la jurisprudence, qui seront adoptés, jetteront la base d'une alliance entre le capital occidental et sud-caucasien contre les intérêts des classes populaires : l'exploitation sans entraves de leurs capacités physiques et intellectuelles à des coûts compétitifs dans le marché mondial sera alors possible.

Le projet révèle des lacunes et des contradictions : limites à la souveraineté des États et des peuples; surestimation du rôle économique; contraintes géopolitiques et concurrence économique.

Le projet répond d'avantage aux intérêts des Occidentaux plutôt qu'aux aspirations et intérêts des peuples du Caucase du sud. En dépit des limites pratiques et des contradictions inhérentes au projet, les Occidentaux sauront tirer des bénéfices de celui-ci.

Mots clés :

1. Régionalisme
2. Intégration régionale-projet
3. Caucase du sud
4. Analyse critique

## INTRODUCTION

Le Caucase du sud, espace situé entre la mer Noire et la mer Caspienne et comprenant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, se trouve, après la période soviétique, en présence de problèmes socio-économiques sérieux et constitue le foyer de trois conflits éclatés fragilisant la stabilité, la coopération et la sécurité de cet espace. La recrudescence du conflit entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud en août 2008, qui engendra l'intervention de la Russie, confirme les menaces qui pèsent sur la stabilité déjà fragile de cet espace.

En 2000, le *Center for European Political Studies* (CEPS)<sup>1</sup>, un *think tank* basé à Bruxelles, prend l'initiative de préparer, à l'attention des décideurs régionaux et internationaux, un projet global de reconfiguration du Caucase du sud, prévoyant des principes généraux pour la résolution des conflits, un modèle d'intégration et un système de sécurité régionale. Selon les auteurs du projet, celui-ci vise à établir la stabilité, la sécurité, la réconciliation et la reconstruction pour les populations de cette aire géographique du monde.

Avant de traiter de la problématique du projet, il est important d'examiner les circonstances particulières dans lesquelles l'intérêt envers le Caucase du sud surgit dans les relations internationales.

Dû à la proximité des sources énergétiques de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, le Caucase du sud '*redevient une zone de transit et un carrefour de routes commerciales, économiques, culturelles, politiques et stratégiques*' (Thual, 2004, p.38). En plus des puissances régionales (la Russie, l'Iran et la Turquie), il attire l'intérêt des États-Unis et de l'Union européenne. Les premiers s'intéressent à la stabilité de cet espace dès les années

---

<sup>1</sup> Le CEPS est le *think tank* européen qui a entrepris de préparer et de promouvoir le projet d'intégration régionale du Caucase du sud. Au chapitre II, section 2.2.2., nous traitons en détail la nature de celui-ci, les personnes clés, les sources de financement ainsi que l'équipe de recherche impliquée dans le projet.

1990. Quant à l'Union européenne, elle apparaît au Caucase du sud par la voie de sa 'politique de voisinage', adoptée dans le cadre de son expansion vers l'Est et le Sud. Le Pacte de stabilité, lancé en 2000, par le *Center for European Policy Studies* (CEPS), exprime alors l'intérêt de l'Union européenne envers cet espace, d'autant plus que le comité des affaires politiques de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, lors de sa réunion en novembre 2006, souhaite l'adoption du concept de pacte de stabilité comme fondement de la reconfiguration du Caucase du sud. Dans ses grandes lignes, le rapport adopté (Résolution 1525/2006) exprime les principes de construction régionale véhiculés par le projet de CEPS dont les éléments sont présentés ci-dessous.

Le projet proposé par le CEPS (document no. 145/2000) comprend les éléments suivants :

Dans un premier temps, le projet considère le règlement des conflits éclatés comme une étape préalable à la construction régionale. A cet effet, il propose de régler ceux-ci selon 'un nouveau paradigme' qui adopte l'interdépendance, la souveraineté partagée et la répartition complexe des compétences comme modèle de solution entre les parties du conflit, laissant intangible le découpage territorial administratif de la période soviétique.

Ensuite, la mise en place de l'intégration régionale est poursuivie par la création, par étapes, d'une communauté régionale du Caucase du sud. Celle-ci comprend une structure intergouvernementale (le Conseil), une Assemblée parlementaire (représentation directe de toutes les sous-régions, y compris celles des conflits éclatés) et une Assemblée civique (regroupant les ONG, les groupes d'intérêts et les professionnels de toutes les sous-régions). Dans la construction régionale proposée, le projet prévoit le rôle particulier de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce et des États du Caucase du sud. Les investissements occidentaux pour la construction, au Caucase du sud, des pipelines transportant les hydrocarbures de l'Asie centrale vers les marchés internationaux ainsi que les projets de TRACECA<sup>2</sup> et d'INOGATE<sup>3</sup> viendront combler le lancement de l'activité économique régionale en coopération avec la Russie, l'Union européenne et les États-U

---

<sup>2</sup>*Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia*, programme de l'UE visant le développement politique et économique de la région de la Mer noire, du Caucase et de l'Asie centrale dans le domaine du transport international. Pour détails d'analyse, voir chapitre III, section 3.4.

Et finalement, le projet cherche à créer, sous l'administration de *l'Organization for Security and Co-operation in Europe* (OSCE), un système de sécurité régionale, composé de huit acteurs, incluant les trois États de cet espace, les trois puissances régionales (la Russie, l'Iran et la Turquie) et les deux autres puissances lointaines (les États-Unis et l'Union européenne). Les garanties de sécurité et le maintien de la paix, l'engagement de l'OSCE et l'établissement des corridors transnationaux prévu par le système renforceront la sécurité régionale.

Dans ce contexte, le problème à résoudre dérive de deux interrogations majeures. La première concerne la faisabilité pratique du projet par rapport aux buts déclarés de celui-ci : a) face aux particularités et à la complexité des problèmes accumulés au Caucase du sud; b) devant des lacunes possibles dans le plan de régionalisation. La seconde interrogation, quant à elle, renvoie aux intérêts sous-jacents au plan de la régionalisation de cet espace.

Présenté sous forme de monographie, l'objectif de ce mémoire est d'entreprendre une évaluation critique du projet d'intégration régionale tel que proposé par le CEPS en direction des deux interrogations majeures soulevées. Celle-ci se limite à la partie du projet traitant du plan d'intégration régionale. L'examen critique des principes généraux concernant les conflits éclatés est exclu du mémoire, tout comme celui du système de sécurité régionale proposée.

Pour répondre à la partie de la première interrogation, à savoir *la faisabilité pratique du projet* en rapport avec les particularités et la complexité du Caucase du sud, nous utilisons trois méthodes : l'analyse de l'expérience historique du Caucase du sud, l'analyse des caractéristiques internes de cet espace en adoptant la typologie de Hurrell<sup>4</sup> et enfin, l'analyse du discours permettant de connaître l'attitude officielle des États par rapport au projet de CEPS. Quant à la partie de *la faisabilité du projet* en rapport avec les lacunes possibles dans

---

<sup>3</sup> *Interstate Oil and Gas Transport to Europe*, programme de l'UE, visant la sécurité des ressources d'énergie, la revitalisation du réseau actuel, la construction de nouvelles pipelines traversant la Caspienne jusqu'en Europe et la protection des investissements étrangers. Pour détails d'analyse, voir chapitre III, section 3.4.

<sup>4</sup> « Regionalism in Theoretical Perspective » in *Regionalism in World Politics* (1995), p.37-45.

le plan même, l'interrelation entre celle-ci et la recherche des intérêts sous-jacents du projet exige que nous la traitions conjointement dans le cadre d'une même analyse.

En ce qui concerne la seconde interrogation, à *savoir des intérêts sous-jacents du projet*, nous adoptons l'analyse critique des fondements théoriques, méthodologiques et politiques du projet, selon les prémisses générales de l'approche marxiste de l'économie politique: *le rôle de l'État dans la structuration des relations, l'autonomie relative de l'État et la question de la neutralité*.

L'approche marxiste de *l'économie politique* dérive, sans nécessairement la déterminer, de la relation particulière qui se développe entre la sphère politique et la sphère économique, comme la conséquence du pouvoir prépondérant du capital sur les actions de l'État, dans une société capitaliste animée par la lutte entre les classes. Afin de relever les instances de relations de l'économie avec le politique dans le projet, nous nous inspirons du marxisme en tant que *théorie sociale de la totalité*, nous permettant d'examiner le rôle particulier de chacun des éléments du projet dans l'ensemble global et la manière par laquelle l'interaction se développe entre eux, pour ensuite façonner la construction régionale de cette aire géographique. Ensuite, comme *méthode d'analyse*, le marxisme nous permet d'articuler le projet au cadre spécifique des relations capitalistes dans le monde, aux luttes liées à celles-ci et dans la dynamique du fonctionnement du capitalisme. Afin d'évaluer le rôle des acteurs sociaux dans le projet (États, organisations internationales, supranationales ou régionales, institutions régionales proposées) dans la structuration des relations capitalistes, nous traitons les deux aspects de *l'action sociale – la structure et l'agence* – simultanément. Dans ce cadre, nous partons de la prémisse que le pouvoir du capital - la force sous-jacente - forme la base sociale de l'État et qu'il constitue la force sociale structurante dans les relations.

La seconde prémisse, *l'autonomie relative de l'État*, réfère aux circonstances particulières historiques qui offrent la possibilité au pouvoir politique d'agir dans une autonomie apparente de se positionner au-dessus des classes, de se constituer comme un arbitre, tout en agissant comme le défenseur de l'ordre capitaliste. Cette approche nous permet d'identifier

les intérêts qui ne sont pas de nature économique dans les éléments du projet et d'évaluer leur importance par rapport à celui-ci.

Finalement, comme *théorie de changement et de transformation*, nous considérons le rapport de forces entre les classes dans le monde aussi bien qu'au Caucase du sud comme moteur central des changements. Les actions des acteurs sociaux ne sont pas indépendantes du contexte historique capitaliste qui les entoure; elles ne sont donc pas neutres. Cette *question de la neutralité des actions* nous permettra de mieux cerner la recherche des intérêts inédits dans les éléments du projet.

En conséquence, la démarche adoptée pour répondre à *cette partie de la première interrogation*, qui traite des particularités et des problèmes du Caucase du sud, consiste d'abord à connaître la configuration actuelle du Caucase du sud et à tracer sa *formation historique*. Sur cet aspect du problème, la littérature abordant le Caucase du sud fait ressortir des lacunes intellectuelles. D'abord, la plupart des études examinent l'état du Caucase du sud à partir d'une perspective externe. Elles se concentrent davantage sur la *position* géopolitique intermédiaire de cet espace pour la politique internationale des grandes puissances et le rôle qu'il pourrait potentiellement jouer comme carrefour de routes économiques, culturelles, commerciales et politiques (Brzezinski, 1997; Djalili, 2000; Thual, 2004; Radvanyi et Beroutchachvili, 2009). D'autres études privilégient la recherche des facteurs communs en appui à la construction d'une identité et d'une conscience régionale commune, toujours dans la perspective externe de voir cet espace accomplir le rôle qui lui reviendrait dans les relations internationales (Herzig, 1999). Les particularités géographiques, démographiques, culturelles, économiques et politiques du Caucase du sud sont donc observées selon des intérêts externes, sans tenir compte des aspirations des peuples qui y habitent et sans examiner à fond les projets politiques antagoniques qui sont d'actualité et qui portent un lourd poids historique. Ensuite, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, le Caucase du sud vit l'expérience de deux tentatives de construction régionale. Les études récentes ne font allusion à celles-ci que succinctement (Thual, 2004; Ybert, 2002). Finalement, une série d'études (Breault, Jolicoeur et Lévesque, 2003) se penchent sur la politique étrangère de chacun des États du Caucase du sud et, à travers celle-ci, jettent un regard rétrospectif sur les

développements politiques dans chacun des États de cet espace après leur indépendance respective de 1991. Dans ces études, les analyses des développements politiques au Caucase du sud ne tiennent suffisamment pas compte de l'incidence de l'expérience historique du XX<sup>ème</sup> siècle sur les problèmes politiques actuellement existants. Comment la reconfiguration territoriale et ethnique telle qu'elle existe aujourd'hui au Caucase du sud s'est-elle formée à l'origine? Dans quel contexte historique ces tentatives de construction régionale eurent-elles lieu? Quelles sont les implications des leçons de cette expérience pour la période contemporaine? Ces questions ne se posent guère dans la littérature.

Nous considérons que, pour mieux saisir la ténacité des problèmes et des particularités du Caucase du sud, il importe d'examiner de plus près, l'origine de sa formation et de traiter plus en profondeur l'expérience historique des tentatives antérieures de construction régionale au XX<sup>e</sup> siècle : celle de 1918, après la Révolution d'Octobre en Russie et celle qui s'est créée durant la période soviétique (1922-1936). Comme partie intégrante de cette expérience, nous trouvons pertinent d'examiner spécifiquement les actions politiques de la Turquie, tant ottomane que nationaliste, entreprises au Caucase du sud entre 1917 et 1921.

Ensuite, nous nous penchons sur la question de savoir *si l'état actuel de l'aire géographique du Caucase du sud révèle des processus menant vers la régionalisation de cet espace*. Afin de déterminer le cadre d'analyse incorporant les critères permettant d'établir le degré de régionalisation de cet espace, nous examinons d'abord les concepts de régionalisme – région, régionalisme et régionalisation – dans la littérature pertinente.

De plus, plusieurs études définissent le phénomène du régionalisme, soit à partir des caractéristiques internes existants au sein d'un espace sous observation (*Fawcett et Hurrell, 1995; Farrell, Hettne, Van Langenhove, 2005*), soit à partir de la dynamique d'une économie-monde capitaliste au sein du système international (*Wallerstein, 1979, 2004*).

Pour fins de notre analyse, notre choix repose sur l'examen des caractéristiques internes du Caucase du sud selon la typologie développée par Hurrell (1995), qui s'inspire des approches libérale et néoréaliste. (L'examen du phénomène de régionalisme sous l'angle de sécurité ne fait pas l'objet du mémoire).



Finalement, une dernière dimension de l'examen de la faisabilité pratique du projet consiste à analyser les discours officiels entre 1999 et 2009 pour établir les attitudes et les intentions des acteurs étatiques du Caucase du sud par rapport à cette question.

Quant à la recherche *des intérêts sous-jacents inédits* du projet du CEPS, nous adoptons une démarche qui s'inspire des prémisses générales de l'approche marxiste de l'économie politique (Marx, 1976e [1867]<sup>5</sup>; Marx, 1852<sup>6</sup>; Ollman, 2003:11<sup>7</sup>; Rosenberg, 1994b<sup>8</sup>). Cette approche situe le projet dans le cadre des relations capitalistes contemporaines et les intérêts qui en découlent pour le Caucase du sud. Nous tentons d'examiner ensuite la correspondance entre ces intérêts et le projet du CEPS. L'étude cherche à examiner le rôle du CEPS dans la préparation et la promotion du projet, de même qu'à exposer le rôle d'agencement des acteurs sociaux engagés dans le projet (OMC, UE, États du Caucase du sud, institutions régionales proposées) et en faire ressortir leur liaison avec les intérêts sous-jacents derrière le projet. Nous examinons particulièrement l'étendue du rôle de l'UE et de l'OMC dans l'établissement des systèmes, des normes et des accords au Caucase du sud et leur impact sur le sort et les conditions de travail des forces populaires. Dans un chapitre subséquent, nous examinons le rôle des intervenants externes dans la naissance du projet : les puissances majeures (États-Unis et Union européenne) et les corporations transnationales (américaines et européennes du secteur d'hydrocarbures). Afin de rendre compte des derniers développements, nous analysons ensuite l'impact de la construction des pipelines récemment réalisées au Caucase du sud sur la création d'un espace interdépendant et transnationalisé. Comme complément à cette analyse, les programmes régionaux de l'UE (TRACECA et

---

<sup>5</sup> Marx, Karl. 1976e [1867]. *Le Capital: Critique de l'économie politique*. Citée dans O'Meara, D. (2007). « La théorie marxiste et l'analyse des conflits et des relations de pouvoirs mondiaux ». Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir). *Théories des relations internationales : contestations et résistances*. Montréal : Athéna.

<sup>6</sup> Duménil, Gérard, Michael Löwy et Emmanuel Renault. (2010). *Les 100 mots du Marxisme*. Sous Bonapartisme. P.20-21. Il s'agit de l'autonomie relative de l'État.

<sup>7</sup> Ollman, Bertell. (2005). *La dialectique mise en oeuvre: le processus d'abstraction de la méthode de Marx*. Paris : Syllepse.

<sup>8</sup> Rosenberg, Justin, 1994b. Citée dans Macleod, A., Evelyne Dufaut et F. Guillaume Dufour. (2004). *Relations Internationales : Théories et concepts*. Sous « Marxisme ». p.125-128. Il s'agit de l'autonomie relative de l'État, comme un fait historique propre au capitalisme.



INOGATE) promus par le projet, sont également examinés. Conjointement à l'analyse des intérêts sous-jacents et en rapport avec la faisabilité du projet, nous évaluerons l'existence des lacunes dans le plan.

Tenant compte de ce qui précède, ce mémoire comprend trois chapitres. Le *premier* évalue le projet par rapport à l'expérience historique et à la réalité contemporaine des pays du Caucase du sud. Dans le *deuxième* chapitre sont analysés les fondements théoriques, méthodologiques et politiques des éléments constitutifs du projet de CEPS, en même temps que sont identifiés les lacunes dans le plan. Le *troisième* chapitre examine le rôle des intervenants externes dans la naissance même du projet. Aussi analyse-t-il l'impact de la construction des pipelines à travers le Caucase du sud ainsi que les programmes régionaux de l'UE. Enfin, la *conclusion* résume les résultats de notre évaluation et propose des pistes de recherche.

## CHAPITRE I

### ANALYSE CRITIQUE DU PROJET DU POINT DE VUE DE SA FAISABILITÉ PRATIQUE PAR RAPPORT AUX BUTS DÉCLARÉS DE CELUI-CI

Le but de ce chapitre est d'évaluer le réalisme du projet par rapport à l'expérience historique et à la réalité contemporaine des pays du Caucase du sud. Un aperçu sur la configuration et la formation du Caucase du sud, suivi de l'examen de l'expérience historique du XXème siècle, sont les deux éléments abordés dans la première partie du chapitre. La deuxième partie traite de l'analyse de l'état contemporain de l'aire géographique du Caucase du sud. Issus des concepts de régionalisme, les critères d'analyse adoptés tentent d'établir les caractéristiques internes de cet espace, permettant de délimiter les contours contemporains de son état. Finalement, l'examen de l'attitude officielle des États du Caucase du sud vis-à-vis du plan de construction régionale proposé tente de dégager les intentions politiques de ceux-ci.

#### 1.1 Le Caucase du sud : configuration et formation historique

Nous ne pouvons effectuer une analyse descriptive du Caucase du sud sans auparavant définir ce dernier comme concept linguistique, géopolitique, démographique, comme source de ressources naturelles et minières et, comme carrefour stratégique et politique.

Comme concept linguistique, l'origine du « Caucase » remonte à l'Antiquité. Les appellations grecques (*Kovksos*), arménienne (*Kapkoh*), arabe (*Al-Kabk*), turque et russe (*Kavkaz*) du Caucase sont dérivées du moyen persan *Kâfkoh*, signifiant la montagne *Kâf*. Ainsi, le terme Caucase est proche du vocabulaire des peuples auxquels s'applique ce concept (Djalili et Kellner, 2000, p.123 ; Maghalyan, 1979, p.630). Toutefois, les politiques menées au XIXème siècle par les grandes puissances lui redonnèrent un sens géopolitique.

*Les concepts géopolitiques de 'Moyen Orient', d'Asie Centrale' et, dans une moindre mesure, de 'Caucase' sont des créations de la rationalité occidentale, forgés dans le contexte spécifique d'époque – fin du XIXème siècle et début du XXème siècle - où les Puissances européennes étaient engagées dans une politique impérialiste. Au moment de leur création, ces constructions spatiales n'étaient pas le produit de représentations de l'espace émanant des peuples directement concernés vivant dans la région, mais exprimaient au contraire une conception du monde euro-centrée. Ils répondaient à des analyses visant à des objectifs stratégiques propres aux Puissances occidentales (Djalili et Kellner, 2000, p.117).*

Comme espace géographique, le Caucase se divise en deux parties : la Ciscaucasie (présentement désignée par le Caucase du nord), et la Transcaucasie (vue du côté russe) ou Caucase du sud (vu du côté occidental). Les deux parties couvrent ensemble une superficie de 440,000 km<sup>2</sup>. L'espace du Caucase du sud, notre cas d'étude, comprend une superficie de 186,275 km<sup>2</sup><sup>1</sup>, soit le total de la superficie des trois républiques soviétiques, devenues indépendantes en 1991. Cet espace est entouré par la Turquie et la mer Noire à l'ouest, par la mer Caspienne à l'est, par la Fédération de la Russie au nord, et par l'Iran au sud.

Comme espace démographique, le Caucase du sud se caractérise par sa diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse. Produit de l'histoire, cette diversité est aussi favorisée par le relief montagneux compartimenté de la géographie locale, permettant l'existence de populations montagnardes se distinguant des habitants des plaines<sup>2</sup>. D'une population totale approximative de 15 millions<sup>3</sup>, il comprend 3,325,000 Géorgiens (incluant les sous-groupes, mais excluant les Abkhazes et les Ossètes), 3,750,000 Arméniens (incluant les Arméniens de l'Arménie, du Haut Karabakh, du Nakhitchévan, de l'Abkhazie et de la Géorgie), 7,700,000 Azéris (incluant les Azéris de l'Azerbaïdjan, du Nakhitchévan, du Karabakh et de la Géorgie), 45,000 Ossètes et 50,000

---

<sup>1</sup> Voir les fiches de la documentation française pour chacun des pays : Géorgie -- 69,700km<sup>2</sup>, Arménie -- 29,800km<sup>2</sup> et Azerbaïdjan -- 86,600 km<sup>2</sup>. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-caucase-sud>

<sup>2</sup> Par exemple, Arméniens et Kurdes se concentrent plutôt dans les régions montagneuses, alors que les Turco-Tatars (Azéris) se sédentarisent dans les plaines.

<sup>3</sup> Géorgie, population totale 4,615,807 dont 83.8% de Géorgiens ; Arménie, population totale 2,967,000 dont 97.9% d'Arméniens ; Azerbaïdjan, population totale 8,238,672 dont 90.6% d'Azéris. [www.cia.gov/library/publications/the\\_world\\_factbook/index.html](http://www.cia.gov/library/publications/the_world_factbook/index.html). (Chiffres de 2005).

Abkhazes. Sur le plan religieux, les Géorgiens, les Arméniens, une partie des Ossètes et des Abkhazes adhèrent au christianisme. Les Turco-Tatars (Azéris), les Kurdes, les Adjars et les Lazes, les Lezguines et les Taliches adhèrent à l'islam. Les Azéris appartiennent au rite chiite de l'Islam<sup>4</sup>. Les Arméniens et les Géorgiens possèdent leur alphabet propre développé de longue date. Quant aux Azéris, après avoir remplacé l'alphabet arabo-persan par le cyrillique, ils ont récemment adopté le latin, suivant l'exemple turc.

L'espace du Caucase du sud est doté de ressources naturelles diversifiées : pétrole et gaz naturel (Azerbaïdjan), métaux tels que fer, manganèse, cuivre, or, molybdène (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan), et matériaux de construction volcanique (Géorgie, Arménie). La partie occidentale du Caucase du sud est riche de sources d'eau, alors que la partie orientale en est pauvre. Les fleuves principaux sont le Koura, qui traverse la Turquie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan et se déverse dans la mer Caspienne ; l'Araxe qui traverse la Turquie, l'Arménie, le Nakhitchevan, l'Iran et l'Azerbaïdjan et, en joignant le Koura, se déverse dans la mer Caspienne.

Comme carrefour, l'espace du Caucase du sud constitue un pont terrestre entre les mers Noire et Caspienne pour les autoroutes et les chemins de fer. Dans la période récente, cet espace est aussi devenu un passage pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan d'une longueur de 1,776 km qui, traversant l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, relie les champs de production pétrolifères de la région Caspienne à la Méditerranée, ensuite à l'Europe. Un réseau parallèle de gazoduc, d'une longueur de 690 km, sera mis en exploitation, transportant ainsi le gaz naturel de la région caspienne vers la région méditerranéenne. De plus, un gazoduc Iran-Arménie est complété en 2008.

Sur le plan politique, le Caucase comprend trois républiques indépendantes : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; et trois républiques *de facto* indépendantes : l'Abkhazie, l'Ossétie du sud et le Haut Karabakh. Suite aux conflits éclatés, les deux premières quittèrent la structure étatique de la Géorgie, et la dernière, celle de l'Azerbaïdjan. La reprise des combats, lancée par la Géorgie contre l'Ossétie du sud, en août 2008, y amena l'intervention russe. Comme conséquence de ces événements, la Russie reconnut l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud et

---

<sup>4</sup> Font exception les Azéris du Nakhitchevan, dont la majorité appartient au rite sunnite de l'Islam.

conclut des accords avec les autorités de ces deux républiques<sup>5</sup>. Quant au conflit du Haut Karabakh, il est actuellement gelé : sous la responsabilité du groupe de Minsk, créé par le CSCE (aujourd'hui OSCE) en 1992, des négociations sont en cours entre les parties afin de trouver un règlement négocié au conflit. La Russie, les États-Unis et la France co-président actuellement le groupe de médiation<sup>6</sup>.

Historiquement, le Caucase n'a pas connu de constructions étatiques couvrant l'ensemble du territoire du Caucase sur laquelle pourrait s'appuyer cette configuration (Djalili et Kellner, 2000, p.123).

On pourrait soutenir la même observation pour le Caucase du sud dans la période pré-soviétique. Celui-ci étant habité depuis l'Antiquité, les entités politiques de différents niveaux, qui se succédèrent au cours des siècles, contribuèrent à la formation des identités culturelles et nationales distinctes tôt dans l'histoire, établissant ainsi une continuité ethnique et/ou nationale jusqu'aux temps modernes, quelles que soient les structures administratives super-imposées. Les Géorgiens, les Arméniens, les Abkhazes et les Ossètes remplissent ces conditions de continuité historique. Quant aux Azéris, descendants des nomades turco-tatares, établis à l'est du Caucase du sud depuis le Moyen Âge, leur conscience nationale prit naissance vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais s'est affermie durant la période soviétique<sup>7</sup>.

Le Caucase du sud ne constitue donc pas une région « naturelle ». Ce sont les empires qui, partiellement ou entièrement, édifièrent un espace « régionalisé », souvent décentralisé, qui dura tant que leur autorité y fut maintenue.

---

<sup>5</sup> Voir Ria Novosti, 25-8-2008, "*Russia parliament asks president to recognize South Ossetia and Abkhazia*". (Accédé le 6 décembre 2010).

<sup>6</sup> Minsk Process, voir document sur : [www.osce.org/item/21979.html](http://www.osce.org/item/21979.html) (accédé le 6 décembre 2010).

<sup>7</sup> L'appellation « Azéri » leur est donnée pour la première fois par les forces ottomanes turques en 1918, dans la poursuite géopolitique d'annexer l'Azerbaïdjan iranien. Le pouvoir soviétique confirme davantage cette identité comme titulaire de cet espace transcaucasien.

Le XVIème siècle marque une rupture historique par rapport aux périodes précédentes. En effet, entre le XVIème et le XVIIIème siècle, le Caucase du sud (de contour territorial différent de ce qu'il est aujourd'hui) est convoité entre l'Empire ottoman et l'Empire perse des Safavides.

C'est suite à des guerres perso-ottomanes que les contours actuels de l'espace du Caucase du sud commencent à se dessiner, à quelques modifications près (traité perso-ottoman de Zéhab, 1639). L'Empire ottoman prend le contrôle de la plus grande partie de l'Arménie<sup>8</sup> et une partie de la Géorgie. Dans la partie sud-caucasienne, à l'ouest, la Géorgie est répartie entre ses composantes féodales et, à l'est, l'Empire perse étend ses possessions. Les autorités impériales de la Perse y entreprennent un regroupement régional, dont les principaux traits sont les facteurs économiques, juridiques et en partie, culturels et religieux. Les régions à populations mixtes ou à majorité musulmanes sont constituées en Khanats<sup>9</sup>, tandis que les régions à forte concentration d'Arméniens en *mélikats* (principautés) arméniens<sup>10</sup>.

Cependant, l'antagonisme entre les diverses entités, dans un contexte de diversité culturelle et religieuse, produit le résultat opposé attendu de cette tentative de « régionalisme ». L'instabilité politique interne de l'Empire perse, la dévastation causée aux populations par les guerres perso-ottomanes, l'antagonisme entre les Khanats et les principautés entre elles, se transformant en conflits armés, sont les quelques facteurs qui détruisent ce regroupement régional.

---

<sup>8</sup> La partie de l'Arménie passée sous contrôle ottoman depuis 1514 est officiellement désignée comme *Erménistan* et, après refonte territoriale durant la seconde moitié du XIXème siècle, elle est plutôt connue sous l'appellation de six *vilayets* (provinces) orientales habitées par les Arméniens.

<sup>9</sup> Dans ce regroupement « régional », les Khanats d'Érévan, de Nakhichevan et de Gandzak (Gandja) constituent les régions administratives de l'Arménie caucasienne (ou orientale) à population mixte (Arméniens et Turco-Tatars musulmans). Les Khanats de Chaki, de Chirvan, de Kouba et de Bakou constituent les régions administratives de l'est du sud-Caucase à majorité musulmane. Voir la carte de la région « A la suite du traité perso-ottoman de Kourdan », 1746, dans Mutaflan et Van Lauwe, 2001, p.65.

<sup>10</sup> Il s'agit des cinq *mélikats* arméniens du Karabagh ( Khamsa=cinq) et des *mélikats* arméniens de Sunik (Mutaflan et Van Lauwe, 2001, p.65).

A partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'entrée de la Russie tsariste sur la scène régionale crée sa dynamique propre pendant presque un siècle : c'est la période de l'administration russe du Caucase du sud<sup>11</sup>.

Le découpage territorial réalisé, en 1867<sup>12</sup>, par l'administration russe de la Transcaucasie noie les distinctions nationales au sein des gouvernements locaux. Cette réorganisation est l'une des causes des futurs conflits entre les nationalités, qui éclatent après le retrait des armées russes, suite à la révolution d'Octobre, en 1917.

La période de l'Empire russe se caractérise par une seconde tentative de « régionalisation » du Caucase du sud (Transcaucasie) sur le plan économique, culturel (politique de russification) et juridique. Toutefois, la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle correspond à l'épanouissement des idéologies nationalistes et socialistes dans tout l'Empire, dont un des vecteurs importants fut le Caucase. Dans ces circonstances, la « régionalisation », imposée d'en haut, loin de créer la cohésion régionale, devient un foyer de conflits et de tensions, entre les nationalités composantes de la région, d'un côté, et entre le pouvoir central et les opposants locaux, de l'autre (Ter Minassian, 1983, 73-111). Le conflit interethnique arméno-tatare de 1905, discrètement encouragé par la bureaucratie impériale russe, et la participation des révolutionnaires de diverses nationalités (Géorgiens, Arméniens,

---

<sup>11</sup> La conquête du Caucase du sud par la Russie est réalisée par étapes. Entre 1801 et 1810, le royaume géorgien se place sous le protectorat russe. Par le traité de Gulistan (1813), toutes les possessions de la Perse au nord du fleuve Araxe, sauf les Khanats d'Érévan et de Nakhitchévan, passent à la Russie. Par le traité de Turkmentchai (1828), la Perse cède à la Russie les Khanats d'Érévan et de Nakhitchévan. Par le traité d'Adrianople (1829), la Russie acquiert la région de Javakhk et la région d'Adjaria de l'Empire ottoman. Par le traité de Berlin (1878), la Russie prend possession des régions de Kars, d'Ardahan et de Batoum. En 1921, le traité de Moscou, conclu entre le pouvoir soviétique et les nationalistes (Kémalistes) turcs, laisse à la Turquie les régions arméniennes de Kars, d'Ardahan et le district de Soumalou (Mont Ararat), ainsi que le district géorgien d'Artvin.

<sup>12</sup> Après la conquête de la Transcaucasie et durant la période de 1804 à 1826, l'administration russe élimine les divisions administratives de la période persane. En 1828, par un décret impérial, les Khanats d'Érévan et de Nakhitchévan sont reconstitués en une « province arménienne » (*Armianskaia Oblast*), qui reste séparée de l'autre composante de l'Arménie orientale, la région du Karabagh. A deux reprises la Transcaucasie est soumise à une division administrative, en 1840 et en 1867. La dernière, qui dure jusqu'en 1917, subdivise la Transcaucasie en cinq régions administratives : Koutaïs (incluant l'Abkhazie), Tbilissi (incluant les districts géorgiens d'Ibérie et d'Iméréti, les districts arméniens de Javakhk et de Lori), Érévan (incluant les districts arméniens d'Érévan et de Nakhitchévan), Elizabetopol-Gandzak (incluant les districts arméniens de Karabagh, de Siunik ainsi que les districts turco-musulmans), Bakou (incluant les districts musulmans de la Caspienne) (Hovhannisian, 1967, p.10-11).

Russes, Juifs) dans la lutte socialiste et la révolution russe de 1905 contre le tsarisme, sont parmi les événements marquants de la période de l'administration russe. Cette période correspond aussi à la « réaction stolyпинienne »<sup>13</sup>, marquée par une sévère répression contre tous les partis révolutionnaires sans distinction de nationalité.

L'année 1917 est la date charnière qui met fin à la période de l'Empire russe au Caucase du sud, ouvrant l'espace aux premières indépendances, puis à leur soviétisation musclée.

## 1.2 Les tentatives de construction régionale au XXème siècle

Dans cette section, nous considérerons les tentatives de construction régionale du XXème siècle - leurs objectifs, déclarés et visés, les acteurs impliqués, le modèle de construction mis en place, les réalités sur le terrain et le résultat obtenu. Dans ce contexte, nous examinerons le *Seym* transcaucasien en 1918, la Fédération transcaucasienne soviétique de 1922 à 1936 et enfin, la politique conduite entre 1917 et 1921 tant par la Turquie ottomane que les forces nationalistes turques qui, dans la poursuite de leurs objectifs géostratégiques au Caucase du sud, n'hésitent pas à tirer avantage des bouleversements en Russie. Cela nous permettra de faire ressortir la complexité des réalités dans cet espace géographique, à exposer le rôle des acteurs externes, à indiquer la permanence de certains facteurs et leur pertinence pour aujourd'hui.

### 1.2.1 Le *Seym* (parlement) transcaucasien (10 février-26 mai 1918)

Cette formation administrative survient suite à une série d'événements bouleversants en Russie tsariste. Pour indiquer l'ampleur de leur influence sur la direction que devrait prendre la Transcaucasie plus tard, nous décrivons ci-après les principaux points de repères de ces événements. *La Révolution russe de Mars 1917*, suivie de l'abdication du tsar Nicolas II et de la création d'un gouvernement provisoire, suscitent parmi les diverses populations de la Transcaucasie l'espoir de pouvoir fonder une région démocratique au sein de la République russe. Le soviet régional des ouvriers et des paysans, nouvellement formé à Tbilissi, tout en votant des résolutions en faveur d'une « paix honorable sans annexion et des indemnités » évite de prendre position sur la question

---

<sup>13</sup> Piotr Stolypine, premier ministre du Tsar Nicolas II, assassiné en 1911.



explosive des nationalités. Il incombait à l'Assemblée constitutive de la Russie de trancher sur cette question. Cependant, les courants politiques majeurs des principales nationalités de la Transcaucasie manifestent leurs propres positions, quoique différentes, quant à l'évolution de cette politique. A l'origine, les dirigeants des Mencheviks géorgiens rejettent le fédéralisme comme solution à la question des nationalités et optent pour une autonomie culturelle et régionale au sein d'une république russe unifiée. Le Parti Démocratique Islamique « Moussavat » (Égalité), en s'inspirant des principales idées du mouvement pantouranien - turquisme, islamisme et modernité - réclame la défense des intérêts des Musulmans dans toute l'étendue de la Russie. Le Congrès des paysans arméniens de Guberniia d'Érévan, exprimant la position du parti Dachnag arménien, soutient une option fédérale au sein d'une république russe démocratique et un partage interne de la Transcaucasie sous forme de cantons, en considérant les facteurs géographiques, économiques et ethniques des populations. Entretemps, le gouvernement provisoire met sur pied l'*Ozakom* (*Osobyi Zakavkazskii Komitet*), le Comité spécial de la Transcaucasie, pour administrer la région ainsi que les territoires ottomans occupés. Adhérant au principe de la réorganisation administrative interne de la Transcaucasie, l'*Ozakom* tente en vain de lancer ce processus. Des divergences entre les principales nationalités réapparaissent : les Géorgiens et les Arméniens soutenant l'importance du facteur ethnique dans la formation des cantons et les Musulmans, au contraire, favorisant la création de petits cantons, leur assurant une prédominance dans le sud et l'est de la Transcaucasie (Hovannisian, 1967, p.69-93).

C'est dans ces circonstances qu'éclate la Révolution d'octobre (1917) en Russie, amenant au pouvoir les Bolcheviks et bouleversant la donne en Transcaucasie. Le Sovnarkom, le Conseil des commissaires du peuple, publie aussitôt « La Déclaration des Droits des Peuples » de la Russie, leur offrant l'auto-détermination jusqu'à l'établissement des États indépendants, abolissant tous les privilèges et restrictions fondés sur la religion et la nationalité, et promettant à tous les groupes minoritaires de la Russie un développement sans entraves. En Transcaucasie, à l'exception du soviet de Bakou<sup>14</sup> qui reconnaît le Sovnarkom, les autres soviets suivent l'exemple de celui de Tbilissi et soutiennent la création du *Commissariat transcaucasien* pour administrer la région. Les

---

<sup>14</sup> Lors de la Révolution d'octobre, le soviet de Bakou est sous la direction de Stepan Chahoumian, célèbre bolchevik arménien. Il est auteur d'un pamphlet d'inspiration marxiste sur la question nationale : « *Azkayin koulouragan avdonomiayi massin, 1913* » (De l'autonomie nationale culturelle). Il est aussi l'auteur de la première traduction arménienne intégrale du Manifeste du Parti communiste (1904) (Ter Minassian, 1992).

représentants militaires britanniques et français ainsi que le consul américain, par leur présence, prennent position en faveur des délibérations du soviet de Tbilissi (24 novembre 1917)<sup>15</sup>. Quant à la situation sur le front, elle se dégrade. Lassées de la guerre et répondant à l'appel de « retour au foyer », *les armées tsaristes commencent à se retirer du front*. Profitant de la situation, *les armées ottomanes brisent l'entente de cessez-le-feu* et, en accord avec le Haut Commandement allemand, lancent en janvier 1918 leur avancée vers la reconquête des territoires de l'est et de la Transcaucasie<sup>16</sup>. Dans ces conditions critiques, les Mencheviks géorgiens, en accord avec les Moussavatistes, entreprennent de convoquer un *Seym* transcaucasien pour « constituer une instance législative adressant les questions locales ». Les Dachnags arméniens y adhèrent tout en exprimant leur désaccord sur les mesures nettement anti-bolcheviks des Mencheviks géorgiens (Hovhannisian, 1967, 124-128 ; Galoian, 1999, p.17).

Sur le plan interne, le *Seym* poursuit une politique de lutte contre l'établissement du pouvoir soviétique en Transcaucasie, visant l'accession définitive, de l'ensemble du territoire, à l'indépendance de la Russie. Sur le plan externe, le *Seym* cherche à régulariser les relations de la Transcaucasie avec la Turquie, dans les limites des frontières de 1914.<sup>17</sup> A cette fin, il déclare un statut juridique indépendant sous le nom de la République Démocratique Fédérative de la Transcaucasie<sup>18</sup>. La construction régionale prend la forme suivante : Le *Seym* constitue une Assemblée législative, composée de représentants des courants antisoviétiques des principales nationalités de la Transcaucasie (Géorgiens, Arméniens, Musulmans et Russes). Les Bolcheviks ne participent pas à l'Assemblée et remettent en question son statut juridique et son mandat d'agir au

---

<sup>15</sup> Le Comité de sécurité publique qui organise la mise sur pied du Commissariat transcaucasien est créé et financé par les agents des pays de l'Entente. W. Smith, le consul américain à Tbilissi demande au Département d'état américain de l'aide financière (60 million de roubles), qui serait mise à la disposition du Commissariat transcaucasien pour lutter contre les Bolcheviks (Galoian, 1999, p.18-19).

<sup>16</sup> La rupture du cessez-le-feu survient deux jours après la déclaration de Trotsky : « pas de guerre, pas de paix » et est sanctionnée par le Haut Commandement allemand.

<sup>17</sup> Le *Seym* oppose aux dispositions du traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), conclu entre la Russie soviétique et l'Allemagne, qui cédait à la Turquie les provinces de Kars, d'Ardahan et le district de Batoum, parties intégrantes de la Transcaucasie.

<sup>18</sup> Ce statut juridique est déclaré sur l'insistance de la Turquie ottomane.

nom des peuples transcauciens. L'élection d'un président, d'un chef de gouvernement et la formation d'un cabinet ministériel jettent le fondement d'un exécutif.

Les négociations et les délibérations au sein de *Seym* révèlent des divergences et des plans contradictoires, voire opposés, des courants politiques des nationalités composantes de la Transcaucasie. Les Mencheviks géorgiens<sup>19</sup>, visant l'indépendance, s'approchent des Allemands pour se défendre contre les Bolcheviks ; les Moussavatistes turco-musulmans<sup>20</sup> se préparent à l'arrivée des troupes turques ; les Dachnaks<sup>21</sup> arméniens cherchent l'aide des Allemands, afin d'entraver l'offensive turque et l'occupation des territoires arméniens de la Transcaucasie. L'offensive des armées turques au printemps 1918 en Transcaucasie met fin au *Seym* et à son statut juridique. Les groupes dirigeants des nationalités composantes, déclarent, chacun, l'indépendance respective de leur nationalité sur une partie de la Transcaucasie<sup>22</sup>.

#### 1.2.2. La Fédération transcaucasienne (1922-1936)

Cette tentative de construction régionale (Kharmandaryan, 1974, p.400-401) se met en place après la soviétisation des républiques indépendantes de la Transcaucasie et de leur découpage territorial. Les frontières externes de ce découpage sont délimitées par le Traité de Kars (13 mars 1921), qui est conclu entre les républiques transcausiennes soviétiques et la Turquie nationaliste, avec la participation de la Russie soviétique. Ce traité donne suite au Traité de Moscou (16 mars 1921), signé entre la Russie soviétique et la Turquie nationaliste. Le mode de résolution de la

---

<sup>19</sup> La branche géorgienne du parti ouvrier russe social démocrate qui joua le rôle fondateur de l'État géorgien indépendant de 1918-1920.

<sup>20</sup> Le Parti Moussavat (Égalité), de tendance pantouranienne, qui fut au pouvoir de l'État azerbaïdjanais indépendant de 1918-1920.

<sup>21</sup> Parti révolutionnaire arménien qui fut au pouvoir de l'État arménien indépendant de 1918-1920.

<sup>22</sup> Dans le cas de l'Arménie, des combats sanglants de cinq jours entre les armées ottomanes et les défenseurs arméniens précèdent la déclaration d'indépendance. Plus connue dans l'histoire comme la bataille de Sardarabad, elle arrête temporairement l'offensive turque vers la Transcaucasie et sauve l'Arménie caucasienne de la disparition.

question nationale, mis en place comme le fondement du découpage interne de cet espace, s'exerce sous la responsabilité des instances supérieures du Parti communiste de la Russie<sup>23</sup>.

Avant de passer à l'examen des caractéristiques de cette tentative de construction régionale, il nous paraît important de présenter les développements au niveau des hautes instances du pouvoir soviétique, qui eurent une incidence sur la forme que devrait prendre cette construction<sup>24</sup> (Lewin, 2005, p.19).

Faut-il fonder les relations entre la Russie et les républiques soviétiques non russes sur une base fédérale ou sur un modèle centralisateur? Tel fut l'objet du conflit qui se développa entre Lénine et Staline en 1922. Lénine soutient la création d'un modèle fédéral où des états fondés sur des bases nationales entreraient en relations contractuelles les uns avec les autres, tout en maintenant intègre l'unité du Parti communiste de la fédération. Dans la répartition des compétences, le centre fédéral assumerait seulement les fonctions militaires et diplomatiques; les autres fonctions seraient prises en charge par les républiques. Staline, par contre, exprime une position en faveur d'un modèle centralisateur fondé sur un regroupement d'autonomies dans lequel le pouvoir central devrait retenir toutes les fonctions clés. Selon cette perspective, une autonomie limitée ne serait qu'un instrument administratif sur la voie de « l'unitarisme socialiste », faisant de ces républiques des unités administratives d'un État russe centralisé (Lewin, 2005, p.21). La maladie de Lénine (et plus tard sa mort), l'indécision de son entourage et les divergences au sein du Bureau politique du Parti communiste de la Russie laissent à Staline les mains libres pour consolider son emprise sur le

---

<sup>23</sup> Selon les termes du Traité de Moscou (1921) Nakhitchevan (avec sa population mixte arménienne et azérie) est mis sous la tutelle de l'Azerbaïdjan soviétique. Dans le cas du Karabagh, le 4 juillet 1921, le Bureau caucasien du parti communiste de la Russie décide de le réunir à l'Arménie. A l'intervention de Staline, le 5 juillet 1921, la décision est renversée et le Bureau décide de l'inclure à l'Azerbaïdjan. En 1923, la région autonome du Nagorno Karabagh est créée sur une partie de ce territoire. L'Abkhazie est déclarée d'abord comme République soviétique socialiste (4 mars, 1921) et ensuite incorporée à la Géorgie soviétique avec le statut de République autonome (16 décembre 1921). Le pouvoir soviétique s'établit en Ossétie du sud le 5 mars 1921; ensuite le territoire est constitué comme région autonome au sein de la Géorgie soviétique, le 20 avril 1922. La République autonome de l'Adjara est créée au sein de la Géorgie soviétique le 6 juillet 1921. Staline, comme commissaire des nationalités, y joue un rôle prépondérant.

<sup>24</sup> Voir A.P. Nenarokov, V.A. Gornyi, V.N. Dobrokhoto, A.I. Kozokhina, A.D. Kotykhov and A.I. Ushakov, *Nesostoiavshisya lubelei: Pochemu SSSR ne Otpprazdnoval svoego Semidesiatiletiia*, Moscou 1992 (Lewin, 2005, p.19-31).

pouvoir central, tout en reconfigurant l'Union soviétique, dont la construction régionale de la Transcaucasie. Staline, tout en adoptant les structures formelles proposées par Lénine, y met son propre contenu centralisateur.

C'est dans le cadre de ces développements politiques que la fédéralisation de la Transcaucasie est lancée par Staline. Sous la direction d'un Comité spécial, créé par le Parti communiste de la Russie, les partis communistes de la Transcaucasie dirigent le mouvement de l'union. La conférence plénière des représentants des comités exécutifs centraux des trois républiques confirme l'accord de l'Union fédérative des Républiques soviétiques socialistes de la Transcaucasie (UFRSST)<sup>25</sup> et la charte du conseil suprême économique de cette région. Tbilissi, la capitale de la Géorgie, devient la capitale de cette union fédérative. Au sein de la construction régionale, la conférence des délégués (en nombre égal) de chaque gouvernement soviétique constitue le pouvoir suprême des républiques de l'Union. Les fonctions militaires, les finances, la politique étrangère, le commerce extérieur, les voies de transport, la communication avec le public, la direction de la politique économique ainsi que la lutte contre les forces dites « anti-révolutionnaires » relèvent du gouvernement fédératif. L'économie, la culture, l'éducation, la santé, la justice sont parmi les quelques domaines qui demeurent sous la responsabilité des républiques. Une politique de citoyenneté se met en place entre les républiques et la fédération, d'un côté, et une autre, de nature générale pour l'URSS.

Au cours des 15 ans de son existence, cette fédération lance un processus d'intégration dans l'industrialisation de l'économie et l'harmonisation du système administratif. En vertu de la constitution de l'Union soviétique de 1936, les républiques transcaucasiennes deviennent membres de l'Union en tant que républiques individuelles. La fédération prend ainsi fin, ayant accompli sa mission initiale d'homogénéisation interne selon les objectifs socio-économiques déclarés : la formation d'un 'État ouvrier' sous la direction du Parti communiste ainsi que l'abolition de la

---

<sup>25</sup> Au premier congrès des Soviets de la Transcaucasie (13 décembre 1922), cette fédération est renommée République fédérative socialiste soviétique de la Transcaucasie (ZFSSR). En d'autres termes, le congrès « approuve » la fusion des trois républiques en une seule, ayant sa constitution propre. Cette tournure des événements rencontre l'opposition de certains membres des Comités centraux des partis communistes des républiques transcaucasiennes (Afanasyan, 1981, 230-242).

propriété privée des moyens de production. La collectivisation agraire (1929-1933) et le début du stalinisme en Transcaucasie ont lieu dans le cadre de cette structure fédérative<sup>26</sup>.

### 1.2.3. La politique turque au Caucase du sud entre 1917 et 1921

Notre examen porte sur les actions spécifiques de la politique turque, tant ottomane que nationaliste, entreprises au cours de la période en question, visant à tirer bénéfice des bouleversements en Russie afin de poursuivre la réalisation des objectifs géopolitiques au Caucase du sud. D'abord, il s'agit du Traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), signé entre les puissances centrales, dirigées par l'Allemagne, et le pouvoir soviétique ; ensuite, du Traité de Moscou (16 mars 1921), signé entre la Russie soviétique et la Turquie nationaliste, et celui de Traité de Kars (13 octobre 1921), signé entre la Turquie nationaliste et les républiques transcaucasiennes soviétiques, avec la participation de la Russie soviétique.

#### Le Traité de Brest-Litovsk

Le Traité de Brest-Litovsk est conclu dans le contexte, d'une part, du début de la guerre civile russe et, d'autre part, du renouvellement de l'offensive allemande contre la Russie soviétique sur le front de l'est. « *The Treaty of Brest-Litosvk humbled and weakened Russia, but it crushed Transcaucasia* » (Hovannisian, 1967, p.105). L'action diplomatique de l'Empire ottoman est conduite par la participation de la délégation turque dans les négociations de paix à côté des Allemands. Selon ce traité, la Transcaucasie revenait à ses frontières de 1877-1878 et la Russie soviétique s'engageait à retirer ses forces militaires des territoires mentionnés dans le Traité<sup>27</sup>.

L'article IV du Traité contenait deux références importantes à l'endroit de la Transcaucasie et de l'Arménie turque :

*Russia will do all within her power to insure the immediate evacuation of the provinces of Eastern Anatolia and their lawful return to Turkey.*

---

<sup>26</sup> Pour une description du système soviétique plus conforme à sa complexité et à son ambiguïté, voir l'étude de Moshe Lewin : *Le siècle soviétique*.

<sup>27</sup> Après la capitulation de l'Allemagne, le 13 novembre 1918 la direction soviétique annule le Traité.

*The districts (sanjaks) of Ardahan, Kars, and Batum will likewise and without delay be cleared of Russian troops. Russia will not interfere in the reorganization of the national and international relations of these districts, but leave it to the population of these districts to carry out this reorganization in agreement with the neighboring states, especially Turkey.*

Armée de ce traité, la Turquie ottomane lance une nouvelle offensive militaire contre les forces de la Transcaucasie, organisées sous l'autorité de *Seym* transcaucasien après le départ des soldats russes du front, et réussit à reprendre le contrôle de l'Arménie turque et des districts transcauciens revendiqués, sans même tenir compte de la volonté des populations locales, telle que stipulée dans les dispositions du Traité de Brest-Litovk<sup>28</sup>. La reprise du contrôle de ces territoires par les armées ottomanes turques est à l'origine d'un nouvel exode des populations arméniennes vers la Transcaucasie. La capitulation des Puissances centrales en novembre 1918, dont l'Empire ottoman, met fin, quoique temporairement, au contrôle turc des districts transcauciens.

#### Le Traité de Kars

A cause de la liaison étroite entre le Traité de Kars et le Traité de Moscou, nous examinerons ensemble les parties des deux traités concernant la Transcaucasie. Le *Traité de Kars* (13 octobre 1921), délimitant les frontières entre les républiques transcauciennes soviétiques, est le suivi du

---

<sup>28</sup> A la veille de la Révolution d'octobre de 1917, les provinces orientales de l'Empire ottoman, comprenant la majeure partie du Plateau arménien sont sous le contrôle des armées tsaristes. Durant les années 1915-1916 et avant l'arrivée des armées russes, les autorités ottomanes réussissent à déporter et à éliminer violemment la presque totalité de la population arménienne vivant sur ces territoires. L'accord secret de Sykes-Picot de 1916 entre l'Angleterre et la France, auquel rejoint la Russie tsariste, met au point le plan de la répartition, après la guerre, de la dépouille de l'Empire ottoman. Selon cet accord, les territoires contrôlés par les armées tsaristes, dont la majeure partie de l'Arménie turque, reviendraient à la Russie. Conformément à cet accord secret, les territoires occupés sont mis sous « l'administration temporaire » du gouverneur général militaire, préparant la voie à leur annexion directe par l'Empire russe. Comme conséquence à cette politique, l'administration militaire russe limite les mouvements des réfugiés arméniens retournant à leurs lieux de résidence, désarme les corps des volontaires arméniens associés à l'armée tsariste et met au point les préparatifs d'une colonisation russe des lieux. La Révolution russe de mars 1917 suscite des espoirs de changement pour la région. Le gouvernement provisoire à Petrograd accepte en principe une autonomie pour la Transcaucasie, sous l'autorité de la Russie et déclare ses intentions pour mettre en place un « arrangement pour l'Arménie turque » sous l'autorité du gouvernement provisoire. Après la révolution d'octobre de 1917, le pouvoir soviétique met de l'avant le principe d'auto-détermination des peuples. Le Décret de Lénine, du 11 janvier 1918, déclare le droit d'auto-détermination de l'Arménie turque. Cependant, le retrait des forces militaires russes de ces territoires rend ce décret non praticable (Hovannisian, 1967).

*Traité de Moscou* (16 mars 1921), conclu dans un contexte géopolitique révolutionnaire. Le mouvement nationaliste (kémaliste) en Turquie est perçu par le pouvoir soviétique comme force politique progressiste, pouvant constituer, à la fois, la base de révolution anti-impérialiste en Orient et un point de résistance contre les puissances impérialistes de l'Entente en Asie mineure<sup>29</sup>. Les conditions géopolitiques objectives sont donc à l'origine de cette « alliance » entre la Russie soviétique et les forces nationalistes turques. Le *Traité de Moscou* est l'aboutissement de cette convergence géopolitique. Sous la pression de la délégation turque, la délégation de l'Arménie soviétique est empêchée de participer aux délibérations touchant l'Arménie, ceci constituant ainsi une violation de droit international, deux parties discutant des points d'intérêt d'une tierce partie, sans sa participation.

Qualifié par les cercles politiques britanniques et français comme un raffermissement de la position de la Russie soviétique en Transcaucasie, le *Traité de Moscou* renforce plutôt la position géopolitique de la Turquie kémaliste. Par ce traité, les forces nationalistes turques réussissent non seulement à rendre inefficace le *Traité de Sèvres*, mais aussi à imposer diplomatiquement l'annexion par la Turquie, déjà effectuée militairement en 1920, d'une partie de la Transcaucasie, soit une superficie approximative de 30,000km<sup>2</sup> – les districts d'Artvin de la Géorgie, et les districts de Kars, d'Artahan et de Sourmalou de l'Arménie. De plus, suite à l'exigence de la délégation turque, le territoire de Nakhitchévan est séparé de l'Arménie soviétique et mis sous la tutelle de l'Azerbaïdjan soviétique. Selon ce *Traité*, la Russie soviétique s'engage à faire respecter par les républiques transcaucasiennes soviétiques les dispositions qui les concernaient. Ceci est accompli par le *Traité de Kars*. Cette manœuvre des forces nationalistes turques est conduite parallèlement aux pourparlers qu'elles mènent avec les responsables politiques britanniques et français pour se prémunir contre la Russie soviétique, en cas de rupture avec cette dernière (Galoian, 1999, p.440-467).

---

<sup>29</sup> Le mouvement nationaliste turc des forces kémalistes est lancé en opposition au projet des puissances de l'Entente de répartir l'Asie mineure entre ses composantes (Turcs, Grecs, Arméniens et Kurdes), sous le mandat ou l'influence de celles-ci (mandats français, italien, britannique). Le *Traité de Sèvres* (10 août 1920), signé par l'Empire ottoman, mais non ratifié par aucun des États signataires, est l'aboutissement de ce projet. La Russie soviétique qualifie ce traité de nature « impérialiste », le considérant comme obstacle monté devant la révolution anti-impérialiste en Orient et un tremplin d'intervention des puissances de l'Entente au sud de la Russie soviétique.



L'examen des actions spécifiques de la diplomatie turque (ottomane et kémaliste) durant la période 1917-1921 expose les tentatives de ce pays de poursuivre ses objectifs géopolitiques en Transcaucasie (ou Caucase du sud), chaque fois qu'il y a un bouleversement politique en Russie. Inversement, nous observons la disposition des nouveaux pouvoirs en Russie de composer avec la diplomatie turque, tout en tentant de limiter les ambitions géopolitiques de cette dernière. La signification de notre analyse de ces actions diplomatiques turques pour la période contemporaine repose sur deux éléments constants : le premier concerne les frontières internationales actuelles entre l'Arménie et la Turquie, fixées par le Traité de Kars de 1921, renouvelable tous les 25 ans. Donc le potentiel d'ouverture de ce dossier à l'avenir par l'État arménien existe. Le second réfère au statut de Nakhitchévan, dont l'incorporation au sein de l'Azerbaïdjan peut être remise en question dans un contexte de réorganisation géopolitique future.

#### 1.2.4. Leçons tirées de l'expérience historique et leur pertinence aujourd'hui

L'examen de l'expérience historique au Caucase du sud, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, nous conduit à inscrire quatre observations principales.

La première observation réfère aux différends nationaux<sup>30</sup> de cet espace, caractérisés par leur complexité. Les revendications territoriales historiques, le déplacement forcé des populations ainsi que le découpage administratif hérité de l'empire perse, tout comme de l'empire russe et du régime soviétique – sont les quelques éléments qui se dressent comme obstacles devant les États composant l'espace du Caucase du sud, à la recherche d'un règlement pacifique et équitable. Les relations arméno-turques constituent la composante la plus difficile de cette question, avec ses aspects politiques, territoriaux, juridiques, financiers et autres. La complexité des problèmes nationaux ainsi accumulée au Caucase du sud indique qu'à l'heure actuelle, la stabilité recherchée ne peut être atteinte que sur la longue durée, alors qu'elle est soumise aux intérêts contradictoires des acteurs

---

<sup>30</sup> Dans notre analyse, nous n'examinons pas le rôle arbitraire joué par les représentants militaires britanniques du Caucase au cours de la courte période 1918-1920 dans les arrangements temporaires des litiges nationaux, selon les intérêts de l'Empire britannique : cas du Karabagh (litige entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), cas du Nakhitchévan (litige entre l'Arménie et la population locale turco-musulmane), de Javakhk et de Lori (litige entre l'Arménie et la Géorgie).

externes impliqués. Dans cet espace, la Russie et l'Occident (l'UE et les États-Unis) sont les principaux acteurs externes qui s'occupent du règlement des problèmes accumulés et leurs positions respectives ne sont pas nécessairement en accord<sup>31</sup>. Dans le cadre des contraintes et de la complexité des problèmes, l'insistance du projet de procéder à la résolution préalable des conflits gelés n'est donc pas réalisable.

La seconde consiste en l'affirmation du rôle des acteurs externes dans les deux cas de construction régionale et dans le sens de leurs objectifs. En opposition impérialiste et politique à la Russie, l'ancien maître du Caucase du sud, la première tentative est soutenue par les puissances occidentales de l'Entente (Angleterre, France). Celles-ci, après l'établissement du pouvoir soviétique à Petrograd et le retrait de la Russie de la guerre, adoptent une nouvelle position politique en Transcaucasie, poursuivant plusieurs objectifs à la fois : empêcher que la victoire du pouvoir soviétique ne se répande à d'autres pays de l'Orient; faire obstacle à la réalisation des plans turco-allemands d'annexer la Transcaucasie; et enfin, couper entièrement la Transcaucasie de la Russie et la ramener dans une mouvance purement impérialiste<sup>32</sup>.

Quant à la seconde tentative, elle est mise en œuvre par la direction communiste de la Russie soviétique en opposition aux puissances impérialistes<sup>33</sup>, dans l'objectif immédiat d'associer les républiques de la Transcaucasie, déjà soviétisées, à la Russie soviétique, en même temps que d'empêcher ces puissances de pénétrer dans cet espace et d'exercer une pression sur la Russie soviétique par le sud. De plus, la première tentative cherche à endiguer la Révolution russe et à

---

<sup>31</sup> Le groupe de Minsk, qui agit comme médiateur dans le règlement du conflit du Haut Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, est composé de trois co-présidents représentant respectivement la Russie, les États-Unis et la France (pour l'UE).

<sup>32</sup> L'accord secret conclu à Kouban entre l'Angleterre et la France (23 décembre 1917). Selon cet accord, l'Arménie (occidentale et orientale), la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Kurdistan, tout le Caucase seraient sous le contrôle de l'Angleterre ; la Bessarabie, l'Ukraine et la Crimée sous celui de la France (Galoian, 1999, p.20).

<sup>33</sup> Dans ce texte, nous adoptons l'approche marxiste des penseurs de la Seconde Internationale (Luxembourg, Hilferding, Boukharine, Kautsky et Lénine) pour décrire les relations conflictuelles entre les États de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début XX<sup>e</sup> siècle. L'approche s'inspire du concept d'impérialisme, qui décrit l'internationalisation du capital, dans un contexte de rapports interétatiques conflictuels. La notion de « puissance impérialiste » réfère aux États qui, se trouvant dans un stade avancé du capitalisme, jouèrent un rôle actif dans la compétition entre capitalistes, dans le contexte des processus de l'internationalisation du capital (Macleod, Dufault et Dufour, 2004, p.125).

préserver un système socio-économique acceptable pour le monde capitaliste occidental; par la seconde tentative, le régime soviétique s'efforce de défendre les conquêtes de la Révolution contre un monde capitaliste hostile.

Dans ce contexte, la leçon que nous pouvons en tirer aujourd'hui, c'est que des acteurs externes auront un rôle important dans toute tentative de construction régionale lancée dans cet espace. La Russie, l'UE et les États-Unis constituent les puissances intéressées par l'orientation et la position que le Caucase du sud devrait prendre sur l'échiquier mondial. La restauration du capitalisme en Russie postsoviétique, si elle met fin au facteur de l'antagonisme socio-économique entre ce pays et l'Occident, elle constitue néanmoins la source de nouvelles contradictions et antagonismes entre les forces capitalistes russes et celles des Occidentaux, ayant des intérêts au Caucase du sud. Cet espace est historiquement lié à la Russie par de multiples voies, en plus d'être limitrophe du Caucase du nord, région de la Russie géopolitiquement et économiquement importante, mais politiquement instable. Un projet de reconfiguration du Caucase du Sud, visant son intégration, ne pouvait ignorer les intérêts de la Russie.

La troisième observation concerne les objectifs géopolitiques de la Turquie au Caucase du sud qui, cherchant à tirer avantage des bouleversements en Russie, devenait ainsi une source de division, amenant cette dernière, comme acteur puissant externe, à adopter envers elle une stratégie, soit une d'endiguement, soit de composition avec elle, et parfois même les deux à la fois. Aujourd'hui, quelle est la signification de notre observation en rapport avec la Turquie ? Après la dissolution de l'URSS en 1991, l'actualité des objectifs géopolitiques de la Turquie réapparaît. Elle aspire à jouer le rôle d'une puissance régionale au Caucase du sud et au-delà. Les tentatives de la Turquie de développer des relations politiques, économiques et militaires avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan en constitue un exemple. Les initiatives de l'État turc de lancer la conférence des États turcophones, ayant comme pont de liaison, la République autonome de Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan, en est un autre. A cause du conflit du Haut Karabakh, la Turquie et l'Azerbaïdjan soumettent l'Arménie à un blocus terrestre. Quant à la Russie, dans ses relations avec la Turquie, elle applique une politique « de bâton et de carotte ». D'un côté, la Russie entre en partenariat avec la Turquie dans le projet de pipelines « Blue Stream » sous la Mer noire et, de l'autre, elle maintient une base militaire russe en Arménie qui, en plus d'agir comme un élément de sécurité pour ce pays, entend maintenir cette partie de la frontière de l'ex-URSS avec la Turquie stable. Le Traité de Moscou de 1921 est toujours

respecté par la Russie postsoviétique tout comme par la Turquie; tandis que le Traité de Kars (1921), délimitant les frontières des trois États du Caucase du sud avec la Turquie, demeure toujours en vigueur. En outre, la Turquie est membre de l'OTAN et accomplit ses responsabilités dans le cadre de cette organisation de sécurité. Bref, c'est une situation de « guerre froide » qui se tient au Caucase du sud.

Finalement, à cause de sa position intermédiaire stratégique, le Caucase du sud ne peut rester dans le vide géopolitique et encourt la contrainte de s'intégrer, de gré ou de force, à un espace régional plus large. Cette position est plus que pertinente aujourd'hui, après le désenclavement du Caucase du sud et suite à la dissolution de l'URSS en 1991. En redevenant un carrefour de routes commerciales, énergétiques et économiques, la capacité de négociation des États du Caucase du sud avec des partenaires intéressés augmente, en même temps qu'elle est soumise aux contraintes dictées par la concurrence et les antagonismes géopolitiques entre ces derniers. C'est ainsi que la Russie, dans la recherche de ses visées géopolitiques et économiques au Caucase du sud, tente d'intégrer les États de cet espace à la zone d'influence sous son contrôle, la CEI (la Communauté des États indépendants). De la même manière, l'UE et les États-Unis, par l'intermédiaire du programme de voisinage à l'est, lancent le projet d'intégration du Caucase du sud à l'espace occidental. Cependant, ces deux tendances sont contradictoires, sans être mutuellement exclusives. Similairement, la Turquie, déjà partie de l'espace occidental, mène son propre jeu dans ces relations. L'Iran, l'autre puissance régionale, entre aussi dans ce jeu d'intégration des partenaires intéressés. Le Caucase du sud, en proie aux conflits internes, se trouvera tiraillé entre divers espaces d'intégration.

### 1.3. L'examen de l'état actuel de l'aire géographique du Caucase du sud

Cet examen a comme but de vérifier si des éléments pouvant favoriser un processus de régionalisation sont présents dans cet espace. Pour cela, il faut d'abord se pencher sur les concepts liés au régionalisme et les critères qui en découlent.

#### 1.3.1. Les concepts

*'Regions and regionalism are what states and other actors make of them' (Fawcett, 2005, 25).*

Dans la définition contemporaine des concepts de *région*, de *régionalisme* et de *régionalisation*, nous observons deux tendances. La première propose des définitions basées sur les caractéristiques internes d'une région et les processus qui leur sont liés. La seconde aborde la question d'une perspective du système international. Nous examinons ci-après trois approches théoriques, chacune proposant d'expliquer le phénomène du régionalisme selon des présuppositions qui lui sont propres: les approches néo-réaliste, libérale et néo-marxiste du système-monde.

*L'approche néo-réaliste* explique la formation des régions par les développements survenus sous la contrainte de la structure anarchique du système international, l'anarchie renvoyant à l'absence d'un gouvernement mondial (Waltz, 1979 ; Fawcett et Hurrell, 1995) ; ou bien, par les développements à l'intérieur d'une région, mais sous l'influence des pressions externes (Neumann, 1994 ; Fawcett et Hurrell, 1995) : la puissance et le jeu de pouvoir des États, les intérêts nationaux et les relations interétatiques sont parmi les éléments internes (Fawcett et Hurrell, 1995, p.47). *L'approche libérale*, quant à elle, explique la formation des régions par l'interdépendance qui se développe entre les acteurs régionaux, résultant de la coopération soutenue entre ceux-ci (Fawcett et Hurrell, 1995, p.58). C'est ainsi que, pour Joseph Nye (1968), une région est « *composée d'un nombre limité d'États, liés entre eux par une relation géographique et par un degré d'interdépendance mutuelle* » (Fawcett et Hurrell, p.11). Dans un contexte dynamique et évolutif, cette définition des régions va au-delà de la géographie et des États pour y inclure aussi *les traits communs, l'interaction et, par conséquent, la possibilité de la coopération* (Fawcett, 2005 ; Farrell, Hettne et Van Langenhove, 2005, p.24).

Ces deux approches esquissent les caractéristiques internes prédominantes dans la formation des *régions*: la géographie, l'interdépendance, les traits communs (dont la culture), l'institutionnalisation et le degré de coopération, de cohésion et de motivation (vision libérale) ainsi que la puissance et le jeu de pouvoir des États (vision néo-réaliste). De plus, elles présentent le *régionalisme* à la fois comme un processus et une caractéristique, le processus indiquant la manière par laquelle ce phénomène émerge, la caractéristique se rapportant aux traits de cette construction (Hurrell, 1995, 37). En outre, ces approches soutiennent que le régionalisme est le produit d'une politique et d'un projet que les acteurs étatiques et non étatiques mettent en place pour coopérer et coordonner leur stratégie dans une région donnée (Fawcett, 2005). Vu de l'extérieur, le régionalisme apparaît comme une réponse à la mondialisation et une réaction aux divers aspects des processus

globaux dans leur totalité (M. Farrell, 2005; Farrell, Hettne et Langenhove, 2005, p.2). Vu de l'intérieur, le régionalisme émerge des dynamiques de la région ainsi que des motivations et des stratégies des acteurs régionaux (Farrell, 2005).

Quant au terme *régionalisation*, il est parfois confondu avec, ou utilisé au lieu de « régionalisme ». Cependant, ce concept dénote avant tout un processus. Selon la vision libérale, il s'agit de processus spontanés ou autonomes contribuant à l'émergence du régionalisme. La régionalisation peut précéder ou suivre celui-ci. Des facteurs économiques, sociaux, politiques, culturels et historiques peuvent être à l'origine de la régionalisation (Fawcett, 2005). Alors que, selon la vision néo-réaliste, les structures du système politique international et les politiques adoptées par les États majeurs ont un rôle décisif dans l'émergence des processus autonomes du marché (Hurrell, 1995, p. 53).

Quant à *l'approche néo-marxiste du système-monde*, elle aborde le régionalisme dans le cadre d'une dynamique d'une économie-monde capitaliste caractérisée par l'accumulation incessante du capital et adoptant le système-monde comme seule unité d'analyse. La région (ou zone), composée d'États-nations, d'organisations internationales et de corporations transnationales, agit selon la position et le rôle qu'elle occupe dans le cadre de la division internationale du travail dans le contexte du système capitaliste mondial (Wallerstein, 1979, p.17). Cette division internationale du travail attribue aux régions différents rôles économiques, les unes - celles du centre - dominant, tandis que les autres - celles de la périphérie - se trouvant dans une condition de dépendance. La zone de la semi-périphérie joue un rôle intermédiaire et exprime à la fois certaines caractéristiques du centre et de la périphérie. Cette approche tente de comprendre les processus de l'économie-monde sur une longue durée historique.

Ce bref tour d'horizon des concepts et des théories fait ressortir la diversité et l'ambiguïté des définitions dans un contexte théorique varié, tout comme le caractère dynamique du phénomène de régionalisme. Ceci nous conduit à observer que le caractère complexe et évolutif des réalités sur le terrain met les études théoriques du régionalisme devant la nécessité de repenser constamment les définitions pour s'adapter aux changements survenus dans le monde, tant au niveau global que régional.

### 1.3.2. Les caractéristiques internes du Caucase du sud

Devant les particularités de l'espace du Caucase du sud face à ces définitions multiples et ambiguës, nous soulevons une série de questions.

A l'endroit des régions : Doit-on identifier un espace 'régional' à partir des caractéristiques internes de celui-ci? Si oui, lesquelles? Ou doit-on plutôt l'examiner selon sa position et son rôle dans l'ordre mondial? Ou les deux?

A propos du régionalisme : Au Caucase du sud, sommes-nous en face d'un processus qui peut se qualifier de régionalisme, donc possédant des caractéristiques identifiables? Ou en l'absence de celui-ci, pouvons-nous observer l'intention de construction régionale de la part des États ou des acteurs non-étatiques de cet espace? Dans ce contexte, le projet d'intégration régionale proposé par le CEPS répond-il à des besoins émanant de cet espace?

A propos de la régionalisation : Dans notre analyse du Caucase du sud, pouvons-nous déceler des processus autonomes ou spontanés de régionalisation ? Si oui, à quel degré de cohésion régionale et à quel niveau de rôle régional et international? Si non, cette régionalisation sera-t-elle l'œuvre d'une construction imposée de l'extérieur?

Ces questions exigent, d'une part, le choix du niveau d'analyse qui nous fournira des indications sur l'existence des *processus* de régionalisation au Caucase du sud et, d'autre part, celui d'un cadre d'analyse incorporant des critères nous permettant d'établir le *degré* de régionalisation dans l'espace sous observation. L'analyse des caractéristiques internes nous fera ressortir les processus de régionalisation recherchés. La typologie développée par Hurrell (1995), englobant des critères s'inspirant des approches libérale et néoréaliste, nous permettra de vérifier la cohésion régionale pour mesurer le degré de régionalisation de cet espace. Le cadre d'analyse part de la prémisse qu'il n'existe pas de région 'naturelle' et que celle-ci est une construction sociale. De plus, la définition de la 'région' et des indicateurs de degré de cohésion 'régionale' (*'regionness'*) produisent des résultats variés selon le problème sous investigation. Cette typologie est divisée en cinq catégories théoriques distinctes, même si en pratique, elles se trouvent inter-reliées à des degrés divers. Les cinq catégories de caractéristiques régionales selon lesquelles nous examinons l'état actuel du Caucase du sud sont : l'intégration sociale et économique; la conscience régionale et identitaire; la

coopération interétatique régionale; l'intégration régionale promue par les États de cet espace; et enfin, la cohésion régionale.

a) L'intégration sociale et économique

Les processus autonomes lancés par les acteurs privés du marché, les flux migratoires et les réseaux sociaux sont à l'origine de cette intégration. Cette dernière prend forme sans l'intervention des États de la région, et la régionalisation qui en résulte ne coïncide pas nécessairement avec les frontières des États de cet espace. L'espace du Caucase du sud progresse sur la voie de l'économie du marché. Cependant, ce processus se réalise au sein de chaque république, indépendamment l'une de l'autre, et dans les zones du conflit, hors du contrôle de l'État « titulaire ». Dans les circonstances actuelles, la régionalisation de l'espace sud-caucasien par la voie des processus socio-économiques (flux privés et réseaux sociaux) reste une possibilité mince et est limitée aux zones, soit politiquement compatibles (l'absence de problèmes politiques majeurs entre partenaires pouvant empêcher la coopération), soit ethniquement homogènes (l'appartenance des partenaires à un même groupe national) : entre la Géorgie et l'Arménie, entre l'Arménie et le Haut Karabakh; entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan, entre l'Ossétie du sud et la Russie (Ossétie du nord), entre l'Abkhazie et la Russie (Caucase du nord).

Quant aux investissements étrangers, afin d'établir des relations d'interdépendance régionales, ils suivent la même trajectoire: par exemple, les investissements russes dans le domaine énergétique en Arménie et en Géorgie; les investissements des sociétés pétrolières en Azerbaïdjan et en Géorgie; les investissements russes en Abkhazie et en Ossétie du sud; les investissements turcs en Géorgie et en Azerbaïdjan. Dans le cas de l'Arménie, les investissements de la Diaspora arménienne dispersée joue un rôle particulier d'interdépendance à l'échelle globale. Le mouvement des personnes dans cet espace est aussi limité et se réalise dans le sens de la compatibilité politique et homogénéité ethnique établie après le gel des conflits. Ce bref examen indiquerait que dans cette catégorie de critères, on ne trouve pas de signes de régionalisation.

b) La conscience régionale et identitaire

A l'instar des nations, les régions sont perçues comme des 'communautés imaginaires' (*'imagined communities'*). La conscience régionale se caractérise par la perception d'appartenance à



une communauté particulière, nourrie par des facteurs communs tels que la culture, l'histoire ou les traditions religieuses. Elle peut aussi prendre forme face à l'Autre, dans le sens d'une menace externe ou d'un défi culturel. Certes, l'Empire russe et le régime soviétique dans sa première période tentèrent de créer une conscience régionale caucasienne au Caucase du sud. Cependant, l'éveil des principales nationalités de cet espace, au XIX<sup>ème</sup> siècle et, la nature contradictoire du système créé durant la période soviétique sous Staline, liés à la distinction culturelle/ethnique des populations, a tracé la voie de la spécificité pour chacune d'elles. Cet espace acquiert un caractère spécifique de par sa nature, par la composition des populations et par les événements de l'histoire. Ces particularités représentent, à notre avis, davantage des facteurs qui renforcent les distinctions entre les nationalités composantes de cet espace, et moins pour favoriser la convergence et le développement d'une conscience et d'une identité régionales. Un bref regard sur les nationalités composantes de cet espace convaincra de l'existence de tendances identitaires divergentes au Caucase du sud, qui ne sont pas nécessairement irréconciliables, mais ne sont non plus convergentes vers une identité et une conscience régionale commune.

Chez les Géorgiens et les Abkhazes, la conscience d'appartenir à une identité caucasienne commune est contrebalancée par le renforcement des identités particulières de chacun d'eux. Les Taliches (en Azerbaïdjan), malgré leur position géographique caucasienne, s'apparentent aux Iraniens et tentent de préserver leur identité particulière au sein de l'Azerbaïdjan. Les Azéris s'identifient plus avec les turcophones de la Turquie, de l'Iran et du Caucase.

Les Arméniens ne s'identifient surtout pas à l'idée « *de la maison commune du Caucase* » et la perçoivent plutôt comme une stratégie de l'expansionnisme turc vers cette aire géographique. La conscience régionale arménienne est marquée par les bouleversements politiques survenus entre 1915-1923, dont les conséquences font partie de la réalité politique, démographique et territoriale de l'Arménie contemporaine.

A la veille de la Première guerre mondiale, l'Arménie était répartie entre deux empires : l'Empire russe et l'Empire ottoman. La disparition de l'Arménie ottomane, à cause du génocide de 1915, entraîne la dépossession territoriale, démographique, culturelle et matérielle de la plus grande partie du territoire ancestral des Arméniens. La dispersion des survivants à travers le monde, dont

une partie en Arménie actuelle, garde la mémoire collective vivante<sup>34</sup>. La soviétisation forcée de l'Arménie caucasienne (ou russe ou orientale), en 1920, se solde par un nouveau découpage territorial en faveur de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, sans pour autant régler les problèmes entre l'Arménie et ces pays. Certes, ni les conditions internes de l'Arménie, ni la réalité géopolitique au Caucase du sud, ni le rapport de force entre l'Arménie et la Turquie ne permettent aux Arméniens de l'Arménie d'exprimer clairement cette tendance de façon plus vigoureuse. La politique officielle de l'État arménien n'exprime pas non plus une telle position<sup>35</sup>. Nonobstant la réalité objective sur le terrain, une conscience régionale arménienne particulière se développe sourdement dans le cadre de la spécificité du monde arménien au sein de l'ancien Proche-Orient, englobant la totalité du monde arménien : le Plateau arménien (« *Haykakan Lernachkharh* », en arménien). Cette conscience régionale arménienne est renforcée par l'histoire et la littérature arméniennes écrites, ainsi que les relations avec la grande diaspora, essentiellement issue de la période de 1915-1923. En d'autres termes, la conscience régionale arménienne dépasse les frontières du Caucase du sud et s'ancre sur l'Arménie comme une région à part et comme un espace plus vaste<sup>36</sup>.

La religion, quant à elle, renforce les particularités et non les traits communs : le Christianisme chez les Géorgiens, les Ossètes et les Arméniens; l'Islam chez les Azéris, les Taliches et une partie

---

<sup>34</sup> Il est estimé qu'au moins 30% de la population de l'Arménie actuelle est originaire de l'Arménie ottomane (ou Arménie occidentale).

<sup>35</sup> L'alinéa (11) de la Déclaration d'indépendance du Conseil suprême de la République soviétique socialiste de l'Arménie, datée du 23 août 1990, énonce ceci : « *The Republic of Armenia stands in support of the task of achieving international recognition of the 1915 Genocide in Ottoman Turkey and Western Armenia* ». L'objectif de la reconnaissance du Génocide par la Turquie et la communauté internationale est à l'ordre du jour de la politique extérieure de l'Arménie depuis 1998. La citation « *Western Armenia* » dans cette déclaration est l'un des points contestés par les représentants de l'État turc, d'où leur insistance à reconnaître les frontières actuelles dans le document des protocoles entre les deux pays, en 2009.

<sup>36</sup> Face à ces contraintes internes et régionales, la conscience régionale arménienne suit une trajectoire en deux dimensions : la première, appelée dimension interne, entend poursuivre le règlement des problèmes issus du découpage territorial de l'Arménie caucasienne (ou orientale) dans le cadre de l'État arménien actuel; la seconde, appelée dimension externe, implique la diaspora, particulièrement celle issue de la dépossession de l'Arménie ottomane (ou occidentale). Cette diaspora s'achemine lentement vers la constitution d'une personnalité juridique, capable de mener sur le plan international le règlement des problèmes qui proviennent de cette dépossession, ceci évoquant, à un moment donné des négociations avec la Turquie, en vue de réparer les conséquences de celles-ci. Perçue dans ce cadre élargi, la conscience régionale de l'Arménie occidentale (aujourd'hui incorporée à la Turquie) rejoint la conscience régionale kurde du Proche-Orient, comme des questions nationales qui attendent, toutes deux, leur solution depuis 1920.

des Abkhazes. La même particularité existe au niveau des langues nationales. Le Caucase du sud ne se caractérise pas non plus par une conscience commune, ni par un front commun contre des menaces externes ou en faveur de projets d'intérêt commun. Par exemple, pour l'Arménie, la Turquie constitue une menace de sécurité externe; par contre, pour l'Azerbaïdjan, elle ne l'est pas; pour la Géorgie, elle est moins accentuée. En Arménie, la Russie est perçue comme un facteur de sécurité du Caucase du sud, tandis que la Géorgie aspire à devenir membre de l'OTAN pour se défendre contre la Russie, et l'Azerbaïdjan oscille entre la Russie et l'OTAN.

### c) La coopération interétatique régionale

L'examen de l'état du Caucase du sud en ce qui concerne la coopération interétatique présente la situation suivante: nous observons, d'abord, que les relations intergouvernementales se développent et se tiennent, soit dans le cadre des institutions internationales (ONU, OMC) ou régionales plus larges que le Caucase du sud (OSCE, UE, PTP de l'OTAN, CEI, CEMN), soit au niveau bilatéral (Arménie-Géorgie, Géorgie-Azerbaïdjan)<sup>37</sup>: la Géorgie avec l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Ukraine; l'Arménie avec l'Iran, la Russie, la Géorgie et de façon limitée (directement ou indirectement) avec la Turquie; l'Azerbaïdjan avec la Géorgie, la Russie, la Turquie et l'Iran. Le Haut Karabakh avec l'Arménie, l'Iran et la Russie; l'Abkhazie et l'Ossétie du sud avec la Russie. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), inaugurée en 2005, et celle du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), en voie d'achèvement, excluent l'Arménie de ces réalisations et ne contribuent pas non plus à l'élargissement de la coopération interétatique dans cet espace. Les relations intergouvernementales directes et tripartites sont l'exception plutôt que la règle. Aucun régime intergouvernemental n'est actuellement mis en place pour amorcer une coopération économique régionale. Y sont absents les éléments essentiels de cette coopération : zone de marché libre, union douanière, marché commun qui mèneraient cet espace vers une union et une intégration économique. Cet examen nous amène à constater que la coopération interétatique, dans les limites des réalités actuelles, reste donc très partielle.

---

<sup>37</sup> Pour nouer une coopération sérieuse avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan insiste sur le retour du Haut Karabakh et les territoires adjacents à son contrôle administratif.

d) L'intégration régionale promue par les États de la 'région'

La promotion, par les États de la région, de l'intégration constitue une étape plus avancée de la coopération régionale et se mesure selon plusieurs dimensions : l'étendue (les domaines incorporés), le fond (l'éventail des politiques d'harmonisation), l'institutionnalisation (l'étendue de la construction institutionnelle) et la centralisation (le degré d'autonomie de l'autorité centrale). En examinant l'état du Caucase du Sud, nous constatons que la coopération interétatique est restreinte à quelques domaines (énergie, transport) et qu'elle n'est pas encadrée par des institutions plus ou moins permanentes. Il n'existe pas non plus de projets d'harmonisation communs ou ni de structure d'autorité centrale. Toutefois, dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), adoptée par le Conseil de l'Union en 2004, chacun des trois États du Caucase du sud signe en 2006 un plan d'action d'une durée de 5 ans avec l'Union européenne. Celui-ci prévoit le renforcement de la coopération régionale au Caucase du sud comme l'une des actions prioritaires que les États signataires s'engagent à mener autour de certains domaines précisés dans l'accord<sup>38</sup>. Encore faut-il remarquer que cela vient de l'extérieur comme condition pour accéder à un espace plus large.

e) La cohésion régionale

La cohésion régionale est atteinte quand l'action combinée des quatre processus en cours attribue à la région un rôle régional et international, permettant le lancement des initiatives politiques régionales. De ce point de vue, nous constatons que les *processus d'intégration sociale et économique* ne sont que de portée limitée et ne se concrétisent que dans des zones soit politiquement compatibles, soit ethniquement homogènes; les *processus contribuant à l'émergence d'une conscience et d'une identité régionales* se heurtent aux particularités des parties composantes (spécificité des identités, héritage des découpages territoriaux contestables) et découragent la coopération autour de projets communs. La *coopération interétatique* qui existe est partielle et figure dans des domaines d'intérêt plutôt international (ex. domaine d'énergie) que régional. L'intégration régionale est donc loin d'être une réalité. C'est surtout l'intervention de l'Union européenne par le biais de la Politique européenne de voisinage (PEV) qui tente, à long terme, de

---

<sup>38</sup> [http:// www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-caucase-sud/politique européenne de voisinage](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-caucase-sud/politique_europeenne_de_voisinage)

modifier la donne. A la lumière de ces constatations, nous confirmons que la cohésion régionale n'est pas proche d'être atteinte dans l'espace du Caucase du sud.

#### 1.4 L'attitude des États du Caucase du sud vis-à-vis de la construction régionale

Nous explorons dans cette partie l'intention des acteurs étatiques de construction régionale. Pouvons-nous identifier dans les discours officiels des indications de telles intentions? Si oui, quelle est leur étendue? Si non, quelle approche alternative les acteurs étatiques adoptent-ils ? Ces positions ont-elles enregistré une évolution depuis que le projet de CEPS de construction régionale fut publié en mai 2000?

Nous nous proposons donc d'examiner les déclarations officielles en provenance de chacun des États du Caucase du sud entre 1999-2009. Au cours du sommet d'Istanbul, organisé par l'OSCE (19 novembre 1999), le président Robert Kotcharian de l'Arménie mentionne la nécessité pour le Caucase du sud de posséder un système de sécurité régionale. Le président Heidar Aliiev de l'Azerbaïdjan exprime son approbation à l'idée d'un Pacte. Le président Edouard Chevardnadze de la Géorgie<sup>39</sup> qui, depuis 1996, exprimait la nécessité d'une initiative de paix pour le Caucase, met l'accent sur l'initiative de la Coopération économique de la mer Noire.

L'équipe du CEPS, responsable du projet de Pacte de stabilité du Caucase du sud, rapporte l'appel de ces dirigeants comme une preuve attestant l'origine locale d'une recherche de solutions aux problèmes du Caucase du sud dans la construction régionale. Cependant, toutes ces prises de position semblent plutôt ambiguës et occultent des contradictions.

Les déclarations officielles provenant des États du Caucase du sud n'expriment pas une position claire sur le Pacte de stabilité proposé par le CEPS. Les discours sont souvent évasifs, touchant indirectement la coopération dans un cadre régional élargi, celui de l'Union européenne.

---

<sup>39</sup> Durant la période récente, il revient à Chevardnadze d'exprimer l'idée de voir organiser « *la maison commune du Caucase* ».



Certes, des débats ont lieu parmi les experts, soit au sein des centres de réflexion établis (ACNIS, 2000), soit au sein des instituts de coopération<sup>40</sup>, créés et financés par des sources externes. De plus, des déclarations moins officielles laissent entrevoir des doutes profonds de la part des acteurs étatiques quant au réalisme d'une construction régionale, en l'absence de règlements des différends nationaux, exigeant des efforts de stabilisation sur une longue période. De surcroît, l'attraction se penche plutôt vers l'Europe.

Au cours d'une conférence internationale sur la coopération régionale (27-28 septembre 2000), Ruben Shugarian, vice-ministre des Affaires étrangères de l'Arménie, exprime cette opinion à propos de l'intégration régionale du Caucase du sud:

*There are so many cultural, ethnic, religious and language differences among the countries of the South Caucasus, that rather comparing them with the other parts of the world in transition, one has to wait until the regional awareness or regional identity in a new post-Soviet reality has sufficiently matured. Or, might be, one does not need this closed, limited regional awareness at all, in a few decades in a geopolitical and ethno-cultural sense, we would speak about a larger region, where all artificial Transcaucasian Soviet-induced limitations, soviet-style brotherhoods will be dissolved. It is time we understand that we need reliable neighborhoods rather than dubious brotherhoods. [...] A lot will depend on where the region will be planning to move, and whether all the three countries of the Caucasus will choose to take the same path (ACNIS, 2000).*

Plus tard, à l'occasion de la conférence internationale autour du thème « *L'Arménie sur la voie de l'Europe* », organisée à Érévan le 21-22 octobre, 2003, il se prononce sur les trois phases de la mondialisation que la politique étrangère de l'Arménie poursuivait :

a) La repositionnement géopolitique de cet espace de la « Transcaucasie » au « Caucase du sud », avec la liaison russe, le lien iranien, la dimension turque ainsi que les liens suprarégionaux avec les États-Unis, l'Union européenne et la Chine.

---

<sup>40</sup> *The South Caucasus Institute of Regional Security (SCIRS) et Analytical Center on Globalization and Regional Cooperation (ACGRC)*: Financés par des fonds en provenance de sources occidentales, ces instituts regroupent des experts issus des trois États du Caucase du sud, agissant en réseaux. Alimenter le débat autour de l'idée de la coopération régionale fait partie de leurs objectifs déclarés. Le centre ACGRC est membre d'un groupe financé par le « *Institute for Democracy in Eastern Europe (EDEE)* » basé à Washington, E.U.

b) Les processus de l'intégration de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à l'architecture européenne.

c) Une fois sur la voie de l'intégration européenne et parallèlement à celle-ci, la poursuite du renouvellement de l'identité européenne, fondé sur l'héritage social, politique et culturel du passé de tous les pays participants (non seulement celui de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Espagne, mais aussi celui la Pologne, de l'Arménie, de la Géorgie et de la Lituanie)<sup>41</sup>.

Au cours d'une réunion avec la délégation de l'UE en visite à Érévan, le 2 mars 2010, Edouard Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie, en parlant des priorités de ce pays dans ses relations avec l'UE, met l'accent sur l'approfondissement du dialogue politique, la signature de l'Accord du libre échange, les facilités du régime de visa et les négociations autour des Accords d'association avec l'UE<sup>42</sup>. Parallèlement à ces déclarations et ces accords, nous observons qu'une interdépendance économique se développe entre l'Arménie et la Russie : des intérêts russes possèdent le contrôle ou la gestion d'importants secteurs de l'Arménie tels que l'énergie électrique, la centrale nucléaire, les chemins de fer, certains instituts de recherche scientifique et une partie du secteur minier. Cette interdépendance entre les deux pays indique des processus d'intégration de l'Arménie en deux directions, la Russie (et par extension la CEI) et l'UE. Ceci accroît le pouvoir du levier russe sur la direction que l'Arménie pourrait prendre et tend, par conséquent, à limiter les processus d'intégration de l'Arménie à l'Union européenne.

En ce qui concerne la Géorgie, son président Mikhaïl Saakachvili, élu le 4 janvier 2004, déclare dans son discours inaugural du 25 janvier que l'intégration européenne serait son objectif prioritaire. De même, dans une entrevue, réalisée le 10 juin 2004, avec « *Le Forum* » de la presse allemande, Salomé Zourabichvili, alors Ministre des Affaires étrangères de la Géorgie, déclare ceci à propos de « *l'avenir des relations entre la Géorgie et l'Europe* » :

---

<sup>41</sup> *Globalization in the Context of Armenia's Foreign Policy. Armenia on the Way to Europe International Conference. Speech by Ruben Shugarian, Deputy Minister of Foreign Affairs. October 21-22, 2003, Yerevan. [Http:// www.armeniaforeignministry.am/speeches/031022shugarian\\_yerevan.html](http://www.armeniaforeignministry.am/speeches/031022shugarian_yerevan.html). Accédé le 16 décembre 2010.*

<sup>42</sup> Meeting between Foreign Ministers of Armenia and Spain (head of the EU delegation visiting Armenia), 2 March 2010. [Http://www.armeniaforeignministry.com/pr\\_10/100302\\_spain.html](http://www.armeniaforeignministry.com/pr_10/100302_spain.html) . Accédé le 16 décembre 2010.

*La Géorgie s'est clairement fixé pour objectif l'intégration dans l'Union européenne...la population géorgienne ressent profondément qu'elle est européenne. Elle considère en effet que son histoire, ses valeurs, de même que son appartenance chrétienne sont européennes. Même si la Géorgie se situe à l'extrémité géographique de l'Europe, il n'en demeure pas moins que les éléments essentiels, qui caractérisent son histoire et son organisation sociale, sont européens.... Notre priorité demeure l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne puisqu'elle constitue notre appartenance profonde (Civil Georgia, 2004-01-25).*

Dans ce discours aucune allusion n'est faite à l'intégration des pays du Caucase du sud.

Quant à l'Azerbaïdjan, le document intitulé « *Le concept de sécurité nationale de la République d'Azerbaïdjan* », publié le 23 mai 2007, indique l'intégration aux structures européennes et euro-atlantiques comme un objectif stratégique, dans le cadre des principaux axes d'orientation de l'Azerbaïdjan. Le même document préconise une coopération régionale multidimensionnelle et au Caucase du sud, une coopération souhaitable dans le cadre de la nouvelle politique européenne du voisinage (PEV)<sup>43</sup>.

Ces déclarations, mais surtout l'observation de la politique des trois États, nous permettent de tirer les conclusions suivantes: d'abord, face aux conflits (ouverts ou latents) entre les États du Caucase du sud, les autorités politiques semblent incapables de coopérer, ni de régler les problèmes sans médiation internationale. Chacun manifeste une identité politique distincte, renforcée par l'histoire, la culture et la religion et, comme conséquence, les intentions politiques confirmées par les déclarations expriment une tendance vers l'intégration à une structure régionale plus vaste, en l'occurrence l'Union européenne. Tout projet d'harmonisation se réalise alors à travers des processus d'intégration aux diverses infrastructures européennes (par exemple, le Conseil de l'Europe et la politique européenne de voisinage). Les positions exprimées dans les déclarations ne considèrent pas l'intégration régionale limitée au Caucase du sud comme une condition préalable à une coopération plus large, celle-ci pouvant graduellement être mise en pratique à travers l'intégration aux structures européennes.

---

<sup>43</sup> *National Security Concept of Azerbaijan*. [http://www.un.int/azerbaijan/pdf/National\\_security](http://www.un.int/azerbaijan/pdf/National_security). Accédé le 16 décembre 2010.



### 1.5 Conclusion

L'examen de *la formation historique* du Caucase du sud nous amène à constater que cette aire géographique ne possède pas les traits d'une région naturelle. S'il est vrai que son incorporation à des empires (perse et surtout russe) et au régime soviétique créa, au cours de la période de leur administration, un rapprochement socio-économique et culturel entre les nationalités qui y habitent, cela ne s'est pas réalisé de façon suffisamment décisive pour en faire une région distincte. L'interdépendance et l'intégration de la période soviétique furent davantage axées vers le centre plutôt que horizontalement entre les républiques composantes de cet espace. De plus, si la frontière externe du Caucase du sud, à l'ouest, est l'œuvre de flux et de reflux des empires (perse, ottoman, russe et soviétique), elle constitue néanmoins en partie une ligne de partage entre l'Arménie contemporaine et les autres territoires ancestraux arméniens incorporés à la Turquie par la force militaire et le génocide. De ce fait, cette frontière est partie intégrante du conflit arméno-turc qui attend sa solution.

L'analyse de *l'expérience historique* du Caucase du sud au cours du XX<sup>ème</sup> siècle nous indique la permanence de quatre facteurs, dont la pertinence acquiert aujourd'hui une importance à retenir: la persistance des différends nationaux, le rôle décisif des acteurs externes, notamment, les visées géopolitiques de la Turquie comme source d'antagonisme entre les États et, la position stratégique de cet espace dans les relations interrégionales entre l'Europe, la Russie, le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

L'examen selon les critères développés dans la typologie de Hurrell, de *l'état contemporain du Caucase du sud*, nous révèle une « vue de l'intérieur » : la portée limitée des processus de l'intégration socioéconomique; l'influence négative des particularités locales sur l'émergence d'une conscience et d'une identité régionales; le caractère partiel et restreint de la coopération interétatique; et, comme conséquence de tous ces facteurs, l'absence d'une cohésion régionale, privant ainsi cet espace du potentiel de devenir un acteur unifié aux niveaux régional et international.

L'examen de *l'attitude des gouvernements des États du Caucase du sud* vis-à-vis de la construction régionale et l'observation de la réalité politique de cet espace – absence de coopération sans médiation internationale, identité politique distincte – nous indiquent des intentions vers

l'intégration à une structure régionale plus vaste, en l'occurrence l'Union européenne, plutôt qu'une intégration régionale dans l'espace limité du Caucase. La Géorgie et l'Arménie expriment cette intention vers l'espace européen d'une manière plus accentuée même si dans le cas de cette dernière, l'interdépendance avec la Russie peut poser des limites.

Ces constatations nous amènent à la conclusion que le projet d'intégration régionale proposé par le CEPS ne répond pas aux aspirations des gouvernements et, en toute probabilité, ni des peuples de cet espace. Les plans de coopération régionale et, à travers ceux-ci, la poursuite de l'intégration régionale, incorporés à la politique européenne de voisinage avec le Caucase du sud, exposent plutôt le rôle et les intérêts d'acteurs externes dans la promotion de la régionalisation de cet espace. Et l'expérience historique de construction régionale au XXème siècle nous conduit à penser que les acteurs externes cherchent plutôt à reconfigurer le Caucase du sud selon leurs propres intérêts et leur propre vision du monde.

## CHAPITRE II

### ANALYSE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU PROJET

L'examen de l'état contemporain du Caucase du sud (chapitre I) révèle que le projet d'intégration régionale, tel que proposé par le CEPS, paraît davantage lié à des intérêts externes plutôt qu'à ceux des peuples de cet espace.

L'objectif de ce chapitre est de soumettre les fondements théoriques, méthodologiques et politiques du projet à une analyse critique en adoptant une approche marxiste. Le but ultime est d'examiner les intérêts sous-jacents du projet.

#### 2.1 Principes généraux de l'approche marxiste des relations internationales

Cette analyse critique de la complexité et des contradictions du projet d'intégration régionale s'inspire des prémisses générales de l'approche marxiste de l'économie politique, à savoir *le rôle de structuration de l'État, l'autonomie relative de l'État et la question de la neutralité*.

Se situant dans la tradition du matérialisme historique<sup>1</sup>, l'approche marxiste analyse la politique internationale en fonction de deux fondements : le mode de production historique existant à l'époque en considération, *le capitalisme* et les *relations sociales* qui en résultent.

---

<sup>1</sup> Le matérialisme historique est la théorie marxiste de l'histoire, de la société et des transformations sociales. Les actions sociales et la manière par laquelle elles se manifestent sont à la base de l'organisation collective des humains pour la production et la reproduction de leurs conditions matérielles d'existence. L'action sociale se situe dans le cadre du mode de production et des relations de production durant cette période historique. Le mode de production réfère à la méthode dominante d'organisation de la production et de la reproduction des conditions matérielles d'existence et comprend les forces productives (matières premières, technologies, force du travail et capital) et les relations de production : il s'agit de la capacité des acteurs sociaux à exercer un contrôle sur les moyens de production, qui conduit à la division de toute société en classes (Macleod et O'Meara, 2007, p. 156-158).

Quant à la notion de « *matérialisme historique* », celle-ci reflète le caractère duel de l'humain : l'aspect biologique (matériel) et l'aspect social. Le premier renvoie à la production et la reproduction des conditions matérielles de l'existence humaine, tandis que le second, réfère à la relation sociale entre humains, comme condition nécessaire de leur existence. Cette dualité du caractère humain implique que la production et la reproduction des conditions matérielles de base de l'existence humaine englobent donc tous les aspects de la vie sociale. Il s'ensuit que l'étude d'un phénomène social est perçue comme un tout, en tenant compte de tous les éléments constitutifs de celui-ci. Ceci nous amène à la définition du marxisme comme une théorie sociale de la totalité, en même temps qu'une méthode d'analyse.

La théorie sociale de la totalité se forme et se développe dans le cadre d'une évolution historique permanente des sociétés. Cette théorie préconise que les divers aspects de la société ne sont pas séparés les uns des autres, mais doivent être examinés dans le cadre de l'ensemble social global et du contexte historique dans lesquels ils sont apparus et se sont développés pour ensuite établir la façon dont l'aspect particulier sous observation est affecté par l'élément global. *La méthode d'analyse du marxisme*, quant à elle, comprend et explique la politique internationale à l'intérieur de cette totalité : le contexte historique des relations sociales capitalistes, les luttes liées à celles-ci et la dynamique du fonctionnement du capitalisme.

Dans ce contexte, les *classes sociales* forment donc l'unité d'analyse de base. La classe est définie en termes de degré de contrôle que les collectivités exercent sur les moyens de production sous le capitalisme (les forces de travail, les matières premières, la technologie, la terre et le capital). Sur le plan interne de la société, la lutte sociale pour obtenir ce contrôle donne lieu à l'émergence d'une différenciation de classes ; la classe qui parvient à contrôler les moyens de production devient alors la classe dominante (la bourgeoisie) qui, tout en contraignant les classes subordonnées (la classe ouvrière) à travailler pour elle, s'approprie le surplus de leur produit, et en le faisant les soumet à l'exploitation. Il en découle une relation antagonique entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. De plus, cette nature exploitante est à l'origine du pouvoir de la bourgeoisie, qui se répand sur la vie politique, culturelle et sociale de l'État. Celui-ci agit alors principalement en fonction des intérêts de la classe dominante. Il

s'ensuit que l'État reflète le pouvoir prépondérant de la bourgeoisie. Par voie de conséquence, l'action des États composant le système international reflète les mêmes relations de pouvoir et les intérêts qui en découlent. Dans la politique internationale, les bourgeoisies, guidées par leur intérêt de classe, de nature principalement économique, sont en conflit pour la répartition des richesses. Sans être le seul déterminant, l'économisme est tel que le politique est souvent conditionné par l'économique. Ceci nous conduit à l'approche marxiste de *l'économie politique* qui exprime la relation particulière de la sphère politique à la sphère économique.

Cette relation particulière de l'économie à la politique soulève la question de la distinction entre l'apparence des phénomènes sociaux et l'essence même de ceux-ci. De quoi l'action sociale telle qu'elle apparaît est-elle réellement l'expression ? Quel est le rôle de l'acteur social impliqué dans cette action ? La distinction entre l'apparence et l'essence même de l'action sociale indique la multiplicité des acteurs sociaux et la division de rôle entre eux, certains agissant comme forces réelles (forces sous-jacentes) derrière l'action, et d'autres, leurs agents. Selon l'approche marxiste, ces forces réelles sont celles qui, par la voie des lois particulières de la société<sup>2</sup>, façonnent les niveaux des apparences (le rapport entre *infra* et *superstructure*) dans la structure même de l'action sociale. Tandis que les acteurs sociaux, qui mènent une action consciente afin de cimenter, de modifier et de transformer les structures sociales existantes, accomplissent le rôle de l'agent pour le compte des forces sous-jacentes. D'où, l'insistance du marxisme à traiter les deux aspects de *l'action sociale* – *la structure et l'agence* – de manière simultanée. Appliquée à la politique internationale, la notion agence/structure fait ressortir le rôle de l'État comme l'agent des forces sous-jacentes, dont il incarne leur pouvoir dans les relations internationales. Il s'ensuit que ces relations reflètent les relations de structuration entre les forces sous-jacentes engagées. Ceci nous amène à souligner le *rôle de l'État dans la structuration des relations capitalistes*, exprimant l'aspect

---

<sup>2</sup> Les six éléments constitutifs de la loi particulière du mouvement du mode de production capitaliste sont : 1) La compulsion à accumuler du capital, 2) les révolutions technologiques et la tendance à l'augmentation de la composition organique du capital, 3) la tendance à la concentration toujours croissante et à la centralisation du capital, 4) la baisse tendancielle du taux de profit, 5) les inévitables crises économiques et 6) la lutte des classes (Macleod et O'Meara, 2007, p. 142).

inter-relié agence/structure dans les relations entre les États composant le système international.

Cependant, dans des circonstances particulières historiques, l'interrelation entre agence/structure n'est pas aussi décisive et l'agent (ici l'État) agit dans une autonomie apparente dans la politique internationale. L'État semble se placer au-dessus des classes, devient un lieu de médiation et se comporte comme un arbitre ultime, tout en agissant comme défenseur de l'ordre social établi. « *L'État semble être devenu complètement indépendant* » (Marx, 1852 : Le 18<sup>e</sup> Brumaire de Louis Bonaparte). Selon Rosenberg (1994b), l'autonomie apparente du politique provient de la nature de l'exploitation dans le capitalisme qui ne requiert plus de mécanisme de coercition direct, comme durant le féodalisme. « *L'État accomplit alors des tâches qui ne sont plus directement liés à l'économique et apparaît ainsi comme un agent qui surplombe la société civile et qui agit en arbitre ultime* ». Ces arguments forment le fondement de la prémisse *d'autonomie relative de l'État* qui exprime les circonstances particulières permettant aux États d'agir de la sorte en politique internationale.

Et finalement, en tant que *théorie de changement et de transformation*, la position du marxisme se résume ainsi : a) les actions de la politique internationale se situent dans le contexte historique dans lequel elles sont apparues et se sont développées. Comme le contexte historique est en évolution permanente, le contenu des concepts utilisés pour les décrire change avec le temps ; b) le but du marxisme est de comprendre le monde pour le changer par l'action des forces antagoniques ; c) il s'ensuit que le rapport de forces entre les classes constitue le moteur central des changements de nature historique.

Le marxisme n'établit pas de distinction nette entre la théorie et la pratique. Ces dernières sont nécessairement et dialectiquement liées entre elles. Comme l'observateur fait partie du monde social qui l'entoure, celui-ci et les faits observés ne sont pas indépendants les uns des autres. Il s'ensuit que pour comprendre plus globalement les actions politiques des acteurs sociaux, on les situe dans le contexte historique capitaliste dans lequel elles ont lieu et des luttes qui y sont liées. Ces actions ne sont pas entièrement détachées des intérêts des forces sous-jacentes qui, par la voie de la structuration des relations capitalistes, cherchent à instaurer la transformation sociale en leur faveur. Ceci nous amène à la dernière prémisse

nous permettant de soulever *la question de la neutralité* dans les actions de politique internationale, d'identifier leurs acteurs et d'en ressortir les intérêts sous-jacents.

## 2.2 Les éléments d'analyse intégrés au projet de CEPS

Nous examinons le projet de construction régionale du Caucase du sud proposé par le CEPS dans le contexte historique des relations sociales contemporaines du capitalisme, tout en identifiant les forces sociales, les luttes et les contradictions qui apparaissent à ce stade. Nous examinons aussi le rôle et l'engagement du CEPS dans la préparation et la promotion du projet d'intégration régionale de cet espace. Nous analysons ensuite les éléments constitutifs du projet selon le rôle particulier que chacun est appelé à jouer dans le projet global et la manière par laquelle l'interaction se développe entre eux, pour ensuite façonner la construction régionale de cette aire géographique.

Dans le contexte de notre analyse, les actions des acteurs sociaux sont évaluées sous les deux aspects d'agencement et de structuration; le pouvoir du capital forme la base sociale des États; et finalement, l'analyse de la politique étrangère de l'État n'est pas traitée indépendamment de la politique intérieure, ni non plus la sphère politique de l'économique.

Dans ce chapitre, nous analysons les éléments suivants du projet: les principes néolibéraux et les intérêts sous-jacents, le rôle des institutions internationales et supranationales en présence, les institutions régionales proposées, le rôle des États du Caucase du sud dans la construction régionale et finalement, les objectifs de coopération selon le projet et les intérêts qui les sous-tendent.

### 2.2.1 Le contexte historique des relations sociales capitalistes contemporaines et l'intérêt suscité dans le Caucase du sud

Nous abordons le projet dans le contexte du plus récent stade historique du capitalisme, celui du capitalisme mondialisé. Comme construction sociale, le projet s'inscrit dans le cadre d'une tendance mondiale vers le régionalisme. Ceci nous conduit à soulever les interrogations suivantes :

Comment cette évolution vers la mondialisation s'est-elle produite? Quels sont les traits caractéristiques de ce stade historique du capitalisme? Qui sont les acteurs sociaux? Quels buts poursuivent-ils? Comment le contexte du capitalisme contemporain s'articule-t-il au projet de construction régionale du Caucase du sud?

Sur le plan de l'évolution historique, le stade le plus récent du capitalisme mondialisé succède à deux périodes précédentes. Pendant la première, celle des guerres inter-impérialistes, les classes sociales dominantes de l'Occident, se servant de l'État, entrent en concurrence pour conserver ou saisir des zones d'influence et réclamer un contrôle sur les richesses. Celles-ci culminent par des guerres dévastatrices. La seconde, mieux connue comme celle des années « trente glorieuses » (1945-1975), correspond à l'état social-démocrate et au compromis keynésien entre le capital et le travail, survenu en Europe occidentale, et à un moindre degré, aux États-Unis. Cette période se caractérise par les politiques de redistribution des revenus, de contrôle sur le mouvement des capitaux et de construction de l'État social, tout en favorisant des taux élevés de l'accumulation du capital et de la profitabilité satisfaisante dans la plupart des pays capitalistes avancés (Harvey, 2006, p.14). C'est aussi la période pendant laquelle le rapport de force, comme résultat de plusieurs facteurs, est relativement plus favorable aux forces populaires. L'effet combiné de l'explosion de la lutte ouvrière dans les pays capitalistes du centre et l'expansion de la révolution communiste dans les pays de la périphérie amène les États-Unis à soutenir, sous son hégémonie, un régime international favorable aux forces ouvrières, caractérisé par une politique macroéconomique, préconisant le plein emploi (Silver and Slater, 1999; Silver and Arrighi, 2001, p.55).

Ce «compromis keynésien » entre à son tour dans une période de crise quand les politiques de la social-démocratie deviennent incapables d'assurer la gestion de l'accumulation du capital (Armstrong, Glynn et Harrison, 1991 ; Harvey, 2006). La dissolution, en 1973, du système de Bretton Woods, régularisant les relations économiques internationales ainsi que les crises fiscales de la Grande Bretagne en 1975-76 et de la ville de New York exigeant l'intervention du FMI, sont des signes annonciateurs de cette crise. La réponse de la gauche sociale-démocrate au pouvoir se présente par le renforcement du contrôle de l'État et la réglementation de l'économie (des politiques de l'austérité, dont les contrôles sur les prix et



les salaires) sans aucune remise en question des pouvoirs du capital<sup>3</sup>. Le refus d'aller au-delà des politiques sociales démocrates, d'ailleurs considérées insatisfaisantes par le capital, entraîne une polarisation entre la gauche et les forces de la bourgeoisie qui préconisent des politiques néolibérales afin de restaurer la rentabilité du capital (Harvey, 2006, p.14).

Par ailleurs, dans la seconde partie du XXème siècle, l'expansion des activités des multinationales occidentales dans le monde et leur structuration conséquente prépare la voie vers la transnationalisation du capital et la formation d'une bourgeoisie de plus en plus mondialisée. Investi par ces classes dirigeantes, l'État doit d'abord subir une nouvelle transformation, pour ensuite accomplir le rôle d'agent fonctionnel de ces relations. Les mesures suivantes caractérisent les politiques ainsi mises en œuvre : la déréglementation de l'économie, la flexibilité du marché de travail, le démantèlement graduel de l'État social, la réduction des impôts, l'ouverture de nouveaux espaces d'accumulation du capital par la privatisation et la commercialisation des actifs publics, la financiarisation des activités économiques, la mobilité du capital entre secteurs et régions pour fins de profitabilité, la préférence au rendement du capital d'investissement et la confrontation avec le pouvoir des syndicats (Harvey, 2006). Nonobstant ces transformations, l'État, par ses limites territoriales, ne possède pas la capacité d'agir sur le plan supranational, ni ne peut non plus mener des politiques supranationales dans les domaines économique, politique et social. Les gouvernements confient alors cette fonction aux institutions internationales (BM, FMI et plus tard, OMC) et régionales (l'UE, par exemple). A travers celles-ci, la bourgeoisie mondialisée vise à mettre au point un système de régulation et une législation supranationale, lui permettant de gérer les contradictions du capitalisme mondial et de structurer les relations de pouvoir entre classes sociales à tous les niveaux de ces relations. Quant à l'État, en promouvant leur formation et en devenant membre des institutions supra ou transnationales, il accomplit un rôle de structuration dans ses relations (Robinson, 2010, p.69).

---

<sup>3</sup> Durant cette période, les sociaux-démocrates sont au pouvoir en France, au Portugal, en Espagne, en Grande Bretagne et dans les pays scandinaves. Aux États-Unis, un congrès majoritairement démocrate vote en faveur des réformes de réglementation de l'économie, signées par un président républicain, Richard Nixon.

La doctrine néolibérale, définie par le concept de libre échange de capitaux, de main d'oeuvre, de marchandises et de services, constitue le fondement même de la mondialisation capitaliste. A cette fin, des espaces dépassant le cadre national (espaces transnationalisés) et mutuellement liés entre eux (espaces interdépendants) sont créés en Occident, dont l'harmonisation relative est réalisée par l'adoption de divers éléments de la doctrine néolibérale<sup>4</sup>. Dans le cadre du « Consensus de Washington », établi après la fin de la guerre froide, le Département du trésor américain, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international décident de répandre de par le monde la politique néolibérale par l'imposition d'une série de « réformes » socioéconomiques dites « ajustements structurels »<sup>5</sup> et ce, en commençant par les pays en voie de développement. Parallèlement à l'expansion de la libéralisation de l'économie à l'échelle mondiale, la formation de zones économiques est encouragée, dont certaines prennent la forme plus ou moins formalisée de constructions régionales<sup>6</sup>.

Un des aspects de cette mondialisation est la délocalisation des industries de l'Occident ou leur segmentation vers des régions du monde à bas coûts de production et fiscalement avantageux, ouvrant la voie vers une nouvelle étape d'accumulation capitaliste pour les fractions dominantes du capital productif. Parallèlement, la course effrénée des corporations transnationales (CTN) vers le contrôle sur les ressources naturelles et minières dans le monde prend une dimension plus accélérée.

Le plan de construction régionale du Caucase du sud doit se comprendre dans le cadre de cette évolution des relations sociales capitalistes. Poussées par la dynamique de l'accumulation du capital et dans un contexte de concurrence libérée de régulation, les

---

<sup>4</sup> Nous incluons dans cet espace le monde occidental anglophone, à qui s'intègrent, de gré ou de force, une partie de l'Europe après la seconde guerre mondiale, en 1945. C'est le cas en Amérique du nord, de l'ALÉNA (1994), et en Europe, de l'UE (1993).

<sup>5</sup> Les ajustements structurels ont pour conséquence d'ouvrir les pays, soumis à ces programmes, à la pénétration du capital mondialisé (transnationalisé), à la subordination de la force ouvrière locale et à l'extraction de la richesse par les capitaux transnationaux (Robinson, 2010, p.70).

<sup>6</sup> Par exemple: l'AFTA (Asian free Trade Area for ASEAN) en 1992, MERCOSUR (Communauté économique des pays de l'Amérique du sud) en 1991.

multinationales occidentales du secteur des hydrocarbures dirigent leur regard, à la fin de la guerre froide et de la dissolution de l'URSS, vers les ressources de la région désenclavée de la Caspienne et de l'Asie centrale. Or, le Caucase du sud se trouve sur le chemin de celles-ci et, à cause de sa position géographique intermédiaire, est au centre des intérêts géopolitiques dans la zone de responsabilité de l'OSCE, dont fait partie l'UE. Toutefois, les conflits éclatés lors de la dissolution de l'URSS empêchent à cet espace d'accomplir ce rôle intermédiaire attendu. Afin de donner suite à la montée de l'intérêt des pays capitalistes dominants à l'égard de cet espace et de prévoir la résolution des conflits en son sein, le *Centre for European Policy Studies* (CEPS) met de l'avant un plan de stabilité comprenant un projet d'intégration régionale. Ceci nous conduit à examiner dans la section suivante le rôle et le degré d'engagement du Centre dans ce projet.

#### 2.2.2 Le rôle et l'engagement du CEPS dans la préparation et la promotion du projet d'intégration régionale du Caucase du sud

Comme préparateur du projet, le *Center For European Policy Studies* (CEPS) joue un rôle non négligeable dans la promotion de ce projet auprès des parties intéressées. Nous examinons dans ce qui suit les éléments susceptibles de remettre en question la prétention du projet d'être motivé d'abord par les intérêts des peuples de cette aire géographique. Il s'agit de sa mission, de ses sources de financement, de l'équipe du projet et de la mission de lobbying.

Donnant suite à une proposition effectuée par Max Van der Stoël, le Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE, le CEPS organise une session de remue-ménages les 27-28 février 2000 autour du futur du Caucase, alors que la seconde guerre de Tchétchénie est en cours. Deux textes présentés, *Stabilization of Caucasus* (par Micheal Emerson) et *Prospects for the Caucasus : Some Preliminary Speculations* (par Sergui Celac), préparent la voie au lancement du projet de coopération et d'intégration du Caucase du sud, présenté sous forme de Pacte de stabilité. Dans ces textes, les auteurs étudient les différents

Pactes de stabilité lancés en Europe (Balkans<sup>7</sup>, Irlande du nord) après la fin de la guerre froide et proposent d'en considérer certains éléments, tout en les adaptant aux réalités de cette aire géographique<sup>8</sup>.

Fondée en 1983 à Bruxelles, *la déclaration de mission* du CEPS se réclame être un forum de débats sur les affaires de l'Union européenne, possédant une forte capacité de recherche, en partenariat avec d'autres instituts à travers le monde. Aussi, le site web du CEPS (<http://www.ceps.eu>) mentionne, parmi les objectifs du centre, l'établissement à travers toute l'Europe de réseaux de collaboration entre chercheurs, décideurs politiques et hommes d'affaires. Boucher et Royo (2006) classifient le CEPS comme groupe académique de réflexion, dont le personnel est composé essentiellement d'universitaires.

L'Observatoire de l'Europe industrielle ('*Corporate Europe Observatory*', CEO), une fondation sans but lucratif qui mène des recherches et des campagnes sur les menaces que fait peser le pouvoir économique et politique des grandes entreprises et leurs lobbies auprès des institutions de l'Union européenne, désigne le CEPS comme l'un des *think tanks* européens de *courant dominant*, i.e. néolibéral, pro-patronal, possédant les «meilleures liaisons politiques» («*politically best connected*») à Bruxelles. Un rapport du CEO datant de juillet 2005 commente les *think tanks* établis à Bruxelles:

*The primary motive for establishing think tanks in Brussels is to influence the thinking among EU policy-makers and therefore, EU decision-making. Due to the nature of their operations, which includes countless publications, panel debates and workshops, their impact is mostly indirect and hard to measure. However, the rapid increase in these activities and the money involved would suggest it is considered highly worthwhile.*

*This rise could be interpreted as think tanks filling part of the vacuum that exists because of low citizen involvement in the decision-making of EU institutions. Yet while think tanks could contribute to the emergence of genuine pan-European public debate, there is clearly the risk that they create a pseudo-debate that does not reach beyond EU officials, diplomats, parliamentarians and professional lobbyists within the Brussels bubble.*

---

<sup>7</sup> Le CEPS contribua à la mise au point du Pacte de stabilité des Balkans.

<sup>8</sup> CEPS Solution for the Troubled Caucasus. [http://CEPS.be/CEPS\\_solutions\\_for\\_the\\_Troubled\\_Caucasus.htm](http://CEPS.be/CEPS_solutions_for_the_Troubled_Caucasus.htm) (recherché le 19 janvier 2003).

Concernant les *sources de financement*, le site web du CEPS déclare qu'elles proviennent des contributions de membres – entreprises et institutions – et d'une subvention annuelle de la Commission européenne. Les noms des entreprises ne sont pas divulgués. Des missions diplomatiques, des bureaux régionaux, des chambres de commerce, des ONG, des universités et des PME sont cités parmi les autres membres. Selon le rapport de CEO (2005), le CEPS possède un Cercle intérieur (« *Inner circle* ») de membres défrayant chacun 30,000 Euros par an, dont font partie British Petroleum, Crédit Suisse et Société Générale de Belgique. Nous résumons ici la proportion de différentes sources de revenus du CEPS en 2009 pour un montant total de 6.7 millions d'Euros: Commission européenne 31%, contribution des membres 27% (membres corporatifs: 120; membres institutionnels: 130), organisations privées 22%, fondations 8%, activités 7%, divers 5%. En matière de financement, le rapport du CEO datant de décembre 2006 résume la conclusion du sondage effectué auprès de 20 *think tanks* européens, dont le CEPS: « *CEO's survey- which involved 20 think tanks - demonstrates that a large majority do not live up to their basic standards of transparency* »<sup>9</sup>.

Quant à l'administration, on peut noter parmi les administrateurs désignés, des représentants de milieux banquiers/financiers, de l'industrie, des missions diplomatiques et des universités. Comme centre d'études, le CEPS est aussi à l'origine de documents d'étude sur les Balkans, dans le cadre du Pacte de Stabilité de cette région de l'Europe<sup>10</sup>. Les textes concernant les Balkans renferment les normes et les politiques de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'UE et des institutions financières internationales<sup>11</sup>.

Quant aux *personnes clés du CEPS et de l'équipe du projet*, notre examen fait ressortir les informations suivantes :

---

<sup>9</sup> Corporate Europe Observatory. 2006. *Brussels think tanks persist in funding secrecy*. [http://archive.corporateeurope.org/Think\\_Tanksurvey2006.html](http://archive.corporateeurope.org/Think_Tanksurvey2006.html). En mai 2006, la Commission européenne présenta son document vert sur l'initiative de la Transparence européenne sur une base volontaire.

<sup>10</sup> Emerson Michael et Daniel Gros. (Éds).1999. *The CEPS plan for the Balkans*. Bruxelles: CEPS. Voir aussi Emerson M. 1999a. *Perspectives for the Balkan and a Wider European Order*. Working Document no. 136. Bruxelles: CEPS.

<sup>11</sup> Emerson, M. 2000. *Approaches to the Stabilization of the Caucasus*. Bruxelles: CEPS.

*Daniel Gros*, économiste de formation, est reconnu comme étant l'un des fondateurs et directeurs du CEPS. Il fut tour à tour à l'emploi du FMI, conseiller auprès de la Commission européenne, du Parlement européen et du gouvernement français. Il est aussi le rédacteur de *l'Économie internationale / International Finance*.

L'équipe du projet est composée de chercheurs et de collaborateurs, possédant des liens avec des centres de recherche politiques et économiques réputés. *Dr. Michael Emerson* est le co-président de l'équipe. De 1991 à 1996, il fut le premier ambassadeur de l'Union européenne auprès de la Russie. Depuis 1998, il est chercheur principal associé au CEPS, directeur de projets pour l'Europe élargie, dans le cadre de la politique européenne de voisinage. *Sergui Celak* est co-président de l'équipe et ambassadeur de missions spéciales pour le Ministre des affaires étrangères de la Roumanie. L'un des experts faisant partie de l'équipe du projet est *Dr. Terry Adams*, qui détint des postes de gestion au sein des sociétés pétrolières telles que Shell et BP au Moyen-Orient. De 1995 à 1998, il fut le président fondateur d'AIOC Oil Consortium de Bakou, en Azerbaïdjan pour l'exploration des champs pétrolifères de la région caspienne de ce pays. Terry Adams est aussi l'auteur d'un article sur l'importance stratégique du pétrole du Caucase<sup>12</sup>. *Gareth Winrow*, consultant externe auprès de l'équipe, est professeur au Département de Relations internationales à l'Université Bilgi d'Istanbul et réside en Turquie depuis 1988. Il est l'auteur de plusieurs études sur le rôle de la Turquie au Caucase et en Asie centrale.

Au cours de la préparation du projet et après sa publication, le CEPS obtient aussi la collaboration de l'institut turc TESEV, indiquant le degré d'intérêt porté par la Turquie dans la coopération régionale du Caucase du sud<sup>13</sup>. Le directeur de l'Institut, *Ozdem Sanberk*, un ancien vice-ministre des affaires étrangères, fut aussi membre de la « Commission de

---

<sup>12</sup> Adams, Terry. 1999. « Oil and Geopolitical strategy in the Caucasus ». *Asian affairs*, v.30 (1), March, p. 11-20.

<sup>13</sup> En février 2001, à la conférence internationale organisée par TESEV, en partenariat avec CEPS, le processus fut renommé « Le processus d'Istanbul » ou « Processus du Caucase pacifique ».

réconciliation turco-arménienne » lancée par le soutien indirect du département d'État américain (en juillet 2001)<sup>14</sup>.

Le CEPS est aussi accrédité auprès de l'UE comme *lobbyiste* (CEO, 2005). Dans ce contexte, la direction de l'équipe du projet mène des consultations autour du projet de stabilité pour le Caucase du sud, auprès de centres de réflexion européens, d'instituts de sécurité (ex. liés à l'OTAN) ainsi que des missions diplomatiques de l'UE vers le Caucase du sud. Après la publication du projet, des consultations sont aussi conduites auprès des chefs d'États des pays du Caucase du sud et des dirigeants des entités impliquées dans les conflits. Des rencontres semblables ont lieu avec des *think tanks* russes, turcs et iraniens dont le champ d'intérêt incorpore le Caucase et la Caspienne.

Notre examen du rôle et des particularités du CEPS nous laisse penser que la position du Centre dans le projet d'intégration n'est pas neutre, mais plutôt engagée dans le sens des intérêts politiques et économiques occidentaux, dont ceux liés au secteur des hydrocarbures.

### 2.2.3 Les principes néolibéraux et les intérêts sous-jacents

Cette analyse nous amène à examiner les éléments incorporés au plan de la construction régionale.

Dans le préambule du Pacte de stabilité pour le Caucase du sud, les auteurs du projet prétendent apporter la réponse trilatérale de l'UE, des États-Unis et de la Russie aux appels d'initiatives des chefs d'États de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Le projet offre de mettre de l'avant un modèle de gouvernance régionale basé sur une approche multidimensionnelle et multilatérale, qui donnerait suite aux aspirations des peuples du Caucase du sud et correspondrait aux intérêts des parties locales et internationales. Notre

---

<sup>14</sup> Bedrossian, Antranig. 2002. *The Turkish-Armenian Conflict: A Case Study in Conflict Resolution through Structural dialogue, with emphasis on the Turkish-Armenian Reconciliation Commission (9 juillet 2001-11 décembre 2001)*. (Étude non publiée). Cette commission reçut une vive critique de la majorité des organisations arméniennes de la Diaspora.

examen vise à montrer les dimensions idéologiques du projet et les intérêts qui les sous-tendent.

Le projet exprime clairement des notions, des principes et des valeurs inspirés de l'approche néolibérale : « coopération », « intérêt national », « intérêt transnational », « intégration économique », « institutionnalisation des relations interétatiques », « régime », « marché commun », « libre échange », « union douanière », « politique monétaire », « projets communs », « interdépendance » et stratégie de « gagnant-gagnant ». De fait, ces concepts se trouvent incorporés à la théorie de l'institutionnalisme néolibéral, préconisée par les idéologues de la mondialisation néolibérale.

A travers la construction régionale, le projet cherche à structurer les relations sociales entre le capital occidental et la bourgeoisie du Caucase du sud. Les institutions internationales (OMC) et régionales (UE) ainsi que les États du Caucase du sud sont appelés à agir comme agents de cette structuration. Or, ces processus complexes s'inscrivent dans la logique de l'accumulation capitaliste, permettant au capital occidental de résoudre ses problèmes de production, de concurrence, de répartition et de maintenir ses intérêts dans cet espace géographique. Nous analysons plus en détail le rôle des institutions dans la section 2.2.4 et celui des États du Caucase du sud, dans la section 2.2.6. De plus, par l'interdépendance à laquelle ces relations peuvent donner lieu, le projet entend renforcer les relations politiques et sécuritaires avec les États de cet espace géographique (voir section 2.2.7). Or, l'affermissement de telles relations par la voie économique constitue l'une des présuppositions de l'approche néolibérale.

En outre, le projet vise à réaliser la structuration par la voie multidimensionnelle, cherchant à ancrer la reconfiguration néolibérale du Caucase du sud à l'intérieur d'un espace interdépendant et transnationalisé, reliant le capital occidental aux capitaux dominants des « régions intermédiaires », se trouvant sur la route des hydrocarbures de la Caspienne et de l'Asie centrale, mais comportant plusieurs secteurs économiques. Les programmes régionaux de l'UE (TRACECA ET INOGATE) que nous analysons dans le chapitre 3, section 3.4, poursuivent justement cet objectif. Ce cheminement multidimensionnel se développe dans trois directions. La première direction vise la liaison avec le capital dominant de la région russe; la deuxième englobe les capitaux dominants de la région de la mer Noire, du Caucase



du sud et de la Caspienne (i.e. Asie centrale); et les investissements occidentaux dans les infrastructures des pipelines constituent la dernière direction à atteindre (voir notre analyse de l'impact des pipelines dans le chapitre 3, section 3.3). La création d'une zone de coopération avec la Russie, prévue par le projet, indique un accommodement avec cette dernière dans son « étranger proche ». Ceci s'inscrit dans la logique capitaliste de transformer l'opposition entre concurrents en une coopération par la voie de la répartition des richesses parmi les participants.

La solution proposée des conflits éclatés dans le cadre des frontières administratives soviétiques révèle une position prédéterminée, celle de régler les conflits sans réviser les frontières. Celle-ci reflète la tendance dominante néolibérale dans la résolution des conflits gelés du Caucase du sud, du moins jusqu'à la reconnaissance par la Russie, en 2008, de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, suite au conflit entre la Russie et la Géorgie. Le néolibéralisme applique la méthode du *problem-solving* dans la solution des problèmes politiques. Celui-ci consiste à chercher la solution à l'intérieur de l'ordre établi sans le remettre en question. L'application de cette méthode par les décideurs politiques occidentaux dans la résolution des conflits du Caucase du sud leur procure le mécanisme nécessaire pour : a) éviter de remettre en question le découpage des frontières administratives de la période soviétique, malgré les contradictions inhérentes à ce découpage, exposées une fois que la configuration se soit partiellement décomposée; b) écarter l'examen approfondi de l'état des problèmes lors de la formation de l'ordre soviétique et les considérations politiques à l'origine du découpage territorial dans cet espace, ceci pouvant nuire aux intérêts politico-économiques occidentaux dans la position adoptée ; c) réduire l'importance du centre - la Russie - dans cette configuration et la place qui lui reviendrait dans la résolution de ces conflits.

Quant à l'approche multilatérale de la construction régionale telle qu'adoptée par le projet, elle renvoie à la participation des puissances majeures dans cette initiative. Or, l'approche néolibérale replace la régionalisation des espaces dans le cadre des processus globaux, dont les acteurs sont les puissances majeures, les corporations transnationales et les institutions internationales. Dans le projet de régionalisation du Caucase du sud, la participation des puissances majeures (États-Unis et puissances majeures de l'UE – France,

Allemagne) et les corporations transnationales se manifeste d'abord directement dans le rôle que celles-ci ont à sa naissance (voir chapitre 3, section 3.1) ; ensuite, indirectement, dans le rôle qui leur est prévu dans la construction régionale, à travers les institutions internationales (OMC) et supranationales (UE) (voir notre analyse à la section 2.2.4).

En somme, tous ces éléments expriment la vision néolibérale et les intérêts géopolitiques des élites sociopolitiques de l'Occident, en même temps qu'ils montrent le caractère profondément conservateur du projet.

#### 2.2.4 Le rôle des institutions internationales et supranationales en présence

Le projet de CEPS prévoit la participation de diverses institutions internationales dans la construction régionale du Caucase du sud. Nous concentrons notre analyse sur l'Union européenne, comme institution supranationale et sur l'Organisation mondiale du commerce, comme institution internationale. Or, le rôle des institutions dans la régionalisation de cet espace dépend de la nature de celles-ci, de leurs caractéristiques, des liens qu'elles entretiennent avec le capital occidental, des intérêts qu'elles poursuivent dans la structuration des relations et de la manière par laquelle ces intérêts exploitent les forces populaires des pays membres pour leurs propres objectifs d'accumulation du capital.

Selon le projet, l'intervention de *l'Union européenne* dans cet espace se manifestera tant auprès des États individuels, qu'auprès du Conseil intergouvernemental, principale structure régionale qui sera mise en place.

De par sa nature, l'Union européenne est une union économique et politique de 27 États membres, fondée en 1993 en vertu du Traité de Maastricht et tirant son origine de la Communauté européenne, à vocation strictement économique : un marché unique étendu aux États membres. Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne énonce comme principes économiques généraux : la libre circulation de la main d'oeuvre, de marchandises, de services et de capitaux. Ces principes constituent le fondement même de la doctrine néolibérale et du capitalisme mondialisé.

L'UE reflète donc à la fois les intérêts de sa bourgeoisie et les intérêts géostratégiques/sécuritaires des États membres. L'UE possède de multiples voies afin de poursuivre, au Caucase du sud, les intérêts sous-jacents de ses membres. Le projet d'intégration nous révèle quelques uns de ces moyens : a) la structuration des relations entre le capital européen et celui des pays de cet espace; b) l'instrumentalisation des principes et des accords de l'OMC ; c) l'harmonisation des normes et de la jurisprudence de ces pays avec celles de l'UE.

a) La structuration des relations entre le capital européen et celui des pays de cet espace

On peut distinguer deux groupes de la bourgeoisie européenne, chacun poursuivant un rôle et un degré différent de relations avec le Caucase du sud : la bourgeoisie des principaux centres capitalistes (Europe occidentale) et celle de la périphérie (Europe centrale et orientale). D'abord, le capital des principaux centres européens établira des relations directes avec le capital de cet espace. Ensuite, des relations similaires seront nouées par voie indirecte, à travers le capital de la périphérie européenne, se trouvant en état de dépendance vis-à-vis du centre européen. Les programmes de l'UE (TRACECA ET INOGATE), promus par le projet, visent à accomplir ces relations dans les domaines du transport international, des communications et de la construction de pipelines.

b) L'instrumentalisation des principes et des accords de l'OMC (voir aussi la section suivante analysant les accords de l'OMC)

Dans le cadre de l'OMC, les différents accords qui seront conclus entre l'UE et chacun des États du Caucase du sud, permettront la poursuite des intérêts du capital dans les domaines de l'échange des marchandises, des services et de la propriété intellectuelle et selon les principes généraux de la doctrine néolibérale. *La libre circulation de la main d'œuvre* sera assurée sur deux plans : emploi de la force locale des travailleurs à des coûts compétitifs, flexibles (course vers le bas) et sans protection sociale, comme condition d'investissement dans cet espace ; sous-traitance (« *outsourcing* ») de services aux travailleurs locaux à des termes de travail défavorables; emploi de cadres européens ou internationaux dans les entreprises de cet espace, acquises par des corporations transnationales européennes; emploi des travailleurs migrants à des coûts compétitifs dans les entreprises acquises par le capital

européen et au détriment du droit de travail de la force ouvrière locale ; fuite des cerveaux et de la main d'œuvre qualifiée du Caucase du sud vers l'espace de l'UE, à la recherche de meilleures conditions de travail. La *circulation de marchandises* comme importations ou exportations sera soumise aux normes et aux règles de l'OMC, particulièrement au principe de traitement national (TN), ouvrant un marché pour les produits européens (importations) et un espace de fabrication de produits locaux, à coûts compétitifs et destinés au marché international (exportations). Les accords de l'OMC sur la privatisation des services publics permettront aux corporations transnationales et publiques européennes d'acquérir le contrôle des infrastructures de services des pays du Caucase du sud - transports, santé, éducation, énergie, eau, télécommunications, assurances, hôtellerie etc.- et de posséder ainsi un espace de profits pour leurs investissements. *La libre circulation du capital* permettra, entre autres, le rapatriement des profits des entreprises acquises vers les centres de capital européens et occidentaux, dans des conditions fiscales favorables et par l'exploitation de la main d'œuvre locale et internationale.

c) L'harmonisation des normes et de la jurisprudence des pays du Caucase du sud avec celles de l'UE.

L'espace de l'UE est composé de deux sous-espaces différents de la guerre froide: l'ancien espace de l'Europe occidentale, muni d'un système capitaliste d'économie mixte, caractérisant l'état social; et l'ancien espace des régimes communistes de l'Europe orientale, possédant des acquis sociaux propre à ce système. Ces deux sous-espaces, réunis à partir de 1993, se construisent sur des normes et des valeurs néolibérales et dans le cadre des relations sociales capitalistes mondialisées : c'est la logique du marché étendue à tous les domaines qui y prédomine. La société néolibérale se caractérise par la dérégulation de l'économie, la flexibilité du droit de travail, l'affaiblissement des syndicats et du pouvoir de négociation des travailleurs, l'élimination graduelle des acquis sociaux, la privatisation des services publics, la fiscalité en faveur des riches et des corporations. Cependant, à cause des caractéristiques antérieures différentes de ces deux sous-espaces, la construction néolibérale de l'UE avance dans chacun d'eux par des différents effets: en Europe occidentale, cela conduit vers le démantèlement de l'état social existant ; en Europe orientale, la liquidation des régimes communistes ayant mis fin à la plupart des acquis sociaux, la construction néolibérale, fidèle

à la logique du marché, maintient vers le bas la protection sociale et les conditions du travail. La construction néolibérale de l'UE établit donc des normes de protection sociale inférieures à celles qui existaient avant la fin de la guerre froide dans ces deux sous-espaces. La poursuite des profits dans un contexte de concurrence mondiale conduit la bourgeoisie européenne mondialisée à procéder à la réduction des normes et des conditions du travail.

C'est ici qu'intervient la jurisprudence pour bâtir cette union néolibérale sur des normes, des règlements et des lois communes ou compatibles. Comme complément aux normes et aux règlements de l'OMC, la jurisprudence européenne touchant les relations commerciales, les relations de travail, la propriété intellectuelle et les politiques de l'éducation – pour ne citer que quelques exemples – s'érige par la bureaucratie à Bruxelles sur la base de cette logique. Par la voie des instances européennes, possédant un statut supranational supérieur à celui des États-nations, cette jurisprudence est ensuite étendue aux États membres et incorporée à la législation nationale. Cette harmonisation de la jurisprudence permet au capital européen de conduire ses projets d'accumulation du capital dans l'espace européen, de répartir les richesses avec d'autres partenaires (exemple : Américains, Russes, Chinois) et d'entrer dans l'arène de la concurrence mondiale, selon les mêmes règles du jeu. En outre, par ce processus, le pouvoir du capital entreprend de juxtaposer légalement les forces du travail de ces deux sous-espaces, de les diviser entre elles en les soumettant à la concurrence, afin de mieux profiter de leur exploitation et de la plus-value créée par leur travail.

Les instances européennes constituent donc l'agent d'harmonisation de la jurisprudence néolibérale à travers l'UE. C'est ce même rôle d'agencement que ces instances joueront au Caucase du sud. L'adoption, par les États de cet espace, de la législation compatible avec celle de l'UE, fondée sur la logique du marché et essentiellement en faveur des forces du capital, empêchera la construction d'une société dans laquelle les conditions du travail et de la protection sociale seront établies sur une base acceptable par les classes populaires. D'autant plus qu'après la restauration du capitalisme dans cet espace, la plupart des acquis sociaux du régime soviétique ont été démantelés et l'économie massivement désindustrialisée. Comme conséquence, les forces populaires, largement réduites à l'appauvrissement sont en quête d'emploi sans porter l'attention nécessaire aux conditions qui y sont attachées. Le processus de l'harmonisation de la jurisprudence, en sus des

principes et des accords conclus avec l'OMC, régularisera davantage les relations capitalistes entre les deux espaces, rendra plus transparent et prévisible les sociétés du Caucase du sud face au capital européen/occidental. En seront bénéficiaires le capital occidental tout comme les partenaires du capital sud-caucasien. Quant aux forces populaires, celles-ci seront écrasées sous le double poids de l'exploitation locale et européenne/occidentale.

Quant au Conseil intergouvernemental, les responsabilités dévolues à celui-ci par le projet, notamment dans les domaines de l'économie, de la politique étrangère, de la sécurité et de la justice, feront de cette structure communautaire et supranationale, en étroite relation avec l'UE, un agent d'harmonisation des relations capitalistes au Caucase du sud, qui sera ensuite étendu à tous les domaines. Le capital du centre européen poursuivra, à l'instar des instances de l'UE, la réalisation de ses intérêts dans cet espace, cette fois-ci, à travers les structures communautaires et transnationales à venir. Nous analysons les détails de la structuration des relations avec le Conseil intergouvernemental dans la section 2.2.5.

Le projet propose l'accession rapide des trois États du Caucase du sud<sup>15</sup> à l'*Organisation mondiale du commerce (OMC)*, afin de régulariser les échanges commerciaux selon les règles, les accords et les mécanismes de cette organisation.

Cependant, l'OMC, de par sa *nature*, accomplit un rôle d'agent de mondialisation capitaliste. La bourgeoisie occidentale se sert de cette institution comme outil puissant pour répandre les politiques néolibérales dans le monde, soit par l'intervention auprès des États membres dominants de cette institution, soit par la participation aux séances de négociations, des groupes de lobby en faveur des multinationales du capital productif, tout comme du capital financier. Dans les délibérations au sein de l'OMC, le poids économique des membres les plus puissants – le Quadrilatère (États-Unis, Union européenne, Canada et Japon) – est un facteur déterminant, même si les mécanismes de prises de décision prévoient le consensus (ATTAC, 2001) ; en outre, dans ces processus, le marché du Caucase du sud représente un poids relativement faible.

---

<sup>15</sup> La Géorgie accède à l'OMC le 10 juin 2000 ; l'Arménie, le 5 février 2003 ; et l'Azerbaïdjan possède un statut d'observateur depuis le 30 juin 1997 ([www.wto.org](http://www.wto.org))

Ensuite, l'OMC est gouvernée par quelques grands principes et accords (ATTAC, 2001) qui accroissent son droit de regard sur les politiques des États membres avec des effets dévastateurs sur le sort des classes populaires de cet espace que nous décrirons plus bas, de manière non exhaustive. Le champ des compétences de l'OMC qui touche le vaste domaine des activités humaines – les échanges commerciaux (secteurs d'agriculture et d'industrie), les services et les droits de propriété intellectuelle – est sans cesse en expansion grâce au mécanisme des accords. Ceux-ci se présentent, avant tout, comme un *ensemble* que les États membres doivent accepter dans leur intégralité. En premier lieu, ces accords ont la primauté sur le droit national des États membres. La conséquence pour les forces populaires : les gouvernements des pays du Caucase du sud, afin d'attirer des contrats industriels, maintiendront les lois régissant les conditions du travail et les normes environnementales à un niveau inférieur à celui de la concurrence internationale et adopteront une législation défavorable au pouvoir de négociation collective de la force des travailleurs. Ceci mettra le capital local en alliance avec les corporations transnationales contre la force des travailleurs locaux, sur la base des intérêts communs. D'un autre côté, le principe de traitement national (TN) et une législation fiscale de conditions égales aux investisseurs étrangers aboutiront à une concurrence féroce entre le capital local et le capital étranger, à la recherche de profits, menaçant l'emploi et les conditions des travailleurs locaux à long terme. Ensuite, « *l'organe de règlement des différends* » procure à l'OMC le droit de juger les différends entre les États membres. L'OMC possède à la fois le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire (Jennar et Kalafatides, 2007). Ceci constitue un moyen par lequel cette institution exerce une tutelle sur la souveraineté des États membres. Par la voie de cet organe, le capital des pays dominants pourra imposer des sanctions à l'égard des pays du Caucase du sud, visant l'affaiblissement des classes populaires et leur subordination, afin de lancer des opérations profitables dans cet espace.

En agissant comme *un forum* de négociations permanentes, l'OMC reçoit, par l'Acte final, le droit de tendre perpétuellement vers « une libéralisation progressive et accrue », s'étendant à tous les domaines possibles. Ceci ouvre la voie à la marchandisation et à la privatisation

subséquente de secteurs entiers de la société, considérés jusqu'alors comme non marchands<sup>16</sup>. Ce processus ouvre devant le pouvoir du capital local et mondial des espaces d'accumulation du capital, dans un contexte de concurrence et de conflits, les contraignant à chercher des relations de structuration sur une base mutuelle. La privatisation des secteurs entiers non marchands aura des conséquences non moins désastreuses sur le sort des forces populaires : la création d'une armée de réserve de main d'œuvre à bon marché suite à la disparition et la fusion de plusieurs firmes locales ; la perte de la syndicalisation collective des travailleurs des secteurs privatisés ; la détérioration des conditions du travail (horaires, salaires, avantages sociaux) ; la plus-value extraite de la force du travail servira à l'expansion et à l'intensification du capitalisme dans cet espace et ailleurs ; la privatisation des services publics tels que la santé, l'éducation, les services sociaux, les retraites et pensions, la culture, l'environnement renchérra l'accès à ces services, les rendra moins abordables pour la majorité des populations et affectera sérieusement leur qualité de vie ; la concentration des firmes (production et services) et terres entre les mains d'une minorité ; les accords permettant le recrutement international des travailleurs ou la réalisation du travail « mobile » (« *outsourcing* ») ailleurs, une manière de casser les salaires locaux et même de paver le chemin vers la fuite des cerveaux vers des centres du capitalisme occidental.

La *transparence* est un autre principe que l'OMC exige de ses membres. Pour les États du Caucase du sud, il s'agira d'informer le secrétariat et les autres membres de toute législation, norme ou règle qui pourrait avoir un impact sur le commerce. Ceci aura pour conséquence de soumettre les politiques internes de ces pays, le droit du travail et les normes environnementales aux exigences des firmes étrangères cherchant des sources profitables dans ces pays. En outre, l'application de ce principe renforcera davantage la concordance des intérêts entre la bourgeoisie locale et celle des multinationales contre les forces du travail et celles de la protection de l'environnement.

---

<sup>16</sup> L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), couvrant plusieurs secteurs toujours en expansion dans le sens d'une « libéralisation progressive », est l'un des accord-clés visant l'ouverture de nouveaux espaces de profits pour le capital occidental. Selon ces Accords, les services de la santé, de l'éducation (primaire, secondaire, supérieur et la formation professionnelle), bibliothèques, les archives et les musées, les postes et les télécommunications, la protection de l'environnement sont parmi les domaines destinés à la marchandisation négociée.



*Les principes de la nation la plus favorisée (NPF) et le traitement national (TN)*, à la base de plusieurs accords, visent les « produits similaires » et, de ce fait, refusent aux gouvernements de distinguer entre produits fabriqués sous des conditions écologiques et sociales différentes, en autant qu'ils suivent des processus et des méthodes similaires de production. Pour les forces populaires du Caucase du sud, ceci ouvrira la voie de la course vers le fonds des salaires, le maintien d'une force de travail docile et la négligence de la protection de l'environnement.

Et finalement, les Accords interdisent aux États membres d'octroyer des subventions aux producteurs locaux, afin d'éviter de leur conférer des avantages sur le marché. Pour les États du Caucase du sud, *la suppression des subventions* entraînera l'augmentation du coût de la production locale des marchandises et la disparition des petits producteurs (industriels) et des petits agriculteurs qui ne pourront plus survivre économiquement face à l'importation de produits à des prix compétitifs. Ceci conduira à la concentration du capital local dans les mains de la grande bourgeoisie, possédant les capacités nécessaires pour les exploiter. Donc, la suppression des subventions aura pour effet la formation d'un pouvoir du capital local, prêt à entrer en concurrence et en relation avec le pouvoir du capital mondial. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, l'importation de produits occidentaux subventionnés aura l'effet de *dumping* sur l'économie des pays du Caucase du sud et contribuera à la ruine des petits agriculteurs et, par voie de conséquence, à la perte de l'autosuffisance alimentaire.

A travers ces principes généraux incorporés aux Accords de l'OMC, le capital occidental établira des relations de structuration avec le capital du Caucase du sud dans les domaines des échanges commerciaux, des services et de la propriété intellectuelle. Cependant, l'interaction dans ces relations aura lieu sur un fond de contradictions émanant de la concurrence entre les différents intérêts. Les Américains et les Européens derrière le projet, en dépit de leur concurrence, mais à cause de leur interpénétration, réconcilieront leurs intérêts et tenteront, par des alliances, d'intégrer les intérêts du capital de cet espace à leur zone de contrôle. Par contre, les intérêts russes, chinois, indiens, turcs et iraniens, en compétition entre eux et avec les Occidentaux, tenteront à leur tour d'avoir leur part dans les échanges commerciaux. Les États, quant à eux, auront pour rôle la promotion de ces relations.

De plus, les relations qui se noueront, grâce au projet, entre le capital occidental et celui du Caucase du sud feront de ce dernier une zone dépendante par rapport aux centres d'intérêts occidentaux. Cette dépendance variera d'un État à l'autre et en fonction du secteur d'activités incorporé dans les échanges. Le faible poids de cet espace dans le marché mondial, le problème des secteurs d'économie à reconstruire après les indépendances mettent le capital local dans une position vulnérable vis-à-vis du capital occidental. Par exemple, les marchandises ou les services importés à pied d'égalité avec ceux localement produits, créeront dans cette aire géographique un marché pour les marchandises et les services occidentaux, empêcheront le développement de la production et de la main d'œuvre locale et en feront une économie dépendante des importations. La mise en application des règles de la propriété intellectuelle dans cet espace, particulièrement celles des multinationales pharmaceutiques et des technologies de l'information, assurera aux intérêts du capital occidental contrôlant ces secteurs, non seulement des flux de profits continus, mais privera également les peuples de cet espace de l'opportunité de produire ces produits et services à des prix socialement abordables et entravera ainsi leur progrès scientifique. En outre, la plus-value du travail intellectuel local, incorporée aux contrats de propriété intellectuelle, constituera une source de profits pour les intérêts du capital impliqués. Ces produits, par la voie de leur mise en circulation internationale, contribueront ensuite à l'expansion et à l'intensification des processus capitalistes sur le plan mondial (Rikowski, 2006). La dépendance qui en résultera aura un double effet. Le capital local, pour rester compétitif, maintiendra le niveau des salaires des travailleurs le plus bas possible, accompagné de mauvaises conditions de travail. Le capital mondial, par ses capacités d'envergure, pourra toujours mettre hors du marché le capital local ou l'acquérir et ainsi causer la perte des emplois locaux. Les travailleurs sans emploi iront grandir les rangs de la réserve locale (ou régionale) de la force du travail, prêts à se déplacer dans le monde comme travailleurs migrants au service des corporations transnationales ou à chercher la migration définitive hors de leur pays d'origine.

De fait, comme agents de mondialisation du capital, l'UE et l'OMC ainsi que les régimes<sup>17</sup> qui leur sont liés, poursuivent des buts bien définis tels que ceux de réorganiser le Caucase du sud selon la vision néolibérale, afin d'exploiter ses ressources naturelles, minières et humaines pour le compte du capital occidental ; d'ouvrir de nouveaux espaces de profits devant ce capital; de renforcer, par la voie de l'interdépendance, la réciprocité entre les États ; et à travers ces derniers, de réaliser la structuration des relations capitalistes entre les parties engagées; finalement, de rendre plus difficile le désengagement des États afin de préserver les intérêts du capital occidental et le lien de dépendance encastré en faveur de ce dernier dans ces relations.

## 2.2.5 Les institutions régionales proposées

Dans cette section, nous examinons les contradictions et les lacunes inhérentes aux institutions régionales proposées et identifions le rôle qui leur est attribué dans le projet. L'examen tente d'en faire ressortir les intérêts inédits sous-jacents.

Le plan du CEPS propose la création d'une Communauté régionale du Caucase du sud (« *South Caucasus Community* », SCC), qui poursuivra, par étapes, une intégration approfondie. Cette Communauté, telle que proposée, comprend deux groupes d'institutions, soutenues par des sous-unités mises en place selon des priorités :

- une structure intergouvernementale, dotée de Conseils de ministres, chapeautée par un Sommet ; et une cour de justice, liée à la cour de l'Union européenne ;
- une Assemblée du Caucase du sud, bicamérale, composée d'une Assemblée parlementaire, formée par élection directe, tenant compte de la représentativité des minorités nationales<sup>18</sup> et

---

<sup>17</sup> Le concept de régime international s'appuie sur la théorie des régimes, dont la définition est proposée par Stephen Krasner (1983 :2): « *Un ensemble de principes, de normes, de règles et de processus décisionnels implicites ou explicites autour desquels les attentes d'acteurs convergent dans un domaine spécifique des relations internationales* » (McLeod et O'Meara (dir), 2007, p.111).

<sup>18</sup> Pour l'Assemblée parlementaire, le plan propose d'élire 170 parlementaires, sur la base d'un élu par 100,000 habitants, en réservant un maximum de 10 sièges pour les minorités constituantes.

d'une Assemblée civique, représentant les ONG des groupes d'intérêts et les élites professionnelles.

Fonder la construction des institutions régionales sur la *perspective transnationale* des intérêts et des priorités du Caucase du sud est un objectif clé du plan. Dans ce contexte de rivalités régionales et internationales et de conflits complexes, nous soulevons une série d'interrogations. Qu'entendons-nous par l'aspect transnational? Aux intérêts de qui sera-t-il? Aux dépens de qui?

Une *construction transnationale des instances intergouvernementales* implique, d'une part, des relations régionales dépassant les frontières nationales et, d'autre part, des processus décisionnels allant au-delà des aspirations et des priorités des peuples de chacun des pays de cet espace. Cette construction, en plus de refléter les intérêts de la bourgeoisie des États du Caucase du sud, agira comme agent des intérêts du capital occidental et ceux des partenaires régionaux importants, conséquence des relations de structuration établies dans cet espace à travers l'OMC, l'UE et ses programmes. Cela se traduira par l'intervention des partenaires régionaux et externes importants dans le règlement des problèmes de cet espace selon la voie de leur préférence. Si nous examinons quelques cas, nous observons qu'en tant que partenaires externes, les *intérêts d'hydrocarbures occidentaux* cherchent la stabilité à tout prix, pour protéger leurs investissements futurs. Or, dans le cas du Caucase du sud, cela pourrait amener les multinationales des hydrocarbures à prendre position dans les conflits régionaux, en faveur de l'une des parties et en opposition à l'autre. A titre d'exemple, cela s'est déjà produit dans le cas du conflit du Haut-Karabakh où les multinationales américaines et européennes menèrent effectivement, par différents moyens, des actions de lobbying en faveur de l'Azerbaïdjan, à cause de l'existence du contrat d'exploitation des champs pétrolifères de ce pays dans la Caspienne. Ensuite, *la Turquie*, comme partenaire régional, poursuit des objectifs économiques (participation dans la production des hydrocarbures de la Caspienne, corridor de transport pour les pipelines) et géopolitiques. Elle est donc intéressée par le maintien du découpage territorial de la période soviétique et la construction transnationale du Caucase du sud, car cela lui permettrait de maîtriser le conflit arméno-turc en sa faveur et, comme alliée de l'Azerbaïdjan, d'assurer son intervention dans le règlement des problèmes politiques de ce dernier avec l'Arménie. En effet, la Turquie, sous le concept

« une nation, deux États », fournit de l'aide militaire à l'Azerbaïdjan, dans le conflit du Haut-Karabakh ; en plus, elle se pose garante du territoire de Nakhitchevan, sous la tutelle de l'Azerbaïdjan, en invoquant l'accord Lénine-Kemal de 1921<sup>19</sup>. Et finalement, *l'Union européenne*, comme partenaire intéressé, cherche la stabilité des frontières pour des raisons économiques (pipelines, commerce et transport) autant que politiques, parce que la remise en question du découpage des frontières administratives soviétiques dans cet espace, résultant en une révision de celles-ci, pourrait avoir des répercussions sur la situation en Europe. Cette inquiétude des instances européennes paraît être derrière la proposition de Max Van der Stoël, le Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE, faite à l'équipe du CEPS, afin de mettre au point un Pacte de stabilité pour le Caucase du sud.

Cette analyse nous amène à exprimer trois observations. En premier lieu, en mettant l'accent sur les priorités communes régionales et le règlement du problème des « minorités nationales » selon le modèle préconisé par l'OSCE, le projet vise à prévenir les conflits futurs. L'interdépendance ainsi créée par le compromis autour des intérêts communs de la bourgeoisie régionale et la mise en place de la représentativité complexe des minorités nationales permettraient d'éviter des conflits armés futurs dans l'exploration de solutions aux problèmes politiques<sup>20</sup>. Ensuite, par la structuration des intérêts entre le capital régional et occidental, le projet cherche à atteler les décisions intergouvernementales aux priorités des intérêts externes. Finalement, la construction transnationale met une limitation à la souveraineté des États et ainsi à celle des peuples. Comme construction supra-étatique, le Conseil et ses agences, à l'instar de l'UE, deviendront en toute probabilité des institutions bureaucratiques sans la participation des peuples. En effet, le Conseil qui, selon le projet, sera la liaison avec les instances européennes, ne sera pas issu directement de la volonté politique des peuples de chacun des pays, mais sera formé par des ministres des gouvernements participants, ne répondant directement à aucune autorité publique. Dès le départ, cette lacune démocratique aura pour impact de limiter le pouvoir d'expression de ces peuples sur les accords conclus entre le Conseil et les instances de l'UE, les exposant à des politiques et à

---

<sup>19</sup> Cité dans le projet de CEPS dans la section se référant à Nakhitchevan.

<sup>20</sup> Le projet considère la mise en place de ces structures d'interdépendance après la résolution des conflits actuels et à titre préventif.

des décisions, allant à l'encontre de leurs aspirations et de leurs intérêts. Cependant, une telle construction pourrait échouer sous le poids des problèmes, des contradictions et des résistances des peuples lésés de cet espace.

*Le conseil intergouvernemental*, auquel participeront les instances gouvernementales des États de cet espace, sera investi de *responsabilités en matière d'économie, de politique étrangère, de sécurité et de justice*. Il en découle qu'il assumera un rôle fonctionnel, celui d'une *autorité de régulation* au service des intérêts occidentaux dominants. En effet, les quatre domaines de responsabilités dévolus au conseil intergouvernemental affichent une interrelation bien ciblée. Le vecteur économique de la politique étrangère commune reflétera la liaison du capital de chacun des États de cet espace avec celui du capital occidental ; par conséquent, il tiendra obligatoirement compte des intérêts externes en général, et des intérêts pétroliers internationaux, en particulier; le complexe de sécurité maintiendra la stabilité nécessaire au transport sans entraves, à travers les pipelines, des hydrocarbures de la Caspienne vers les marchés internationaux; la justice mettra au point la juridiction requise en conformité avec les instances européennes, ceci contribuant à l'harmonisation des échanges commerciaux et au règlement rapide des litiges juridiques entre le Caucase du sud et l'UE; et finalement, l'économie tant régionale que transrégionale avec l'Occident pourra se développer en conséquence. Ceci prépare le Caucase du sud à devenir un *carrefour de routes énergétiques et commerciales* entre l'Asie centrale et l'Occident (Europe/États-Unis).

Une autre responsabilité des instances intergouvernementales consiste à remettre « l'intérêt national » des États engagés dans la coopération sur la voie des *intérêts considérés communs*. A cet égard, nous formulons les observations suivantes. D'abord, comme nous l'avons déjà mentionné, dans une société basée sur l'exploitation et donc divisée en classes antagoniques, l'État ne peut poursuivre un « intérêt national ». Le fondement des relations de coopération autour de ce concept acquiert un sens idéologique. En effet, « l'intérêt national » est instrumentalisé par l'État afin de justifier ce rôle pour des objectifs d'accumulation du capital par la bourgeoisie. Donc, la coopération entre les États du Caucase du sud autour « d'intérêts communs » se comprend comme un compromis autour des intérêts de classe de leur bourgeoisie, réduisant en même temps la concurrence entre les fractions engagées.

Ensuite, dans les conditions actuelles, les rivalités politiques et économiques minent la coopération entre les États de cet espace, leurs objectifs étant contradictoires.

Ainsi, nous observons dans certains projets de nature politique et économique une coopération entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie aux dépens des intérêts de l'Arménie. En l'occurrence, la participation de la Géorgie dans le projet de construction de la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Akhalkalaki-Kars, promue par la Turquie, s'effectue au détriment du rétablissement de la ligne Bakou-Tbilissi-Gyumri-Kars, promue par l'Arménie.

Parallèlement à cette politique et suite à la fermeture de la base militaire russe, l'administration du président Saakachvili applique des mesures culturelles et administratives restrictives<sup>21</sup> à l'égard de la majorité arménienne de Djavakhh/Djavakheti, la région de la Géorgie limitrophe de l'Arménie. Ces politiques peuvent mener à l'exode graduel des Arméniens de cette région et simultanément, à l'expansion démographique turque, renforcée par le rapatriement, vers (et autour de) Djavakheti, des Turcs-Meskhètes, exilés autrefois par Staline vers l'Asie centrale. Ce projet de rapatriement est soutenu conjointement par la Turquie et l'Azerbaïdjan et exigé par le Conseil de l'Europe<sup>22</sup>.

Toujours sur la voie de la coopération autour des intérêts communs, le tandem Turquie-Azerbaïdjan, un aspect permanent de la configuration régionale, pose un problème à l'Arménie, et ceci est un élément constant de géopolitique au Caucase du sud, qui pourrait

---

<sup>21</sup> Ces mesures restrictives de la Géorgie peuvent se résumer ainsi : a) par le biais de mesures législatives et administratives, les autorités géorgiennes imposent l'utilisation exclusive de la langue géorgienne ; b) la population arménienne est sous-représentée dans les collectivités locales, départementales et régionales ainsi que dans les services de l'administration publique des régions où elle est majoritaire ; c) les gardes frontières géorgiens interdisent l'entrée de livres et de la presse arménienne sur le territoire géorgien ; d) la législation géorgienne interdit la création d'organisations ou de partis politiques sur une base régionale ; e) les autorités géorgiennes ne donnent pas suite à la demande des Arméniens de Djavakhh d'accorder à la langue arménienne un statut de langue régionale ; f) violation des droits de l'homme des prisonniers politiques arméniens et fabrication de fausses accusations à leur égard ; g) l'Église apostolique arménienne n'a aucun statut juridique et les autorités géorgiennes refusent de restituer les églises arméniennes confisquées de l'époque soviétique (voir : lettre ouverte du « Conseil de Coordination de Défense des Droits des Arméniens du Javakhh » à l'ambassadeur américain en Arménie, Mme Marie L. Yovanovitch, 2010 ; lettre ouverte de l'Union Yerkir à Peter Semneby, représentant spécial de l'UE pour le Caucase du sud, 6 décembre 2009).

<sup>22</sup> Des communautés de Turcs-Meskhètes déplacées de l'Asie centrale se trouvent actuellement en Azerbaïdjan et au Caucase du nord et attendent leur rapatriement vers la Géorgie.

souvent empêcher les prises de décision par consensus au sein du Conseil intergouvernemental tripartite. Accroître son rôle politique dans le monde turcophone, c'est là une vieille ambition de la Turquie, remontant à la période ottomane qui, également sur la base de l'expérience historique, ne s'est principalement réalisée qu'aux dépens de l'Arménie<sup>23</sup>. La Turquie, comme l'expérience historique l'atteste, risque d'instrumentaliser ses relations avec l'Azerbaïdjan afin de poursuivre, à travers le conseil intergouvernemental, ses projets hégémoniques au Caucase du sud dans les domaines géopolitiques, économiques et culturels. Par son expansion économique sans entraves vers le Caucase du sud et particulièrement vers l'Arménie, la Turquie tenterait de faire d'elle une zone économiquement dépendante. Des déclarations laissant entendre que le Caucase du sud s'apparente à l'espace culturel turc, sont indicatives des visées de domination de certains milieux politiques en Turquie<sup>24</sup>.

En matière de sécurité, le conflit arméno-turc représente un autre obstacle. Sans la reconnaissance par l'État turc, comme successeur de l'Empire ottoman, du génocide perpétré contre les Arméniens, et sans démarches entreprises afin d'éliminer les conséquences de cet acte, les relations arméno-turques resteraient superficielles, avec un bas niveau de confiance, sinon tendues, ce qui aurait des répercussions sur les relations internes au Caucase du sud<sup>25</sup>.

---

<sup>23</sup> La disparition de l'Arménie turque ou occidentale entre la période 1915-1923 est la conséquence de cette politique de l'Empire ottoman. La mise sous la tutelle de l'Azerbaïdjan soviétique le territoire de Nakhitchévan, habité par des Arméniens et des Azéris, selon le Traité de Moscou de 1921, en constitue un autre aspect. La modification des frontières en 1932, entre l'Iran et la Turquie, permettant à cette dernière de posséder des frontières communes avec le Nakhitchévan, fait partie du même objectif. De nos jours, le développement des lignes de communication terrestres et ferroviaires avec ce territoire, et son approvisionnement en hydrocarbures par des pipelines, à partir de la Turquie, s'inscrivent dans le cadre des mêmes ambitions panturquistes de ce pays.

<sup>24</sup> Il s'agit des déclarations faites en 1999, par le président turc, Soleiman Demirel.

<sup>25</sup> Depuis l'indépendance jusqu'à présent, la politique étrangère de l'Arménie vis-à-vis de la Turquie se positionne autour de rétablissement des relations « sans conditions préalables » entre les deux pays. A deux reprises, la communauté internationale tenta de débloquer les relations arméno-turques. Une première fois, en 2001, par le soutien indirect du Département d'État américain, à la formation d'une « Commission de réconciliation Turco-Arménienne » comme une initiative civique « Track-Two diplomacy ». La deuxième, en octobre 2009, en efforts collectifs de la Russie, des États-Unis et de l'Union européenne, par le soutien direct aux signatures de protocoles entre la Turquie et l'Arménie, dont la ratification par les parlements des deux pays est suspendue depuis lors.



De même, les problèmes politiques entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ne se limitent pas au Haut Karabakh, mais englobent aussi le Nakhitchévan et le Karabakh du nord<sup>26</sup>. La coopération intergouvernementale, à travers une structure supra-étatique et autour de champs d'intérêts communs, telle que promue par le projet, n'éliminerait donc pas les situations conflictuelles au Caucase du sud et aurait, par conséquent, une portée limitée, si jamais elle pouvait être instituée.

En somme, le caractère transnational de la construction régionale, les responsabilités dévolues par le projet au Conseil intergouvernemental et la structuration des relations du capital régional avec celui des centres occidentaux mettent le Conseil dans une position de dépendance vis-à-vis des intérêts occidentaux, tandis que des facteurs géopolitiques et sécuritaires propres à cette aire géographique constituent un obstacle à la coopération régionale, limitant ainsi l'efficacité de cette institution régionale.

*L'Assemblée parlementaire* sera constituée sur une base représentative des populations des États et des entités minoritaires. Suivant l'exemple de l'Assemblée parlementaire européenne, elle sera probablement instituée à partir d'un spectre varié de courants politiques. Cependant, à cause du caractère consultatif, cette Assemblée n'aurait pas de pouvoir législatif réel sur le Conseil intergouvernemental.

*L'Assemblée civique*, à l'instar du Comité économique et social de l'UE, possèdera uniquement un pouvoir consultatif. Dans la composition de cette Assemblée, le plan met l'accent sur la participation des représentants de certaines catégories de la société. Par analogie avec le Comité économique et social de l'UE, nous pouvons identifier la participation de trois groupes :

Groupe I – Le Patronat : comprenant les représentants des associations des gens d'affaires.

Groupe II – La force ouvrière (les syndicats) : non mentionnée spécifiquement, mais diluée dans la catégorie des ONG.

---

<sup>26</sup> Nous nous référons ici aux déclarations faites par le Conseil national des Arméniens du Nakhitchévan (1999) et le Regroupement des Arméniens de Chahoumian et de Getachen (districts du Karabagh du Nord), exprimant le droit de retour sur leurs territoires ancestraux.

Groupe III – Groupes d'intérêts divers: les professionnels, les dirigeants des établissements d'enseignement, les chefs religieux, les chefs des régions et des peuples, les autres ONG de la société civile (comprenant probablement, mais sans mentionner spécifiquement, les groupes environnementaux, les associations des fermiers ou paysans, des consommateurs, etc).

Néanmoins, cette représentation civile apparemment équilibrée ne pourra éviter le risque de division en deux groupes majeurs distincts, même si le caractère consultatif de l'Assemblée a un effet atténuant sur la situation. Il y aura, d'un côté, une alliance des groupes qui soutiendra l'ancrage de la construction régionale sur la vision néolibérale et agira à sa défense et à sa reproduction ; et de l'autre, une autre alliance des groupes qui contestera l'ordre social établi et luttera pour sa transformation, à long terme.

Nous incluons dans *la première catégorie* d'alliance les acteurs sociaux suivants : les gens d'affaires, comme principaux agents de l'intégration régionale ; les professionnels, comme la force des experts et le soutien technique au projet d'intégration ; ceux des dirigeants des établissements d'enseignement, favorables au capitalisme ; les chefs religieux, comme agents de légitimation morale du système capitaliste ; les chefs des peuples et des régions (minorités nationales), comme instruments potentiels de contrôle sur les populations ; des ONG créées suivant l'initiative des centres capitalistes occidentaux<sup>27</sup>, comme agents promoteurs du système au sein de la société civile. Dans *la deuxième catégorie* d'alliance, nous intégrons les acteurs sociaux suivants : les syndicats, comme représentants de la force ouvrière, la composante la plus importante des forces sociales de transformation; les groupes écologistes, comme mouvement de contestation contre la destruction de la nature et le pillage des ressources naturelles et minières ; les coopératives, comme mouvements de travail collectif ; et finalement, les associations des paysans, comme mouvement pour la lutte contre la dépossession des terres agricoles.

Dans le cadre de cette division, le rapport de force au sein de l'Assemblée civique serait sans doute favorable à l'alliance soutenant la construction néolibérale de la région. Cependant, le *capital domestique*, dont les activités économiques sont concentrées à

---

<sup>27</sup> *Open Society Institute*, fondé et financé par George Soros, est un exemple d'ONG internationale avec des branches dans chacun des États du Caucase du sud.

l'intérieur des États, entrerait en contradiction avec le capital optant pour le régionalisme transnational. La présence dans l'Assemblée civique des représentants du capital domestique ferait de ceux-ci, jusqu'à une certaine limite, un allié objectif des forces populaires dans la lutte contre la construction régionale.

En somme, le projet permet aux forces sociopolitiques occidentales de cimenter, à travers les institutions intergouvernementales, les relations avec les forces sociopolitiques régionales pour un meilleur positionnement dans la concurrence avec d'autres régions du monde (Russie, Chine), en plus de reconfigurer l'aire géographique du Caucase du sud selon la vision néolibérale. Quant aux *Assemblées* parlementaire et civique, elles paraissent refléter un rôle d'agencement plutôt limité au maintien et à la reproduction, au niveau supranational, des assises néolibérales de chacune des sociétés.

#### 2.2.6 Le rôle des États du Caucase du sud dans la construction régionale

Le projet de CEPS prévoit un rôle primordial aux États du Caucase du sud dans le lancement des institutions régionales, particulièrement les instances intergouvernementales. Or, selon l'approche marxiste, l'État, quelque soit sa forme, n'est pas une institution neutre. Tout en reflétant le rapport de force entre les classes, l'État reste au fond l'instrument de domination de la classe sociale dominante. Ses priorités sont donc déterminées par celle-ci. Dans cette section nous examinons d'abord le processus de formation de la bourgeoisie, comme base sociale des régimes politiques au Caucase du sud; ensuite nous explorons la présence de conditions objectives permettant à la bourgeoisie d'embrasser le projet de la construction régionale promue par le CEPS.

Les transformations survenues au Caucase du sud après les déclarations d'indépendance amènent au pouvoir des forces politiques qui optent pour la restauration du capitalisme. Celle-ci est effectuée dans un contexte de conflits interethniques, de déplacements de populations et de désindustrialisation massive. La privatisation de l'économie est réalisée afin de créer une nouvelle bourgeoisie nationale ainsi que son complément – une masse sans autre moyen de subsistance que sa force de travail dont elle est « contrainte de vendre volontairement » aux membres de cette bourgeoisie. Le transfert sans consentement réel du

peuple de la propriété collective sous contrôle de l'État vers les nouvelles classes sociales capitalistes en formation et, dans certains cas vers des multinationales qui font des acquisitions dans cet espace, nous le décrivons comme « une accumulation par dépossession »<sup>28</sup>. Dans un article publié en 2008 dans le quotidien de tendance libérale *Azg* (Nation) d'Érévan, l'analyste politique A. Hovsepyan<sup>29</sup> écrit :

*In Armenia, similar to what happened in post-communist countries, an involuntary act was imposed from outside by forces pursuing certain objectives. This was the combined result of mistaken calculation of political-economic issues by the new political forces and the guilty imposition by their external consultants, inducing artificial crisis and 'manageable chaos'...What happened was, bit by bit, a forceful appropriation of state collective property, which then received a formal legal aspect. The two-thirds of the country's capacity became the property of 6-10% of the population, which thus became owner of assets that never possessed and could have never possessed them. Therefore, future rich people, through this guilty game, became possessors, with watered down prices, of assets that had been created over decades through the self-sacrifice and self-deprivation by the force of brain and arms of the society. The "state" obtained also its share, through the actions by the state bureaucracy that "serviced" this fraudulent process. [...]The result was pitiless pillage of people's property, deeply rooted monstrous polarization, large masses deprived of property and a handful of rich people, worship of wealth and the powerful and, growth of corruption.*

La configuration de relations de classe accorde à la grande bourgeoisie, dite les oligarques, le privilège de se servir du pouvoir politique pour avancer leurs intérêts et, dans certains cas, pour occuper directement des postes de direction politiques.

---

<sup>28</sup> C'est l'expression de David Harvey (2007) pour décrire le but et la conséquence de la privatisation conduite dans des cas comme celui de l'ex-URSS.

<sup>29</sup> Responsable de la Chaire d'analyse de la politique internationale de l'Académie nationale des sciences de la RA. Selon Hovsepyan, le nombre d'objectifs privatisés s'élève à 3693 petites entreprises (entre 1992-1996), 1513 entreprises moyennes et grandes (1996-1999), plus de 900 entreprises après l'an 2000.

Certes, le cheminement de ces transformations est soumis, d'un État à l'autre, aux conditions spécifiques de chacun d'eux<sup>30</sup>. Dans la période contemporaine, les oligarques dominent les principaux secteurs économiques de leur pays respectif: les secteurs d'hydrocarbures (Azerbaïdjan), le secteur agro-alimentaire et les services (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan), le secteur minier (Arménie et Azerbaïdjan) et le secteur de la construction et des transports (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan).

La collaboration étroite entre la direction politique, l'appareil exécutif de l'État (la bureaucratie) et l'oligarchie offre à chacune des parties des opportunités: à l'oligarchie, de nouveaux espaces d'accumulation du capital; aux membres de la direction politique et de l'administration, des gains personnels par la corruption et par l'administration de la propriété encore publique.

Quant au rôle attendu de la bourgeoisie nouvellement formée dans la construction régionale proposée, nous nous trouvons devant la pénurie de littérature sur l'évolution sociopolitique des sociétés de cet espace. Ceci nous contraint à limiter notre analyse à l'identification des tendances, en nous basant sur l'observation de la réalité politique et sociale dans les domaines suivants: les institutions politiques, la relation entre la politique étrangère et la politique intérieure, le champ d'action de la bourgeoisie, la relation entre les forces politiques au pouvoir et la bourgeoisie.

Dans le cadre de leurs compétences actuelles, *les institutions politiques* dans chacun des États traversent une phase difficile. En Arménie et en Azerbaïdjan, les présidents connaissent des problèmes de légitimité. Dans ces deux pays, il semble qu'un fossé se soit creusé entre les gouvernements et les populations. Les forces politiques de l'opposition sont soit en état d'affrontement polarisé avec les autorités (Géorgie, Arménie)<sup>31</sup>, soit en position de faiblesse (Azerbaïdjan). Dans chacun des États, la bureaucratie est profondément corrompue et en

---

<sup>30</sup> Dans le secteur agricole, l'Arménie accélère la privatisation, alors que la Géorgie et l'Azerbaïdjan procèdent plus lentement. Dans le secteur industriel, l'Arménie est en tête de la privatisation, alors que les autres États la suivent avec un certain retard.

<sup>31</sup> Selon les dernières informations en provenance de l'Arménie, les autorités et l'opposition extra-parlementaire mènent des « pourparlers » (juillet 2011).

alliance illicite avec la bourgeoisie. Des pratiques néo-féodales font leur apparition : des secteurs lucratifs de l'économie sont accordés à des oligarques ou à d'anciens membres de la bureaucratie en échange de loyauté; droit de perception des frais officieux par les membres de l'administration ; contrôle sur des régions par des personnes proches du pouvoir. Souvent, des personnalités politiques, membres de gouvernement ou de partis politiques, sont à la tête de groupes économiques constitués sous forme de clans. Les assemblées parlementaires sont aussi contrôlées par des forces politiques liées à différentes fractions de la bourgeoisie. En pratique, la séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire n'est pas clairement délimitée. Bref, les États de cet espace sont fragiles et loin d'être stabilisés (Djiloyan, 2008 ; Stefes, 2008; ICG. Report 207, 2010).

Un examen du *comportement de politiques* parmi les États du Caucase du sud nous révèle les liens entretenus avec la politique intérieure et laisse entrevoir les limites ainsi que les opportunités qui se présentent devant les États :

- a) Le refus de l'Azerbaïdjan d'établir une coopération régionale avec l'Arménie et la décision excluant cette dernière des projets de construction de pipelines expriment la convergence des intérêts économiques et géopolitiques. Le fait que le président Aliiev et ses proches exercent un contrôle sur la société d'État SOCAR (*State Oil Company of Azerbaijan Republic*)<sup>32</sup> qui, à son tour, détient des parts dans les pipelines BTC et BTE, semble être décisif dans cette option politique. Ceci indique que la position de l'Azerbaïdjan, comme producteur d'hydrocarbures, permet aux élites sociopolitiques azerbaïdjanaises d'imposer la voie de leur coopération préférée. Pour l'Azerbaïdjan, le projet de régionalisation devient alors une contrainte et non un avantage, car autrement ce pays serait dans l'obligation de coopérer avec l'Arménie.
- b) Récemment, les efforts de l'Arménie exprimant la volonté d'établir des relations économiques avec l'Azerbaïdjan, sans pour autant régler le conflit autour du Haut

---

<sup>32</sup> La Société d'État de l'Azerbaïdjan, établie en 1992, possède 25% des parts de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et 10% des parts dans le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzéroum (BTE).

Karabakh avec ce dernier, contiennent un aspect économique tout comme un volet géopolitique/sécuritaire. D'une part, des oligarques, ayant des intérêts dans les hydrocarbures, semblent intéressés à renouer les relations économiques avec l'Azerbaïdjan; d'autre part, pour éviter la reprise de la guerre, les négociations sont maintenues. Ceci indique que les intérêts de la bourgeoisie dans ce secteur sont en contradiction avec les intérêts sécuritaires/géopolitiques de l'État arménien. Celui-ci se trouve d'ailleurs sous la pression des éléments populaires de la société, mais également ceux de la Diaspora, exigeant le maintien d'une position ferme dans les négociations autour du règlement de ce conflit avec l'Azerbaïdjan. L'impasse qui en découle fait subir à l'Arménie des conséquences du blocus économique par le tandem Turquie-Azerbaïdjan et contraint le capital arménien à chercher des sources alternatives de profit. Pour l'Arménie, dans les circonstances actuelles, le projet de régionalisation n'offre pas de solution permettant de résoudre ses problèmes.

- c) Le choix de la Géorgie de préférer la coopération avec l'Azerbaïdjan et la Turquie dans la construction des pipelines semble être motivé par des intérêts économiques, mais également par des considérations de sécurité. L'objectif d'obtenir la fermeture des bases militaires russes, la collaboration en matière de sécurité avec la Turquie, en arrière plan de joindre l'OTAN, en plus de profiter des retombées économiques des pipelines sont autant d'éléments qui peuvent être à l'origine du comportement de la Géorgie dans la coopération entreprise. Dans ce cas, nous sommes en présence d'une convergence entre les intérêts de la bourgeoisie du secteur d'hydrocarbures et les intérêts sécuritaire et géopolitique de l'État géorgien. Ceci montre que pour les élites sociopolitiques géorgiennes, le projet de régionalisation ne sera perçu que comme moyen vers l'accès à un espace économique et sécuritaire plus vaste, à savoir l'UE et l'OTAN.

Le *cadre national* constitue l'espace principal des activités économiques de la bourgeoisie, en général. Cependant, des intérêts contradictoires sont en voie d'émergence entre la bourgeoisie domestique, dont la principale source de profit reste le marché domestique, et celle qui projette (ou qui est en voie) de le dépasser, donc qui pourrait se

montrer favorable au projet. La bourgeoisie domestique dans chacun des pays pourrait ainsi constituer une opposition au projet de régionalisation du Caucase du sud et lancer sa lutte organisée contre l'adoption de ce projet comme politique d'État. Par exemple, la fraction de la bourgeoisie de l'Arménie qui possède des intérêts dans le secteur des hydrocarbures pourrait être favorable à l'intégration économique; la fraction de la bourgeoisie de l'Azerbaïdjan avec des intérêts dans le secteur minier révélerait une ligne de conduite semblable. On pourrait dire autant de la bourgeoisie de la Géorgie qui a des intérêts dans le secteur de l'hôtellerie. Pourtant, la bourgeoisie domestique, à titre d'exemple, dans le domaine de l'épicerie, percevrait dans le projet une menace à ses sources de profits, face à la pénétration possible des chaînes d'épicerie d'envergure régionale dans sa localité. En Arménie, la confrontation entre ces fractions de classe est actuellement en cours. La grande bourgeoisie, aidée par l'administration, conduit aujourd'hui une lutte intense et féroce contre la bourgeoisie domestique. Des mesures administratives, fiscales et même coercitives sont appliquées à l'égard de la petite entreprise de famille qui ne mène qu'une lutte de subsistance économique, la forçant à la faillite, à la pauvreté ou à l'émigration. Dans ce pays, la concentration accrue des divers secteurs d'économie entre les mains d'une oligarchie puissante constitue une nouvelle source de profit, en l'absence de coopération régionale avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Paradoxalement, elle conduit à paver le terrain devant la compétition à venir entre le capital arménien et turc, quand les relations diplomatiques et commerciales seront officiellement établies entre les deux pays. Selon la déclaration de la Conférence socialiste de l'Arménie (2009), une partie de l'oligarchie, proches du pouvoir, favorise le développement des relations commerciales de l'Arménie avec ce pays. Par ailleurs, l'établissement des relations de coopération entre l'Arménie et la Turquie s'inscrit dans l'axe de structuration visé par le projet du CEPS.

Une autre tendance se manifeste. Devant l'incapacité de régler les problèmes géopolitiques et sécuritaires, les membres de la bourgeoisie commencent à chercher de nouvelles sources de profits en dehors de cette aire géographique. Par exemple, SOCAR, la société d'État azerbaïdjanaise, contrôlée par les oligarques proches du pouvoir, investit l'excédent des profits des hydrocarbures en Bulgarie et en Roumanie (Eurasia.net, 6-02-2008). En Arménie, la bourgeoisie du secteur immobilier déplace ses capitaux vers l'Occident, la Russie et les Émirats Arabes Unis (HETQ, 2007); et les capitaux de certains



secteurs de l'industrie légère se déplacent vers la Géorgie. Ce processus paraît prendre de l'ampleur particulièrement en Arménie, qui se trouve isolée des développements économiques de cet espace. Par ailleurs, une confrontation se prépare dans ce pays entre les paysans propriétaires de petits lopins de terre et les grands propriétaires terriens. En dépossédant les petits fermiers/paysans par l'endettement ou le regroupement forcé<sup>33</sup>, ces derniers sont en voie de consolider leur pouvoir de classe. Ceci se comprend dans le cadre de plusieurs processus à la fois. La concentration de grands propriétaires prépare l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire arménienne qui lui est associée, à se lancer dans le marché de l'exportation (régionale et internationale), une tendance largement encouragée par les institutions internationales (OMC, BM). En plus de constituer une nouvelle source d'accumulation du capital pour la bourgeoisie en contrôle de ces secteurs, cette orientation procurera au gouvernement arménien des devises étrangères pour régler les dettes<sup>34</sup> de l'État envers les institutions financières internationales (BM, par exemple). Cependant, ce processus créé, à partir des agriculteurs et des fermiers autonomes appauvris et dépossédés, un marché des salariés, soit dans les mêmes secteurs, soit pour combler les besoins de la main d'œuvre dans l'industrie minière en expansion. Il faut noter que ces processus s'inscrivent dans la logique de la mondialisation néolibérale, que le projet de CEPS vise à mettre au point dans cette aire géographique.

Et finalement, *la relation entre les régimes politiques et la bourgeoisie* indique une instabilité due aux contradictions et aux tensions internes dans les sociétés (Sargsyan, 2001)<sup>35</sup>. D'abord, les inégalités sociales profondes, tout comme les intérêts contradictoires

---

<sup>33</sup> Le projet du gouvernement arménien, visant « l'élargissement de l'économie agricole », prévoit la dissolution des petites économies agricoles ou leur réorganisation ainsi que la centralisation des producteurs agro-alimentaires.

<sup>34</sup> La dette extérieure de l'Arménie, selon les chiffres de novembre 2010, s'élève à 3.23\$ billion US, soit le 40% du PIB. (Yerevan, RFE/RL, 14/1/2011) ("Armenian Authorities continue to Downplay the Growing Debt Burden").

<sup>35</sup> En Arménie, les tensions sociales sont temporairement et partiellement contrôlées grâce aux transferts des travailleurs et des migrants à l'étranger. Les forces sociopolitiques de l'Arménie n'hésitent pas à utiliser le conflit du Haut Karabakh et les problèmes avec la Turquie afin de détourner l'attention des populations loin des problèmes socioéconomiques.

entre le capital d'orientation domestique et le capital en voie d'internationalisation sont une source potentielle de tensions. Ensuite, le déplacement du capital vers l'étranger crée ses propres contradictions. En Azerbaïdjan, le capital investi à l'étranger, tout comme à l'intérieur du pays, ne bénéficie qu'à une minorité<sup>36</sup>. En Arménie, le départ du capital mène à la délocalisation de secteurs d'économie vers l'étranger qui, associée à la perte des emplois, peut constituer une autre source de tensions sociales. En Géorgie, le conflit avec la Russie réduit la capacité de l'État à donner suite aux intérêts du capital cherchant le rapprochement avec le capital russe. Pour éviter l'instabilité, les régimes politiques, agissant chacun sous les conditions propres à leurs sociétés, ne peuvent ignorer les facteurs internes, tout comme les facteurs géopolitiques et sécuritaires dans les relations entre les États. Notre analyse indique que l'attitude des États envers le projet reflète les intérêts et la position de la bourgeoisie.

On peut conclure que dans la période contemporaine, les États du Caucase du sud sont peu susceptibles d'embarquer sur la voie de la construction régionale telle que proposée par le projet.

#### 2.2.7 Les objectifs de coopération selon le projet et les intérêts qui les sous-tendent

Le projet d'intégration pour le Caucase du sud propose sa propre formulation des priorités économiques, politiques et sécuritaires autour desquelles la coopération régionale serait établie. Dans la section 2.2.5, nous avons examiné certaines responsabilités régionales dévolues au Conseil intergouvernemental par le projet. Dans cette section, nous analysons plus en détail la trajectoire des priorités proposées, tout en exposant les intérêts sous-jacents et en révélant les éléments qui s'ajoutent à la non viabilité du projet.

*Sur le plan économique*, le projet vise à préparer cette aire géographique à la régionalisation et à la transnationalisation: la création d'une zone de libre échange,

---

<sup>36</sup> En Azerbaïdjan, les tensions sociales sont temporairement contrôlées par la répartition d'une partie des revenus d'hydrocarbures sous forme de l'aide sociale (ICG Report). Afin de détourner l'attention des populations, les forces sociopolitiques de l'Azerbaïdjan adoptent la rhétorique de la reprise des combats autour du Haut Karabakh.

l'élimination des barrières, l'adoption des règles de l'OMC et l'institution du marché commun permettront à la bourgeoisie de différents secteurs d'établir des alliances autour de leurs intérêts et de lancer les fondements de cette coopération. Ensuite, le plan prévoit l'élargissement de la coopération interrégionale à la Turquie ; ceci reviendra à étendre le cercle de cette alliance à la bourgeoisie de ce pays, avec laquelle les centres du capital occidental possèdent déjà des liens. Quant à la coopération interrégionale avec l'espace de la CEI, essentiellement la Russie, le plan propose de le réorganiser selon les règles de l'OMC. Les capitaux occidentaux et sud caucasiens tisseront donc les relations de coopération à plusieurs niveaux, dont : a) coopération avec le capital de chaque État, faisant de celui-ci l'agent occidental au niveau local et régional ; b) coopération avec le capital régional, directement par l'UE, et indirectement, par les agents nationaux régionalisés du capital dominant ; c) indirectement, par l'intermédiaire du capital turc, devenu agent occidental ; d) indirectement, par les fractions du capital de la CEI, qui est visé pour devenir agent occidental. Les secteurs des hydrocarbures, des transports routiers, des communications, des échanges commerciaux et des services (finances, énergie, hôtellerie, par exemple) sont sur la liste des secteurs économiques privilégiés par le plan ; ceci indique les principaux groupes du capital occidental particulièrement intéressés à la coopération avec le Caucase du sud. Toutefois, ces relations de coopération auront lieu dans un contexte de concurrence, les alliances étant un moyen de réduire ces contradictions, mais sans pouvoir les éliminer entièrement.

*Sur le plan politique*, le projet recherche, par la voie économique, le raffermissement des relations politiques des États dominants de l'UE avec le Conseil intergouvernemental en vue d'intégrer les États du Caucase du sud à leur politique étrangère dans différents dossiers régionaux et internationaux. Encore faut-il remarquer que l'UE ne possède pas de politique commune sur certains dossiers et, à certains égards, elle est en divergence avec celle des Américains. Dans les négociations internationales à l'OSCE, aux Nations unies, les États de cet espace pourront agir en bloc pour soutenir des positions politiques et économiques soutenues par les Européens. Certes, les contradictions apparaîtront. Les problèmes géopolitiques et sécuritaires pèsent beaucoup dans les relations. Par exemple, les relations de l'Arménie avec la Russie, l'Iran, le Moyen-Orient et la Chine exigent d'elle de ne pas

participer à des prises de position européennes et américaines qui seraient nuisibles à ses relations avec ces pays. Le conflit arméno-turc et celui entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan empêchent les Occidentaux de poursuivre une politique commune au Caucase du sud. Les relations de l'Azerbaïdjan avec l'Iran, le monde musulman, la Russie et la Chine ne permettent pas à ce pays de soutenir des positions européennes et américaines allant au détriment de ces relations avec ces derniers. La Géorgie, nonobstant son conflit actuel avec la Russie, ne pourra soutenir pour longtemps des positions occidentales contre ce pays, ni non plus contre l'Iran, le Moyen-Orient et la Chine, en vue de ses intérêts à long terme avec ceux-ci. Donc, en politique internationale, le plan ne pourra assurer une position commune et sans réserve du Caucase du sud à la politique étrangère européenne, que si celle-ci suit la ligne dure des Américains à l'égard des partenaires de ces pays.

*Sur le plan de la sécurité*, le plan privilégie la défense des pipelines, le contrôle sur les frontières, l'immigration et une politique commune de défense. La défense des pipelines est l'une des responsabilités dévolues au Conseil intergouvernemental. L'importance accordée par le projet à la résolution prompte du Haut Karabakh se comprend dans ce contexte. Le trafic des narcotiques et des êtres humains sont deux champs de sécurité pour lesquelles les instances européennes chercheront à avoir la coopération du Conseil, afin de contrôler leur passage vers l'Europe par le corridor du Caucase du sud. On peut dire autant de la politique de l'immigration. Contrôler le passage des réfugiés d'autres pays vers l'Europe, qui pourraient se servir de cet espace ou celui des réfugiés originaires de ces pays mêmes, font partie des préoccupations européennes que le Conseil doit considérer. Et finalement, la politique commune de défense promue par le projet pose le problème de leur appartenance à une alliance militaire quelconque. En l'absence de déclaration formelle de l'OTAN à l'endroit d'un plan d'expansion vers le Caucase du sud, les positions formelles des États de cet espace donnent une certaine indication. La Géorgie aspire à devenir membre de l'OTAN; l'Azerbaïdjan est ambivalent sur le sujet; l'appartenance à l'OTAN n'est pas à l'ordre du jour de l'Arménie<sup>37</sup>. Cependant, tous ces trois pays collaborent avec l'OTAN, dans le cadre du programme de partenariat pour la paix. L'Arménie est membre de l'Organisation du traité

---

<sup>37</sup> En Arménie, ces dernières années, des centres de réflexion, essentiellement financés par des sources occidentales, préconisant l'intégration de ce pays à l'OTAN, firent leur apparition.

de sécurité collective (OTSC) de la CEI, dominée par la Russie. La Russie et l'Iran s'opposent à la présence de l'OTAN au Caucase du sud. De plus, l'Arménie est en relation difficile avec la Turquie, membre de l'OTAN. Dans ces circonstances, la vision du plan de proposer la création d'une zone de sécurité commune semble irréalisable. En outre, les conditions objectives présentes sur le terrain empêcheront que la coopération économique établie entre les Occidentaux et les pays de cet espace puisse modifier sensiblement la donne.

Cet examen indique que le projet tend à privilégier la coopération régionale autour des objectifs priorisés par les élites sociopolitiques occidentales. L'accent est plutôt mis sur les priorités économiques, espérant ainsi régler les problèmes géopolitiques et sécuritaires existants dans cet espace. Ceci s'inspire de l'approche néolibérale qui prétend résoudre les problèmes politiques et sécuritaires entre les États par la voie de l'interdépendance économique. Toutefois, la complexité des problèmes, les contradictions locales, régionales et internationales ne permettront au projet d'obtenir que des succès limités : en politique étrangère, les États du Caucase du sud afficheront entre leurs partenaires occidentaux et régionaux une position plutôt équilibrée; en matière de sécurité, ils collaboreront sur la politique de la protection des pipelines, de l'immigration et de contrôle sur les frontières, mais en termes de politique de défense commune, le projet n'atteindra pas l'objectif visé.

Quant à la coopération souhaitée entre les États du Caucase du sud autour des « intérêts communs », déterminés par le compromis entre les intérêts de la bourgeoisie, celle-ci n'éliminera toutefois pas les situations conflictuelles. Elle ne peut que réduire l'intensité de ces conflits. La participation des élites sociopolitiques dans la coopération sera fondée toutefois sur le pouvoir économique de chacune d'eux, qui n'est pas égal, résultant, sur le plan régional, à une hiérarchisation du pouvoir d'intervention de celles-ci. Tous ces éléments renforcent le caractère non viable de ce projet.

### 2.3 Conclusion

L'examen critique dans un cadre marxiste des fondements du projet de CEPS nous amène aux conclusions suivantes :

Le phénomène du régionalisme, dont le projet de CEPS est une expression, reflète l'évolution des relations sociales capitalistes à l'échelle mondiale. La bourgeoisie occidentale, dans la poursuite des profits, cherche à bénéficier de la position intermédiaire du Caucase du sud et projette de faire de celui-ci un corridor de routes énergétiques et commerciales. Cependant, la concurrence autour de la répartition des richesses l'oblige à établir des liens avec toutes les parties intéressées. De même, l'existence des problèmes géopolitiques dans cet espace exige que les élites occidentales surveillent le règlement des conflits éclatés.

L'examen du rôle du CEPS et de son équipe dans la préparation et la promotion du projet indique que la position de ce *think tank* n'est pas neutre, mais qu'elle exprime plutôt un certain degré d'engagement envers les intérêts économiques et géopolitiques occidentaux, de préférence à ceux de l'Union européenne, tout en tentant de les équilibrer avec ceux des Américains, et de chercher un accommodement avec ceux des Russes.

A cette fin, la reconfiguration du Caucase du sud sous forme de région institutionnalisée est alors considérée comme la propre construction à mettre en place. L'OMC et l'UE sont les institutions choisies qui permettront d'organiser l'espace selon les règles, la jurisprudence, les accords et les valeurs néolibérales. Ces institutions, comme agents du capital occidental, viseront à la fois à renforcer les relations avec la bourgeoisie du Caucase du sud et à répartir les richesses avec celles des concurrents et à préparer le terrain pour l'acquisition des secteurs profitables. Dans le tissage de ces relations, les États, tout comme les groupes de pression et les organisations de la société civile, proches du capitalisme, joueront un rôle de structuration, allant même jusqu'au niveau des institutions régionales. Par la voie de cette transformation, les élites sociopolitiques occidentales espèrent intégrer cette aire géographique à leurs centres d'intérêts dans les domaines économique, politique et sécuritaire.

De plus, ces institutions (UE, OMC), directement par l'intermédiaire des États, ou indirectement par la voie des instances régionales qui seront mises en place, mèneront un rôle actif dans l'harmonisation de cet espace, dont les effets seront particulièrement dévastateurs pour la vie et les droits des classes populaires du Caucase du sud. Dans un contexte de concurrence mondiale et régionale, la logique du marché étendue à tous les domaines mènera

vers la baisse des salaires, au maintien d'une force de travail docile et à la négligence de la protection de l'environnement ; la ruine des petits producteurs et des petits agriculteurs; la fuite des cerveaux et de la main d'œuvre qualifiée; la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité, devenant ainsi l'alliée du capital mondial.

Le projet de CEPS incarne les présuppositions de la théorie de l'institutionnalisme néolibéral que nous résumons ici : en l'absence d'un gouvernement mondial, les institutions internationales et les régimes internationaux contribuent à régulariser les relations internationales et à surveiller le comportement des États participants; les États avant tout, mais aussi les acteurs sociaux non-gouvernementaux, sont les acteurs de la coopération internationale; les espaces géographiques sont organisés en fonction des impératifs globaux; la coopération entre États s'organise sur la base des intérêts communs; tous les participants seront gagnants, sans égard aux gains que chaque participant peut en réaliser.

Au niveau pratique, l'examen critique du projet fait ressortir *des lacunes et des contradictions qui rendent problématique l'atteinte des buts affichés*.

La perspective transnationale incorporée au plan tend à diriger l'action *des institutions régionales* vers l'exécution des priorités mises de l'avant par les centres d'intérêts occidentaux, plutôt que de contribuer à la solution des problèmes du Caucase du sud. La construction supra-étatique de ces institutions mènera vers la limitation de la souveraineté de ces États et, conséquemment, à celle des peuples habitant cette aire géographique. Les problèmes géopolitiques et sécuritaires complexes de cet espace - entre l'Arménie et la Turquie, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et, les objectifs géopolitiques de la Turquie – constituent des éléments qui limiteront sérieusement la coopération dans un cadre institutionnel régional des États du Caucase du sud.

En outre, l'attitude ambiguë et évasive des États du Caucase du sud reflète la position de la bourgeoisie dans la construction régionale. Celle-ci s'explique par la réalité politique et sociale existante dans cet espace, dont la fragilité des institutions politiques, les priorités géopolitiques et sécuritaires, les tensions sociales, sont les éléments révélateurs.

Quant aux intérêts économiques, politiques et sécuritaires attendus par les élites sociopolitiques occidentales par la voie de la coopération économique régionale, le projet ne donnera pas les résultats escomptés à tous égards. La poursuite des intérêts économiques se fera dans un contexte de concurrence régionale et internationale même si, à bien des égards, cet espace pourra se trouver dans une relation de dépendance vis-à-vis des Occidentaux. Les relations politiques des États du Caucase du sud avec la Russie, l'Iran, le Moyen-Orient et la Chine, chacun pour ses propres raisons, imposeront à ceux-ci l'adoption d'une politique équilibrée vis-à-vis des intérêts politiques occidentaux. Les problèmes politiques et sécuritaires contradictoires entre les États de cet espace rendront irréalisable l'idée d'une zone de sécurité commune, tant promue par le projet. Finalement, dans l'éventualité d'une coopération économique entre les bourgeoisies de chacun des États du Caucase du sud, les relations seront fondées sur la hiérarchisation du pouvoir d'intervention de chacune d'elles, elle-même résultat des rapports de pouvoir entre les élites.

Ces constatations et ces observations exposent les intérêts sous-jacents à différentes étapes de la construction régionale tout autant qu'elles confirment le rôle des États dans la structuration des relations capitalistes et permettent de questionner la neutralité du projet. Aussi, elles indiquent que, sous la double exploitation locale et européenne/occidentale, les intérêts des classes populaires seront brimés par ce projet. L'autonomie relative des États est perçue par leur motivation des intérêts géostratégiques et sécuritaires, qui toutefois sont poursuivis par le maintien de l'ordre capitaliste établi. Les lacunes et les contradictions identifiées, si elles ne rendent pas improbable la réalisation du projet, dressent néanmoins les limites de ce dernier.



### CHAPITRE III

#### ANALYSE DU RÔLE DES INTERVENANTS EXTERNES AU PROJET

Le projet de CEPS prévoit la participation des puissances majeures dans la construction régionale. Ce chapitre présente un aspect de cette participation, celui du rôle des États-Unis et de l'UE, ainsi que celui des sociétés américaines et européennes, comme intervenants externes, dans la naissance même du projet et des intérêts qui le sous-tendent. Aussi, le projet vise-t-il à bâtir la régionalisation à l'intérieur d'un espace interdépendant et transnationalisé. L'examen de l'impact de la construction des pipelines à travers le Caucase du sud sur la création d'un espace interdépendant et transnationalisé cherche à rendre compte des derniers développements dans cet espace. Tandis que l'analyse des programmes régionaux de l'UE (TRACECA et INOGATE), investis d'une mission d'après le projet, vise à faire ressortir les intérêts sous-jacents, tout comme à identifier des éléments indiquant les contradictions et les limites de leur intervention dans le projet.

La littérature pertinente à propos du Caucase du sud lui reconnaît une *position* géopolitique entre l'Europe et l'Asie, la Russie et le Moyen-Orient dans la politique internationale des grandes puissances (Djalili, 2000; Thual, 2004; Brzezinski, 1997) et un *rôle* de carrefour de routes économiques, culturelles, commerciales et politiques (Thual, 2004), de même qu'un statut de zone tampon entre la Russie et l'Occident (Ybert, 2002) et un creuset pour les peuples habitant ces espaces (Herzig, 1999). Notre examen antérieur des éléments constitutifs du projet de CEPS montre comment celui-ci, par la voie de la construction régionale, tente de reconfigurer le Caucase du sud vers une position régionale, pouvant accomplir sa vocation de carrefour dans les relations régionales et internationales. Dans le cadre de cette reconfiguration de cette aire géographique, nous explorons dans les sections 3.1 et 3.2 les interventions des États-Unis et de l'Union européenne, comme puissances majeures ainsi que celles des multinationales américaines et européennes, comme acteurs transnationaux, dans la naissance même du projet.

### 3.1. Les États-Unis et les sociétés pétrolières américaines

A cause de l'interconnexion des actions entreprises par ces parties, nous examinons ensemble le rôle des instances gouvernementales et celui des multinationales pétrolières américaines. Au cours des années 1990, l'idée de « la coopération régionale au Caucase du sud » apparaît dans la politique de l'assistance internationale des États-Unis, accordée aux États de cet espace tant dans les programmes gouvernementaux que non gouvernementaux. Cette assistance, octroyée sous diverses formes (traités, conventions, programmes, projets, ateliers et conférences) et dans divers domaines (politique, sécurité, économie, environnement, société, culture, technique et droit), est de plus en plus accompagnée de conditions de « coopération régionale » (Vasilyan, 2005). Significativement, les projets de coopération sont lancés après que les multinationales pétrolières américaines ont signé des contrats de production de pétrole avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan en 1993-1994 (Hill, 2001).

L'acte de la signature marque aussi le début d'un rôle plus actif de la part de l'administration américaine dans l'espace sud-caucasien postsoviétique. L'administration Clinton déclare en 1997 que le Caucase du sud est 'vital' pour les États-Unis. En même temps, elle lance une campagne pour la construction des pipelines de BTC et BTE à travers le Caucase du sud afin de garantir le transport des hydrocarbures de la Caspienne vers la Méditerranée. Le Caucase du sud est alors présenté comme partie du Corridor de transport eurasien (*'Eurasian Transport Corridor'*): *"The commercial interests of US oil companies in exploiting new energy reserves gave the American policymakers a specific interest to protect in the South Caucasus and Central Asia"* (Hill, 2001).

La Chambre de commerce États-Unis-Azerbaïdjan, formée au printemps 1996, reçoit alors l'assistance de plusieurs personnalités politiques américaines comme conseillers externes, tel que: Zbigniew Brzezinski (ex-assistant du président James Carter dans les questions de sécurité), John Sununu (ex-directeur de cabinet), Richard Cheney (ex-ministre de la défense), Brent Scowcroft (ex-assistant pour les questions de sécurité nationale), James Baker (ex-secrétaire d'Etat du président Bush, Sr.) et Lloyd Bensten (ex-ministre des finances du président Clinton) (Cheterian, 1997). Parmi les sociétés pétrolières américaines

qui prêtent leur assistance à la formation de cette chambre de commerce, on peut citer: Amoco, BP America, Chevron, Exxon, Mobil, Occidental, Panalpina et Unocal.

Dans un témoignage indépendant, Ruben Shugarian, ancien ambassadeur de la République d'Arménie à Washington, relate les circonstances particulières conduisant à l'émergence de l'idée d'une coopération régionale pour le Caucase du sud et sa formulation sous forme de Pacte de stabilité. Selon lui, cette idée prend naissance à Washington dans le cadre des intérêts pétroliers américains de la Caspienne. Dr. Zbigniew Brzezinski<sup>1</sup>, comme ancienne personnalité politique et expert, est parmi les premiers à porter son attention à la région, en particulier à l'Azerbaïdjan. Après avoir fait l'objet d'analyses par des *think tanks* américains, l'idée traverse l'Atlantique pour aboutir dans des cercles de recherche européens. Selon Ruben Shugarian (2000, p.151-158; ACNIS, 2000):

*In early 90s the South Caucasus was on the bottom of the US foreign policy agenda, yet from 1995 onwards the Caspian basin policy has been forcing its way up to a priority list of the US vital economic and political interests. AMOCO sponsored Dr. Brzezinski's trip to Baku immediately after the two presidents had the phone conversation (November 1995), the rest of the US oil companies were no less active and involved in shaping a new American approach to what Moscow jealously viewed as near abroad.*

*There was still something missing to justify the rapid policy change and to make it more decent, attractive and digestible for all parties involved. And here, as in a flash, came the idea of regional cooperation... To reach the economic objective and to support its quite legitimate business interests in Azerbaijan, Washington had to secure a role of honest broker for itself in Karabagh conflict resolution talks, elevating the range of its potential and diplomatic involvement to co-chairing the OSCE Minsk Conference. The economic dimension had to be diversified and complemented as well, to say nothing of the regional security aspect... The idea of regional cooperation in the Caucasus taking various modifications was gradually exported to Europe and eventually modulated into various theories and formulas of regional stability or regional security pacts... Local reactions by Armenia, Georgia and Azerbaijan were later to become an all-encompassing debate on the regional stability in the South Caucasus, oscillating from Dr. Brzezinski in the US to Dr. Emerson<sup>2</sup> in Europe.*

---

<sup>1</sup> Z. Brzezinski est expert associé au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS, Washington, D.C.) et professeur émérite à l'Université John Hopkins de Baltimore. Il fut conseiller du président Jimmy Carter de 1977 à 1981. Il est actuellement Conseiller honoraire auprès de la Chambre de commerce États-Unis-Azerbaïdjan.

<sup>2</sup> Dr. Michael Emerson, co-président, *Center for European Policy Studies* (CEPS) et co-directeur de l'équipe du projet de Pacte de stabilité pour le Caucase.

Dans le cadre de la « politique des pipelines » de l'administration Clinton, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain, propose au printemps 1999 la formation d'un Forum de coopération du Caucase, regroupant les trois États du Caucase du sud en une seule initiative, afin de s'engager dans la coopération en matières économiques, environnementales, éducatives, énergétiques et scientifiques, avec la participation des États-Unis, de l'Union européenne et des institutions financières internationales (Emerson, 2000).

Pour comprendre le rôle des États-Unis dans la promotion de la coopération régionale au Caucase du sud, nous replaçons l'action des instances gouvernementales américaines dans le cadre des relations sociales capitalistes, tout comme dans la poursuite des priorités géopolitiques. Les multinationales américaines du secteur des hydrocarbures sont en concurrence avec les sociétés pétrolières de l'Europe, de la Russie et de l'Asie (Chine, Japon) autour de la répartition des ressources d'hydrocarbures de la Caspienne et de l'Asie centrale. Cela se traduit par leur acquisition des parts de participation et de production dans le Consortium international ainsi créé – *Azerbaijan International Oil Company* (AIOC) – <sup>3</sup>, de même que par l'établissement de contrats d'exploration et de production avec des entreprises des États de l'Asie centrale (Kazakhstan et Turkménistan), également riches en hydrocarbures. Les multinationales américaines tentent alors de canaliser les actions de la politique étrangère des États-Unis quand il est question du choix des routes de pipelines à construire afin d'acheminer ces ressources vers les marchés internationaux.

L'État américain, déjà intégré au système de production globale et financière, dont celle des ressources d'hydrocarbures mondiales, agit comme le promoteur des intérêts des multinationales pétrolières et généralement de la bourgeoisie américaine.

Outre des intérêts économiques, l'État américain est aussi guidé par des priorités géopolitiques: a) isoler l'Iran, b) par la voie des réformes néolibérales en Russie, neutraliser toute opposition en provenance de cette dernière à ses projets dans son « étranger proche »

---

<sup>3</sup> AIOC Oil Consortium ou Azerbaijan International Oil Company a été initialement fondée en 1995 par 11 sociétés pétrolières internationales : BP (GB), Amoco (EU), Lukoil (Russie), Pennzoil (EU), UNOCAL (EU), Statoil (Norvège), McDermott (Scotland), RAMCO (Ecosse), TPAO (Turquie), Delta Nimir (Amerada, EU), SOCAR (Az).

au Caucase du sud et, c) maintenir de bonnes relations avec la Turquie. L'administration Clinton se donne alors pour objectif de soutenir la souveraineté et l'indépendance des trois États du Caucase du sud, d'encourager la pénétration des sociétés américaines dans cet espace et de réduire la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis des producteurs du golfe arabo-persique (Forsythe, 1996, p.17-18). Dans la période initiale, à cause des coûts élevés de pipelines (BTC) par rapport aux routes en considération, un désaccord se développe entre l'administration américaine et celle des corporations multinationales américaines, la première favorisant BTC pour éviter la Russie et en exclure l'Iran. Ce désaccord est éliminé quand un consortium de multinationales soutient la construction de BTC, dans la perspective d'une exportation du pétrole kazakh. C'est à ce moment là que la divergence géopolitique et la concurrence économique se manifestent entre les États-Unis et la Russie autour de l'acheminement des produits extraits vers les marchés internationaux: les Américains favorisant une ligne de transport hors du contrôle russe, celle de BTC; les Russes, souhaitant l'utilisation des pipelines existants sur leur territoire, à Novorossiisk.

Donnant suite à ces intérêts économiques et géopolitiques, le gouvernement américain envisage la construction régionale du Caucase du sud afin de structurer ses relations avec les États de cet espace ainsi qu'avec les éléments de la bourgeoisie locale, cherchant à participer dans la répartition des richesses d'hydrocarbures.

### 3.2. L'Union européenne et les sociétés pétrolières européennes

La politique européenne à l'égard du Caucase du sud se caractérise au début par un manque de cohérence. Seul le Royaume-Uni affiche une position bien précise à cause des intérêts de BP en Azerbaïdjan. Mais la participation des sociétés européennes au « contrat du siècle » signé entre l'Azerbaïdjan et un consortium des multinationales du pétrole change la donne sur le terrain. A partir de 1993, à l'instar des États-Unis, les projets subventionnés par l'UE exigent la coopération régionale au Caucase du sud. Les programmes de TACIS (*Technical Assistance to the Community of Independent States*) sont le principal instrument de coopération de l'UE. C'est dans le cadre de celui-ci que les programmes de réseautage interétatique de TRACECA (*Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia*) et d'INOGATE

(*Interstate Oil and Gaz Transport to Europe*) sont lancés, tendant à jeter les fondements d'une coopération élargie, comprenant des États de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale. Dans un développement ultérieur, en juin 1999, la déclaration du sommet UE-Caucase affirme la vocation européenne du Caucase du sud, indiquant l'intérêt de l'UE envers cet espace.

Tout comme les États-Unis, l'UE poursuit des intérêts à la fois économiques et géopolitiques dans sa promotion de la régionalisation du Caucase du sud. Sur le plan économique, les multinationales européennes dans le secteur des d'hydrocarbures, notamment celles du Royaume-Uni, de la France et du Norvège, obtiennent des parts de participation dans l'exploitation et la production des ressources de la Caspienne et de l'Asie centrale, en partenariat avec les sociétés américaines, russes et chinoises. En promouvant ces intérêts, les gouvernements de ces pays, directement ou par la voie de l'UE, soutiennent le projet de construction de pipelines multiples, dont celui traversant le Caucase du sud vers les marchés européens.

Quant aux objectifs géopolitiques, l'Europe étant largement dépendante des ressources d'hydrocarbures extérieures (ex. Moyen-Orient), la sécurité énergétique devient un vecteur important de la politique étrangère de plusieurs États membres de l'Union européenne.

### 3.3 L'impact de la construction des pipelines sur la création d'un espace interdépendant et transnationalisé au Caucase du sud

Le but de notre analyse dans cette section est de constater les changements introduits par la construction des pipelines dans la reconfiguration du Caucase du sud dans le cadre des concepts déclarés du projet - l'interdépendance, le transnationalisme, la coopération régionale et la stabilité -, et des objectifs poursuivis dans cet espace par les intérêts du capital occidental à travers la structuration des relations capitalistes. La « politique des pipelines » des années 90 menée par l'administration Clinton étant couronnée de succès, le Caucase du sud est définitivement choisi comme la route principale du transport d'hydrocarbures de la Caspienne et de l'Asie centrale. Le lancement de la construction de l'oléoduc de Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC, 2005) et celui du gazoduc de Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), en voie

d'achèvement, reflètent donc la mise en œuvre des investissements occidentaux, un objectif déjà ciblé par le projet de CEPS. Toutefois, cette infrastructure est mise en place sans qu'une construction régionale de cet espace ne soit réalisée.

Le progrès de la *structuration des relations capitalistes* se manifeste à plusieurs niveaux. D'abord, le Consortium international pour la production du pétrole de la Caspienne – l'*Azerbaijan International Oil company (AIOC)* structure les relations entre les multinationales américaines, européennes, russes et turques, en concurrence les unes avec les autres. Ceci montre la liaison de la bourgeoisie occidentale du secteur d'hydrocarbures avec des concurrents, dans le but de leur répartition. La présence de la société pétrolière de l'Azerbaïdjan, comme pays producteur du Caucase du sud, lie le capital azerbaïdjanais à ce réseau. De la même manière, la répartition de la propriété des pipelines, dans des consortiums séparés pour BTC et BTE, structure les relations entre les multinationales participantes et la société pétrolière azerbaïdjanaise. Des pays du Caucase du sud, la bourgeoisie du secteur d'hydrocarbures de l'Azerbaïdjan est la bénéficiaire majeure de cette structuration. Celle de la Géorgie en bénéficie comme pays de transit; quant à celle de l'Arménie, elle en est exclue.

L'examen de la cartographie des pipelines nous renseigne sur les *tendances de l'interdépendance* émergentes et sur les enjeux de *la concurrence et des conflits*. Ainsi, L'*oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC)*<sup>4</sup>, tout en évitant la Russie, traverse le Caucase du sud et la Turquie. Ce trajet est privilégié par les Américains et soutenu par les Européens, alors que les Russes déploient des efforts pour préserver la ligne Bakou-Novorossiisk (BN). Aussi, les Américains et les Européens transportent-ils le pétrole en provenance du Kazakhstan à travers la ligne BTC; par contre, les Russes acheminent la production de Tengiz (Kazakhstan) à travers l'oléoduc vers Novorossiisk (Radvanyi, 2009, p.46-47).

---

<sup>4</sup> L'oléoduc appartient à un consortium de sociétés du secteur de l'énergie et leur part de propriété se répartit ainsi : BP (GB), 30.1%, l'opérateur de l'oléoduc, SOCAR (AZ), 25%, Chevron (EU), 8.9%, Statoil (Norvège), 8.71%, TPAO (Turquie), 6.53%, ENI (Italie), 5%, TotalFinaElf (France), 5%, Itochu (Ja), 3.4%, Inpex (Ja), 2.5%, ConocoPhillips (EU), 2.5%, Hess Corporation (EU), 2.36%. *Source : RIA-Novosti, 26/5/2005, Minassian, 2007 :115* (Capacité de transit : un million de barils de pétrole par jour).

Le transport du gaz naturel vers les marchés internationaux, aussitôt le pipeline mis en opération, se réalisera dans un même contexte de concurrence et de répartition. *La ligne Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE)*<sup>5</sup>, en voie de construction, est privilégiée par les Américains et les Européens, alors que la ligne Bakou-Tbilissi-Touapse (la ligne de gaz Nord-Sud) est préférée par les Russes. Aussi, les Européens convoitent-ils le gaz naturel du Turkménistan (projet de Nabucco) (Radvanyi, 2009) qui sera acheminé vers l'Europe en passant par le Caucase du sud, la Turquie et les Balkans. En contrepartie, les Russes lancent en 2007 le projet de 'Blue Stream', qui acheminera le gaz fourni par Gazprom<sup>6</sup> à travers la mer Noire vers la Turquie, et concluent avec l'Azerbaïdjan, en 2009, un contrat à long terme pour l'achat de tout le gaz naturel, pour empêcher qu'il soit acheminé à travers la ligne de Nabucco.

Les Américains visent à détenir un contrôle global sur les sources énergétiques de la Caspienne et de l'Asie centrale qui, tout en mettant l'Europe sous sa dépendance dans ce domaine, affaiblira les liens entre l'Europe et la Russie dans le domaine de l'énergie. Par cette stratégie, ils tentent d'accomplir plusieurs buts à la fois. D'abord, ils cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement des hydrocarbures à long terme, en réduisant leur dépendance de la production provenant du golfe arabo-persique. Ensuite, dans le cadre de la concurrence entre les sociétés pétrolières américaines, européennes, russes, chinoises et japonaises pour la répartition des richesses d'hydrocarbures de la Caspienne, les Américains s'efforcent d'atteindre la part du lion pour le bénéfice de leur capital, engagé dans ce secteur.

Un aspect important de cette stratégie est de tenter de maintenir l'Europe politiquement dans le sillon de l'hégémonie américaine, vu la vulnérabilité économique de cette dernière

---

<sup>5</sup> Le gazoduc appartient à un consortium de sociétés du secteur d'énergie et leur part de propriété se répartit ainsi : BP (GB) 25.5%, Statoil (NG) 25.5%, SOCAR (AZ) 10%, TotalFinaElf (F) 10%, Lukoil (R) et Agip (IT) ensemble 10%, OIEC (Iran) 10%, TPAO (Turquie) 9%. Capacité de transit : 20 million de mètres cubes du gaz naturel.

<sup>6</sup> Gasprom est une société russe par actions ouvertes, dont l'actionnaire principal est le gouvernement russe (50%+1), en opération dans l'extraction, la distribution et le transport du gaz naturel russe. Depuis 2005, elle est active dans l'exploitation du pétrole. La société contrôle 93% du gaz naturel russe et 16% de la production mondiale et possède environ 150,000 kms de gazoduc.



dans le domaine énergétique; cela empêcherait le rapprochement entre les États majeurs de l'UE (la France et l'Allemagne) et la Russie et, à long terme, entre l'Union européenne et cette dernière. Or, comme fournisseur majeur des ressources d'hydrocarbures à l'Europe, la Russie pourrait tenter, par la voie de cette interdépendance, d'amener l'Europe vers la construction d'un monde multipolaire face à la dominance présente des États-Unis. Un rapprochement entre l'Europe et la Russie pourrait remettre en question l'existence même de l'OTAN.

Quant à la Chine, elle est aussi dans la concurrence pour ces richesses. Cela s'exprime, entre autres, par le projet de construction de pipelines amenant une partie des hydrocarbures de l'Asie centrale et de la Caspienne vers ce pays. Elle vise à combler ses besoins énergétiques grandissants en rapport avec sa croissance économique.

Les *interdépendances*, qui résultent de l'exploitation des ressources d'hydrocarbures de la Caspienne et leur transit dans les directions Ouest, Nord et Est, confirment la position intermédiaire du Caucase du sud entre l'Asie centrale et l'Europe, entre la Russie et la Méditerranée et accordent à cet espace un rôle de *carrefour de routes énergétiques*, tout en jetant le fondement d'une *interdépendance régionale et transrégionale*. Comme pays de transit des pipelines, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie se trouvent structurés de fait dans une interdépendance régionale, mais l'Arménie en est exclue et son importance dans ce domaine est ainsi diminuée<sup>7</sup>. La *direction Ouest* (Europe et États-Unis) de ce transit renforce l'interdépendance transrégionale entre l'Occident et les pays de transit du Caucase du sud. Celle-ci hiérarchise les relations réciproques en faveur des intérêts occidentaux, comme pourvoyeurs de fonds, aussi bien comme acheteurs et vendeurs sur les marchés internationaux. La *direction Nord* (Russie) de ce transit appuie l'interdépendance entre la Russie et l'Azerbaïdjan. Les intérêts russes dominants dans ce secteur d'activités acquièrent un pouvoir de négociation et d'équilibrage face aux intérêts occidentaux. L'importance de

---

<sup>7</sup> Les projets initiaux pour l'oléoduc BTC et le gazoduc BTE prévoyaient d'y inclure l'Arménie, mais le refus de l'Azerbaïdjan à cause du conflit du Haut Karabakh en détermina autrement.

l'Azerbaïdjan s'accroît sur l'échiquier régional<sup>8</sup>, la Géorgie et l'Arménie en sortent défavorisés<sup>9</sup>. *La direction Est* (Turkménistan, Kazakhstan et Chine) de ce transit favorise le développement d'une interdépendance entre l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan, d'une part, et entre l'Asie centrale et la Chine, de l'autre. Dans le premier cas, les deux pays de l'Asie centrale, agissant comme fournisseurs d'hydrocarbures, se trouvent dans une position favorable et peuvent diversifier leurs marchés dans ce domaine. Dans le second cas, les intérêts économiques de la Chine acquièrent un pouvoir de négociation vis-à-vis des intérêts occidentaux.

Quant à l'Arménie, elle se trouve dans un autre réseau d'interdépendance régionale dont les résultats sont mitigés. Il s'agit des pipelines Russie-Géorgie-Arménie qui fournit à l'Arménie l'essentiel de ses besoins en pétrole et en gaz naturel (l'Iran étant l'autre fournisseur). Les intérêts économiques russes se trouvent dans une position favorable ; la Géorgie, en conflit froid avec la Russie depuis 2008, abuse de sa position intermédiaire<sup>10</sup>. Quant au gazoduc provenant de l'Iran, achevé en décembre 2008, il n'est pas encore mis en opération. La section du gazoduc qui traverse le territoire arménien est passé sous contrôle russe, ceci permet aux intérêts russes dans ce domaine de fortifier leurs positions vis-à-vis des intérêts occidentaux et iraniens<sup>11</sup>.

Comme corollaire aux multiples interdépendances émergentes au Caucase du sud, la *coopération régionale* entre les intérêts du capital dans le secteur des hydrocarbures reflète une tendance qui pourrait avoir des répercussions sur les relations sociales capitalistes dans d'autres secteurs: l'axe Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan (TGA) et l'axe, Russie-Arménie-Iran

---

<sup>8</sup> SOCAR, la société d'Etat azerbaïdjanaise, détient des intérêts dans les oléoducs Bakou-Soupsa (Géorgie) et Bakou-Novorossisk.

<sup>9</sup> Dans le cas de l'Arménie, l'élément négatif est la capacité de l'Azerbaïdjan de pouvoir influencer la position russe à l'endroit du conflit du Haut Karabakh.

<sup>10</sup> L'abus de l'État géorgien se manifeste dans sa politique interne envers la minorité arménienne de la région de Djavakheti (Djavakhk, en arménien), où elle est majoritaire (voir détails au chapitre 2, note 21).

<sup>11</sup> Cette manœuvre de la Russie vise à contrôler le débit du gaz naturel iranien vers l'Europe, à travers l'Arménie et la Géorgie. De plus, les Russes, comme pourvoyeurs principaux de fonds, exigèrent et obtinrent que le gazoduc soit construit à un diamètre inférieur à celui prévu.

(RAI). Sur le plan transrégional, la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie oblige les élites sociopolitiques européennes à se montrer plutôt accommodantes envers des intérêts russes : le Caucase du sud est destiné à devenir une zone de coopération entre l'UE et la Russie, par l'inclusion de cette dernière dans les plans de transports. Quant aux Américains, la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis de la Russie n'existe pas ; par conséquent, la prise de position tant de l'administration de Clinton que celle de Bush tend vers l'exclusion des intérêts russes et s'exprime par des tensions. Dans la 'guerre des oléoducs', suite à la construction des pipelines de pétrole traversant le Caucase du sud, les intérêts russes ne possèdent plus le monopole de transit. En contrepartie, les Russes tentent de contrôler le transit du gaz naturel vers les marchés internationaux.

Un début de *transnationalisation*, mais limité, est certain dans le mode d'organisation des Consortiums (production et infrastructures), sujet toutefois aux différends entre partenaires et aux problèmes politiques entre les États du Caucase du sud, dont l'exclusion de l'Arménie en constitue une illustration.

Quant à *la stabilité espérée*, l'interdépendance liée à un secteur d'économie n'est pas un facteur suffisant pour affirmer une telle tendance, d'autant plus que l'exclusion de l'Arménie de ce circuit fragilise à long terme toute stabilité visée.

L'examen des changements survenus après la construction des pipelines, nous conduit à effectuer certains constats, avec répercussions sur notre évaluation du projet. D'abord, la structuration des relations du capital dominant occidental avec les éléments du capital local dans le secteur d'hydrocarbures reflète l'existence des intérêts sous-jacents, l'investissement occidental dans les infrastructures étant l'un des buts poursuivis par le projet. Cependant, dans les faits celle-ci est soumise aux contraintes imposées par la répartition exigée par les participants non occidentaux ; de plus, du fait de l'exclusion de l'Arménie des programmes d'hydrocarbures, à cause de la non-résolution du conflit du Haut Karabakh, elle ne peut englober tout le capital local du Caucase du sud. Ensuite, le développement de l'interdépendance, dans le secteur d'hydrocarbures, entre les intérêts occidentaux et ceux du Caucase du sud, se heurte aux objectifs géostratégiques de la Russie et aux intérêts du capital russe, iranien et chinois. Le résultat est la formation de multiples interdépendances qui retient l'espace sud caucasien de basculer vers l'espace contrôlé par les centres du capital occidental.

La coopération entre les capitaux dominants sud caucasiens dans le domaine des hydrocarbures se développe sans l'Arménie. Quant à la stabilité, elle reste fragile. Tout ceux-ci constituent des éléments qui finissent par limiter la faisabilité pratique du projet. Toutefois, la construction des pipelines, en soi-même, s'avère insuffisante pour la création d'un espace transnationalisé au Caucase du sud.

### 3.4 Le rôle des programmes de TRACECA et d'INOGATE dans le projet

Le projet d'intégration régionale du CEPS accorde à ces deux réseaux interétatiques une mission dans la coopération régionale entre les États du Caucase du sud. Dans cette section, nous examinons le rôle de ces programmes dans la coopération régionale, en termes d'intérêts sous-jacents et d'évaluation de la faisabilité pratique de ceux-ci par rapport aux objectifs poursuivis par le projet.

A cette fin, nous établissons ci-après le profil de chacun d'eux, selon les informations fournies par le site web ([www.traceca.org](http://www.traceca.org) et [www.inogate.org](http://www.inogate.org)) de ces deux réseaux :

TRACECA est un réseau interétatique, mettant sur pied des programmes visant le développement politique et économique de la région de la Mer noire, du Caucase et de l'Asie centrale dans le domaine du transport international (routes, chemins de fer, pipelines). Le réseau comprend aujourd'hui 13 pays : cinq de l'Union européenne, trois du Caucase du sud et cinq de l'Asie centrale<sup>12</sup>. Ce réseau fut lancé en 1993 à Bruxelles dans le cadre du Programme TACIS de l'Union européenne, afin de développer les infrastructures nécessaires à l'exploitation des ressources d'énergie de la région. Depuis mars 2000, le secrétariat permanent se trouve à Bakou. A l'origine, la Commission européenne était la seule source de financement. Depuis 2009, les états membres financent les activités.

---

<sup>12</sup> Les pays membres de TRACECA: Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Roumanie, Turquie, Ukraine, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan.

INOGATE (*Interstate Oil and Gaz Transport to Europe*) est un réseau interétatique<sup>13</sup> créé en 1995 afin de promouvoir la sécurité des ressources d'énergie, de revitaliser le réseau actuel, de construire de nouveaux oléoducs et gazoducs traversant la Caspienne, la région de la Mer noire jusqu'en Europe et de protéger les investissements étrangers. Depuis 2007, ce programme est financé par l'initiative de la Politique européenne de voisinage (IPEV).

L'examen des programmes d'INOGATE et de TRACECA, nous permet de révéler un réseau complexe d'intérêts du capital à la recherche de sources de profit. En effet, nous identifions six niveaux de relations sociales capitalistes que le projet vise à établir, liant entre eux les intérêts du capital de plusieurs espaces géographiques dans les domaines des transports, des moyens de communications et de l'énergie. Nous y distinguons deux centres du capital dominant (l'Europe occidentale et les États-Unis), et quatre centres du capital d'espaces intermédiaires (l'Europe orientale, la Turquie, le Caucase du sud et l'Asie centrale). Les États membres de ces réseaux reflètent les intérêts du capital des espaces intermédiaires, tandis que ceux de l'Europe occidentale apparaissent indirectement à travers le soutien de l'UE à ces programmes. Quant aux intérêts du capital américain, son interpénétration avec le capital européen lui rend possible de tirer profit de ce réseautage. Cependant, la structuration de ces relations se tissera dans un contexte de contradictions. D'abord, la concurrence permanente entre les divers intérêts du capital oblige les partenaires à effectuer des compromis autour de la répartition des projets. Ensuite, la réalisation des programmes ne produira pas les mêmes bénéfices pour tous les participants ; elle s'établira sur une base inégale, résultant en la hiérarchisation de ceux-ci. Par exemple, dans le domaine des hydrocarbures, l'éventail des bénéfices économiques est plus vaste pour le capital des pays producteurs (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan) que celle des pays de transit (Géorgie, Turquie, Bulgarie, Roumanie, etc.). Et entre les pays de transit, ces bénéfices varient selon la proportion de leur participation spatiale dans les pipelines.

---

<sup>13</sup> Les pays membres d'INOGATE : Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghyzstan, Moldavie, Russie (observateur), Turquie, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan et Tadjikistan.

Par ailleurs, les intérêts économiques ne se limitent pas aux hydrocarbures, tellement est vaste le champ d'action de ces réseaux. Par l'intermédiaire des contrats internationaux, les multinationales occidentales profiteront davantage des constructions de routes, de ponts, de chemins de fer et de pipelines. Sous la pression des institutions internationales (BM, FMI et OMC), la mise en chantier de ces programmes s'effectuera essentiellement à travers la privatisation des infrastructures des pays engagés dans les contrats et sera prise en charge par le capital de l'espace européen, celui du centre comme celui de la périphérie et constituera ainsi pour ceux-ci une source de profits. L'interpénétration des capitaux européens et américains offrent la possibilité à ces derniers de bénéficier de ces privatisations. L'utilisation des moyens de transports au commerce des marchandises entre l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale ('la route de soie historique') en est une autre. De plus, les accords offrent aux pays de transit le bénéfice de la modernisation des infrastructures de transports, mais les coûts pourront être défrayés, en partie ou en totalité, par les États participants. Ceci constitue une façon de socialiser les coûts, alors que les bénéfices majeurs appartiendront aux intérêts privés internationaux et régionaux. Quant à la bourgeoisie des pays du Caucase du sud, active dans ces domaines, elle est à la recherche de profits et est proche du pouvoir politique ou bien fait partie du pouvoir lui-même<sup>14</sup> ; pour la bourgeoisie sud caucasienne, la structuration des relations à travers ces réseaux devient donc attrayante.

Ces programmes, essentiellement économiques à l'origine, ont pourtant une composante *géopolitique* à long terme. L'interdépendance qui sera créée entre les États membres peut mener à l'expansion de l'influence politique de certains pays constituant le centre de l'Union européenne (la France et l'Allemagne) et, indirectement, celle des États-Unis, au Caucase du sud vis-à-vis de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Dans le cadre des processus d'envergure plus complexes, l'intégration économique, l'harmonisation des systèmes, des valeurs, de la jurisprudence et des systèmes de défense de cet espace sont autant d'éléments qui viseront, à long terme, à rapprocher le Caucase du sud, politiquement et militairement, à l'Union

---

<sup>14</sup> En Azerbaïdjan, le clan Aliiev est au pouvoir et contrôle une partie des richesses en provenance de la vente des ressources d'hydrocarbures. Les analyses provenant de l'Arménie confirment la relation serrée des oligarques avec le pouvoir politique.

européenne. Plusieurs aspects de la coopération géopolitique et sécuritaire entre l'UE et le Caucase du sud déjà sont examinés de plus près dans le chapitre 2, section 2.2.7.

Quant à la *coopération régionale* poursuivie par ces programmes, nous analysons ci-après la mise en pratique de celle-ci dans le domaine des transports routiers et des chemins de fer<sup>15</sup>.

Dans le *corridor de transport* Europe-Caucase-Asie centrale (TRACECA), la partie opérationnelle fonctionne en direction de Bakou-Tbilissi-Poti (et Batoumi) et, à travers la Mer noire, vers l'Europe. L'Arménie rejoint ce corridor par la route Érévan-Tbilissi. La route provenant de la Turquie est fermée à cause du blocus imposé par cette dernière à l'Arménie. La direction nord-sud (Russie) fonctionne en deux directions, à cause de l'interruption des communications routières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La première direction suit le chemin Russie-Tbilissi-Érévan, et continue à travers la route stratégique de construction récente vers l'Iran. La deuxième direction suit le chemin Russie-Bakou et de là vers l'Iran. La route Érévan-Nakhitchevan-Bakou est également fermée ou déclassée. Par contre, deux routes de construction récentes pénètrent au Nakhitchevan, l'une provenant de la Turquie (d'Erzurum à la ville de Nakhitchevan) et l'autre, provenant de l'Iran vers Djoulfa, au Nakhitchevan. Ce dernier développement laisse entrevoir un jeu d'influence entre la Turquie et l'Iran pour le Nakhitchevan.

Quant aux *transports par chemin de fer*, divers obstacles et concurrences apparaissent. La ligne de chemin de fer Russie-Bakou-Tbilissi-Poti (et Batoumi) est opérationnelle, la partie sud de cette ligne se dirigeant vers l'Iran. L'Arménie la rejoint par la voie Érévan-Tbilissi. La ligne entre Érévan-Nakhitchevan-Bakou est fermée. La ligne Kars-Gumri entre la Turquie et l'Arménie est fermée à cause du blocus. Comme ligne alternative, le tandem Turquie-Azerbaïdjan, en accord avec la Géorgie, propose un nouveau réseau ferroviaire (excluant l'Arménie) en direction de Bakou-Tbilissi-Kars, dont l'extension sera en direction du Nakhitchevan (ligne Kars-Nakhitchevan). De plus, une ligne en provenance de l'Iran rentre à Djoulfa, également au Nakhitchevan.

---

<sup>15</sup> Voir « la carte des réseaux de transport terrestre: routes, voies ferrées et les ports » dans Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase*. Paris : Editions Autrement, 2009, p.8-49.

Cette analyse nous indique que la mise en pratique graduelle de ces programmes peut potentiellement contribuer, dans les domaines choisis de la coopération, au progrès de la structuration des relations sociales capitalistes entre tous les participants. Ceci explique l'insistance du projet de faire de ces programmes un fondement important de coopération entre l'UE et ses partenaires s'étendant de l'Europe orientale, jusqu'au Caucase du sud et l'Asie centrale. Néanmoins, dans l'espace du Caucase du sud, la construction de routes commerciales et de transports en conformité avec ces programmes rencontre des difficultés. La non-résolution des conflits gelés, l'existence de blocus et la concurrence entre la Russie et l'Occident sont des facteurs qui contraignent les États participants à chercher des solutions alternatives en fonction de leurs intérêts géopolitiques et sécuritaires. Cette dernière observation nous amène à relever des éléments remettant en question la faisabilité pratique du projet. En effet, le projet de CEPS, en attribuant un rôle important aux programmes de ces réseaux : a) surestime le facteur économique comme moteur de coopération régionale ; b) se préoccupe davantage des bénéfices économiques à fournir aux pouvoirs économiques occidentaux, tout en répartissant une partie des gains aux pouvoirs du capital intermédiaire et local ; c) sous-estime les problèmes géopolitiques complexes de l'espace du Caucase du sud ; et d) sous-évalue l'ampleur de la résistance russe aux empiètements des Occidentaux dans son « étranger proche », qu'est le Caucase du sud. De plus, l'enjeu géopolitique entre la Turquie et l'Iran autour du territoire de Nakhitchevan fait réapparaître l'ancienne concurrence entre la Turquie (ottomane) et l'Iran autour du sud et sud-est de la Transcaucasie, ce que le projet tend à sous-estimer.

### 3.5 Conclusion

L'analyse montre que, tant l'État américain que l'Union européenne, comme intervenants externes au projet, jouent un rôle dans la conception et la promotion de la coopération régionale au Caucase du sud, souhaitant pousser à terme son institutionnalisation sous forme de construction régionale. Des intérêts géopolitiques, tout comme des intérêts économiques sont clairement à l'origine de ces interventions.



Quant aux multinationales américaines et européennes, celles-ci adoptent une trajectoire variée, menant à la naissance du projet. Directement, par la signature de contrats d'exploration, de production et de distribution avec les pays producteurs (Azerbaïdjan, Turkménistan, Kazakhstan), leur influence s'impose sur la scène de la politique internationale. Indirectement, leur pouvoir d'intervention est exprimé par le lobbying auprès des instances politiques américaines et européennes. De par leurs assises aux États-Unis et dans les États de l'Europe, elles parviennent à canaliser leurs efforts vers la poursuite de leurs intérêts économiques, dans un contexte de concurrence avec les intérêts du capital dominant d'autres régions du monde (Russes, Chinois, Turcs). Toutefois, comme la position prise par l'administration Clinton dans la construction de BTC le montre, la convergence entre les intérêts économiques et géopolitiques est un élément important pour amener l'État américain à acquiescer plus favorablement à la demande des multinationales et les intérêts qu'elles représentent.

L'analyse indique également que la configuration du Caucase du sud vers un carrefour de routes énergétiques et commerciales tire sa logique des objectifs de profits des multinationales se spécialisant dans ces secteurs, cherchant en même temps à créer des mécanismes nécessaires au règlement des problèmes liés à la compétition et à la répartition de ceux-ci. Ceci les conduit à structurer les relations sociales entre le centre (EU et UE) et la périphérie (Caucase du sud) par la voie de la construction régionale de cet espace.

L'examen de l'état actuel des relations du capital occidental avec les partenaires concurrents et locaux, suite à la construction des pipelines, laisse entrevoir un contour en marche, mais inachevé: la structuration de relations entre intérêts pétroliers concurrents (américains, européens, russes, turcs et asiatiques) et sud-caucasiens (azéris et géorgiens seulement); la formation des interdépendances multiples; une transnationalisation limitée; une coopération régionale partielle; une stabilité fragile. L'exclusion de l'Arménie des projets de pipelines, due au conflit du Haut Karabakh avec l'Azerbaïdjan, et la divergence entre les intérêts géopolitiques et économiques américains et russes sont parmi les facteurs conduisant à l'existence de cette réalité objective. Celle-ci rend la régionalisation de cet espace, promue par le projet, quasiment impossible. Par contre, ces contradictions empêchent le basculement de ce dernier vers l'espace contrôlé par le centre du capital occidental.

Quant aux programmes de TRACECA et d'INOGATE promus par l'UE, l'examen fait ressortir la trajectoire qui permettrait aux centres du capital occidental (EU et UE) de structurer les relations sociales capitalistes avec les intérêts du capital de l'Europe orientale, de la Turquie, du Caucase du sud et de l'Asie centrale. Cependant, les conditions de la réalité objective au Caucase du sud – la non résolution des conflits, les blocus et la concurrence entre Russes et Occidentaux – subordonnent la mise en pratique des programmes aux enjeux géostratégiques et sécuritaires présents dans cet espace. Ces éléments exposent des problèmes qui remettent en question un autre aspect de la faisabilité pratique du projet, lié aux programmes mêmes de l'UE et promu par le projet.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Face à l'intérêt international envers le Caucase du sud dont l'une des expressions est le Pacte de stabilité préparé par le CEPS, notre examen du projet d'intégration régionale proposé par le CEPS s'est orienté en direction de deux questions : la faisabilité du projet par rapport aux buts déclarés, et les intérêts inédits sous-jacents du projet.

*Sur le plan de la faisabilité politique du projet*, en rapport avec les particularités et la complexité des problèmes accumulés de cet espace, les résultats révèlent les faits identifiés ci-bas:

La configuration actuelle fait ressortir une réalité complexe et variée : ne possédant pas les traits d'une région naturelle, elle porte l'héritage des empires perse, russe et du régime soviétique, sans toutefois aboutir à une cohésion régionale. L'expérience historique de cet espace laisse entrevoir des problèmes politiques accumulés et persistants qui limitent sérieusement la faisabilité du projet : les différends nationaux entre les nationalités composantes de l'espace - Géorgiens, Abkhazes, Ossètes, Arméniens et Azéris - , ne sont que quelques uns des problèmes qui rendent toute tentative de construction régionale difficile à réaliser et, par ce fait, dessinent les limites mêmes de l'intégration régionale proposée.

L'expérience des tentatives historiques de construction régionale montre qu'elles n'ont pas été le produit d'initiatives internes, mais plutôt l'œuvre d'acteurs externes majeurs, cherchant à reconfigurer cette aire géographique selon leurs propres intérêts géopolitiques et leur propre vision socioéconomique : la Russie (soviétique) et l'Occident (hier les pays de l'Entente), agissant à partir de positions antagoniques, sont les initiateurs de ces tentatives. Ceci laisse supposer le rôle des acteurs externes dans toute tentative de construction régionale future dans cet espace.

Outre des différends nationaux, le conflit arméno-turc et les ambitions géopolitiques de la Turquie, comme source d'antagonisme entre les États maintiennent une situation de « guerre froide » au Caucase du sud et accroissent les limites du projet d'intégration régionale.

Les résultats confirment davantage la position stratégique intermédiaire de cet espace comme un carrefour potentiel de routes économiques, culturelles, commerciales et politiques. Ceci indique que le Caucase du sud est exposé aux concurrences et aux antagonismes géopolitiques entre des acteurs puissants avec intérêts dans cette aire géographique, à savoir la Russie, l'UE et les États-Unis.

Les caractéristiques internes du Caucase du sud contemporain expriment peu de signes de mouvement vers la formation d'une région. La portée limitée des processus d'intégration socioéconomique, la force des particularités locales, la coopération régionale restreinte et l'absence de cohésion régionale sont les éléments indicateurs de l'état actuel de cet espace.

Et finalement, les intentions exprimées par les gouvernements des États du Caucase du sud et la réalité politique de cet espace tendent plutôt vers une intégration de chacun des pays à une région plus large, à savoir l'Union européenne et aux dépens d'une intégration régionale. Ceci se manifeste de manière plus accentuée dans le cas de la Géorgie et de l'Arménie, en dépit de l'interdépendance de cette dernière avec la Russie.

Sur le plan *des intérêts sous-jacents du projet*, les résultats démontrent les faits suivants :

Les acteurs externes, en l'occurrence les élites politiques occidentales sont à l'origine du projet, visant à reconfigurer le Caucase du sud selon les intérêts tant économiques que géopolitiques défendus et selon la vision néolibérale. Le rôle de ces intérêts apparaît à plusieurs niveaux. D'abord, la création du consortium international (« AIOC ») reflète le partenariat entre les intérêts du capital occidental lié au secteur des hydrocarbures et ceux du capital russe, turc, azerbaïdjanais et asiatique. Les programmes d'INOGATE et de TRACECA de l'UE reflètent le partenariat entre les intérêts du capital des secteurs des communications et des transports de l'Europe, de la Turquie, du Caucase et de l'Asie centrale. Pour les intérêts occidentaux, le lancement du projet de CEPS vise à assurer par la voie institutionnelle – la régionalisation – et à plusieurs niveaux l'établissement, la préservation et la continuité des intérêts occidentaux au Caucase du sud et le lien de dépendance encastré en leur faveur.

Ensuite, à chaque élément constitutif du projet correspond un rôle de structuration, accompli par les acteurs sociaux engagés dans le processus. Les principes, les notions et les valeurs inspirés de l'approche néolibérale, la voie multidimensionnelle adoptée de la structuration, la participation multilatérale des acteurs sociaux majeurs ainsi que les principes généraux prédéterminés de la résolution des conflits - tous ces éléments - préparent l'armature de la construction régionale, à l'intérieur de laquelle la structuration des relations subordonnera le Caucase du sud aux intérêts économiques, géopolitiques et sécuritaires des Occidentaux. Respectivement comme institutions internationales et supranationales, l'OMC et l'UE ainsi que les régimes et les accords qui leur sont liés, joueront le rôle d'agents de la mondialisation néolibérale et structureront les relations de dépendance en faveur des intérêts du capital occidental présents par rapport au capital émanant des sociétés du Caucase du sud. Parmi les institutions régionales proposées, le Conseil intergouvernemental fonctionnera sur la base d'une perspective transnationale et assumera plutôt des responsabilités définies par les intérêts occidentaux, alors que, les Assemblées parlementaire et civique accompliront un rôle d'agencement plutôt limité à la reproduction, au niveau supranational, des assises néolibérales de chacune des sociétés. Les États du Caucase du sud, comme agents des intérêts du capital local, liés aux intérêts du capital occidental, accompliront la structuration des relations de ces capitaux au niveau régional. Et finalement, la trajectoire des priorités proposées par les intérêts occidentaux définira davantage les objectifs de la coopération régionale.

En rapport avec *les lacunes possibles* dans le plan, les résultats révèlent que :

Les lacunes et les contradictions apparaissent à plusieurs niveaux du plan. Certaines contradictions peuvent être à la base de tensions futures entre les gouvernements et les classes populaires. En voici quelques illustrations : les engagements imposés sur les actions des États du Caucase du sud par l'OMC et l'UE tendront à limiter leur souveraineté et les rendront dépendants en matière de politiques économiques, sociales, scientifiques et environnementales : sous la pression de la concurrence mondiale et régionale, la logique du marché étendue à tous les domaines ouvrira la voie à la course vers le fonds des salaires, au maintien d'une force de travail docile et à la négligence de la protection de l'environnement ; les responsabilités investies du Conseil intergouvernemental seront plutôt en faveur des

priorités des centres d'intérêts occidentaux; le caractère transnational de la construction régionale aura la double conséquence de limiter la souveraineté des États tout comme celle des peuples y habitant; les instances politiques du Conseil intergouvernemental ne relèveront pas directement de la volonté politique des peuples. Ceci aura pour effet de limiter le pouvoir d'expression des peuples de cet espace sur les accords conclus entre le Conseil et l'UE.

D'autres contradictions, à leur tour, peuvent rendre problématique l'atteinte des objectifs déclarés de la régionalisation proposée. En voici quelques exemples : face aux problèmes géopolitiques et sécuritaires complexes de cet espace, le rôle du facteur économique comme moteur de la coopération régionale est surestimé; l'attitude ambiguë des États du Caucase du sud vis-à-vis de la construction régionale reflète la réalité sociale interne et la fragilité des institutions politiques; la poursuite des intérêts occidentaux, au Caucase du sud, par l'intermédiaire des programmes de l'UE (INOGATE et TRACECA) rencontre des limites à cause de la non résolution des conflits, des blocus et de la concurrence avec les Russes; comme l'analyse de l'impact de la construction récente des pipelines l'indique, la poursuite par la Russie de ses intérêts géostratégiques et économiques, ainsi que la concurrence du capital iranien et chinois avec celui des Occidentaux contribuent à la formation de multiples interdépendances et retiennent l'espace sud caucasien de basculer vers l'espace contrôlé par les centres occidentaux; l'exclusion de l'Arménie de la construction des pipelines va à l'encontre de la coopération tripartite promue par le projet; et finalement, les problèmes politiques et sécuritaires accumulés au Caucase du sud rendent impossible la formation d'un complexe de sécurité, tel que proposé par le projet.

En somme, le mémoire indique que le projet de CEPS répond davantage aux intérêts et aux objectifs des Occidentaux plutôt qu'aux aspirations et aux attentes des peuples du Caucase du sud, d'autant plus que la complexité des problèmes politiques accumulés ainsi que les lacunes et les contradictions identifiées dans le projet même dressent des limites devant la faisabilité pratique de celui-ci.

Toutefois, en dépit de ces contradictions, les intérêts occidentaux derrière le projet, peuvent tirer des bénéfices des processus d'interdépendance et d'harmonisation lancés à petits pas, capitalisant sur le fait que leur progression soutenue et accrue créera un terrain propice à la structuration des relations capitalistes de plus en plus poussée à leur avantage.

Par exemple, l'OMC et l'UE avanceront les intérêts occidentaux dans chacun des pays du Caucase du sud, la première dans les domaines des échanges commerciaux, des services et de la propriété intellectuelle, et la seconde dans l'harmonisation des règles, des normes et de la jurisprudence. Les programmes d'INOGATE et de TRACECA de l'UE avanceront les intérêts occidentaux dans les domaines des transports, des moyens de communications et de l'énergie dans les limites des problèmes existants au Caucase du sud. Les Consortiums mis en place tant pour l'exploitation des hydrocarbures que pour leur transport vers les marchés internationaux assureront aux intérêts occidentaux leur part des bénéfices, dans le contexte de répartition des richesses entre les concurrents et les partenaires. Sur le plan politique et sécuritaire, les Occidentaux avanceront leurs intérêts dans les limites tolérées par les autres acteurs majeurs présents (la Russie, l'Iran et la Chine) et sous la contrainte des problèmes politiques existants au Caucase du sud. Le trafic des narcotiques et des êtres humains ainsi que la politique de l'immigration sont des champs d'intérêt où les Occidentaux pourront obtenir des résultats satisfaisants.

A partir des résultats du mémoire, il est possible de formuler une piste de recherche pour un modèle de coopération alternative.

Compte tenu des contraintes qui rendent problématique la capacité du projet de CEPS à atteindre ses objectifs de stabilité, de sécurité, de réconciliation et de reconstruction, est-il possible d'envisager un modèle de construction sociale, basé sur des fondements théoriques, méthodologiques et politiques alternatifs, prévoyant des modalités de résolution des conflits, un modèle de coopération régionale et un système de sécurité?

Notre réflexion se développe dans le sens d'une approche alternative de coopération régionale dont les éléments principaux apparaîtront ainsi :

- a) Le droit d'autodétermination des peuples de disposer d'eux-mêmes sera le principe de résolution des conflits éclatés (Abkhazie, Ossétie du sud et Haut Karabakh), la solution définitive – fédérale ou confédérale, État séparé ou associé à un autre – devant être déterminée selon les conditions particulières de chaque cas et selon la libre expression de la population de chaque entité ethno-territoriale. Les assemblées constituantes des entités ethno-territoriales, dotées du pouvoir de légiférer, devront jeter les fondements d'une

représentation de toutes les composantes de la société, garantissant à la fois les droits civiques, culturels et religieux des minorités au sein de ces entités. Les modalités de la répartition des compétences ou le partage de la souveraineté pourront être incorporées aux règlements, dépendamment du type de solution définitive acceptée, sans nécessairement être la norme générale.

- b) La résolution des conflits latents – Djavakhk (Géorgie), Taliche et Lezguines (Azerbaïdjan) devra être déterminée selon les conditions particulières de chaque cas. Quant au problème du Nakhitchevan, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'ouverture de ce dossier ouvrira la question du retour des Arméniens exilés du Nakhitchevan. La formation d'une Assemblée constituante bi-ethnique, jetant les bases d'une gouvernance respectant les droits civiques, culturels et religieux de toutes les composantes de la société, sera un point de départ en ce sens.
- c) La coopération régionale sera fondée sur les relations bilatérales ou multilatérales et dans le cadre d'un espace élargi, particulièrement celui de l'Union européenne et de la Communauté des États indépendants (CEI). Les trois entités ethno-territoriales de facto indépendantes, en plus du territoire du Nakhitchevan, devront pouvoir participer à ces relations de coopération comme unités distinctes. Il est cependant trop tôt pour envisager l'institutionnalisation de ces relations au sein d'une construction régionale. Le Caucase du sud comme espace stratégique intermédiaire ne peut rester isolé et les États ainsi que les unités territoriales se trouvent sous la contrainte de maintenir des relations de coopération équilibrée avec les acteurs de différents espaces. La coopération devra être envisagée au niveau des instances politiques comme au niveau des organisations de la société civile.
- d) L'organisation socio-économique et juridique de chacune des sociétés au Caucase du sud cherchera à s'éloigner à terme des valeurs néolibérales vers des valeurs alternatives de solidarité, de justice sociale, de démocratie participative et de responsabilité écologique : une économie mixte avec un secteur significatif socialisé. La coopération entre les divers éléments des forces populaires au sein de chaque société et entre celles des entités participantes sera la base des relations régionales. L'expérience historique montre que



l'existence des problèmes nationaux ne favorise pas la coopération régionale. Un défi que les forces populaires du Caucase du sud devront surmonter, si la construction d'une société alternative deviendra une réalité pour les peuples de cet espace. Une société fondée sur des valeurs alternatives sera plus apte à régler les différends nationaux entre les peuples de cet espace.

- e) Et finalement, le système de sécurité régionale saura adresser aux besoins de sécurité des peuples du Caucase du sud, compte tenu de l'expérience historique des conflits et de la confrontation géopolitique entre les puissances majeures pour le contrôle de cet espace. La compétition géopolitique entre la Russie et les puissances occidentales, entre la Russie et la Turquie, le conflit arméno-turc sont les faits saillants de cette expérience historique. Les éléments de base d'un système de sécurité régionale pour le Caucase du sud devront prévoir la sécurité contre ce type de confrontation. Dans la période contemporaine, la complexité des problèmes ne permettent pas la formation d'un complexe de sécurité commun. Chaque État du Caucase du sud et chaque unité ethno-territoriale suit ces propres besoins de sécurité et cette situation ne pourra être changée dans le futur immédiat. Cependant, l'essentiel est de préserver la neutralité générale des États, afin de prémunir cet espace contre des conflagrations régionales et dévastatrices pour les populations. Une coopération régionale dans un cadre élargi pourra être maintenue autour des problèmes environnementaux et des problèmes similaires de nature non conflictuelle.

## APPENDICE A

### POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS SUR LA SCÈNE RÉGIONALE DU CAUCASE DU SUD APRÈS LA PUBLICATION DU PROJET DE CEPS

En 2006, l'Union européenne conclut avec les États du Caucase du sud un accord de partenariat dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Cet accord, qui exprime les traits saillants du plan de CEPS, repose sur les mêmes fondements que celui-ci et est ouvert aux mêmes critiques. Il sous-tend un but ultime : la libre circulation des marchandises, des services, de la main d'œuvre et du capital entre l'Union européenne et l'aire géographique du Caucase du sud, ayant des implications sur les aspects géopolitiques et sécuritaires.

En effet, les accords de partenariat tendent à mettre cet espace sur la trajectoire d'une construction régionale, occupant à terme une position intermédiaire par rapport au centre européen dominant et résultant en une dépendance vis-à-vis de ce dernier. Par la voie de réformes politiques, économiques, juridiques et institutionnelles, ces accords visent à créer un rapprochement avec la législation et les normes européennes, d'inspiration néolibérale, tout en concrétisant l'harmonisation entre ces États. Cette dernière, accompagnée d'actions prioritaires autour de domaines précis, prépare la voie à l'intégration régionale de cet espace, dans un cadre plus élargi.

## RÉFÉRENCES

- Afanasyan, Serge. 1981. *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie: de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique 1917-1923*. Paris: Éditions l'Harmattan.
- Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. *Résolution 1525* (2006).  
[//http :assembly.coe.int.Documents/Adopted text/ta6/ERES1525/htm](http://assembly.coe.int/Documents/Adopted_text/ta6/ERES1525/htm)
- Baghdassaryan, Edik. 2007. Interview with economist Dr. Tatul Manaseryan. HETQ Online (en anglais). Février 10. Accédé le 31/5/2011.
- Boucher, Stephen et Martine Royo. 2006. *Les Think Tanks. Les cerveaux de la guerre des idées*. Paris : Editions du Félin.
- Breault, Yvan, Pierre Jolicoeur et Jacques Levèsque. 2003. *La Russie et son ex-empire: Reconfiguration politique de l'ancien espace soviétique*. Paris : Presses de Sciences-Po.
- Center for European Political Studies. 2000. *A Stability Pact for the Caucasus*. Working document no. 145. Mai. Bruxelles: CEPS. [www.ceps.be/Pubs/Caucasus/NDC/htm](http://www.ceps.be/Pubs/Caucasus/NDC/htm).
- Cheterian, Vicken. 1997. « "Grand Jeu" pétrolier en Transcaucasie ». *Le Monde diplomatique*, octobre. International Herald Tribune, Zurich, 7 juillet 1997.  
<http://mondediplomatique.fr/1997/10/CHETERIAN/9301>
- Conférence socialiste de l'Arménie. 2009. Déclaration de position sur les Protocoles Arménie-Turquie.
- Conseil national des Arméniens du Nakhijevan. 2001. *La question du Nakhijevan d'après le Traité de Moscou (Mars 16, 1921)*. Matériel de symposium. Érévan : Publications Nakhijevan.
- Corporate Europe Observatory, 2005. *Transparency Unthinkable? Financial secrecy common among EU think tanks*. Juillet. <http://archive.corporateeurope.org.thinktanksurvey.html>.
- \_\_\_\_\_. 2006. *Brussels think tanks persist in funding secrecy*. Décembre.  
<http://archive.corporateeurope.org/ThinkTanksurvey2006.html>.
- Djalili, Mohamed-Reza et Thierry Kellner. 2000. « Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale: des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire? ». *Central Asian Survey*, 19(1), p.117-123.

- Djaloyan, Vardan. 2008. *The Reign of the Oligarchs in Armenia*. HETQ Online.htm. (Érévan) 12 mai (en anglais).
- Duménil, Gérard, Michael Löwy, Emmanuel Renault. 2010. *Les 100 mots du marxisme*. Que sais-je? Paris: Puf.
- Emerson, Michael. 2000. *Approaches to the Stabilization of the Caucasus: Brainstorming session*. Bruxelles: CEPS.
- Farrell, Mary, Bjorne Hettne et Luc Van Langenhove. 2005. *Global Politics of Regionalism: Theory and Practice*. Londres: Pluto Press.
- Fawcett, Louise et Andrew Hurrell (éd). 1995. *Regionalism in World Politics*. Oxford: Oxford University Press.
- Forsythe, Rosemarie. 1996. *The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia*. Londres : Routledge.(Adelphi Series).
- Galoian, Kalousté. 1999. *L'Arménie et les Grandes Puissances, 1917-1923* (en arménien). Érévan : Publ. de l'Académie Nationale des Sciences de la RA.
- George, Susan. 2001. *Remettre l'OMC à sa place*. Paris: ATTAC.
- Harvey, David. 2006. *Spaces of Global Capitalism: Towards a Theory of Uneven Geographic Development*. New York: Verso.
- Herzig, Edmund. 1999. *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*. London: RIIA, Chatham House Papers.
- Hill, F. 2001. *A Not-So-Grand Strategy: US Policy in the Caucasus and Central Asia since 1991*. Brookings Institution. Website <http://www.brook.edu/views/articles/fhill/20010200.htm>
- Hovhannissian, Richard. 1967. *Armenia on the Road to Independence, 1918*. Los Angeles, CA: California University Press.
- Hovsepyan, Armen. 2008. «Privatization or Pillage of People's Property ». *Azg-on-line*. Juillet (en arménien).
- International Crisis Group. 2010. Europe Report 207. September 3. *Azerbaijan: Vulnerable Stability*.
- \_\_\_\_\_. 2010. Europe Brief no. 58. December 13. *Georgia: Securing a Stable Future*.

- Jennar, Raoul Marc et Laurence Kalafatides. 2007. *L'AGCS : Quand les États abdiquent face aux multinationales*. Paris: Éditions Raisons d'Agir.
- Kharmandaryan.S. « Anderkovkasyan fédératsya » (La fédération transcaucasienne). In *L'Encyclopédie soviétique arménienne*. Éd. 1974. Érévan : Académie des Sciences de RSSA. t.1. p.400-401. (en arménien).
- Lewin, Moshe. 2005. *The Soviet Century*. New York: Verso Books.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara. 2007. *Théories des relations internationales. Contestations et Résistances*. Montréal : Athéna Éditions.
- Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour. 2004. *Relations internationales: théories et concepts*. Montréal: Athéna Éditions, 2ème édition.
- Maghalyan, V. « Kovkas » (Caucase). In *Encyclopédie soviétique arménienne*. Éd. 1979. Érévan : Académie des Sciences de RSSA. t. 5. p.630. (en arménien).
- Mutafian, Claude et Eric Van Lauwe. 2001. *Atlas historique de l'Arménie : Proche-Orient et Sud-Caucase du VIIIe siècle av. J.C. au XXIe siècle*. Paris : Éditions Autrement.
- Ollman, Bertell. 2005. *La dialectique mise en œuvre : Le processus d'abstraction de la méthode Marx*. Paris : Syllepse.
- O'Meara, Dan. 2007. « La Théorie Marxiste et l'analyse des conflits et des relations de pouvoir mondiaux ». *Théorie des relations internationales : Contestations et résistances*. Montréal : Athéna Éditions. p.133-154
- Radvanyi, Jean et Nicolas Beroutchachvili. 2009. « L'irrésistible ascension des hydrocarbures ». *Atlas Géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible?* Paris: Editions Autrement.
- Rikowski, Ruth. 2006. « A Marxist Analysis of the World Trade Organisation's Agreement on Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights ». *Policy Futures in Education*, vol.4, no. p.396-409.
- Robinson, William. 2010. « Beyond the theory of imperialism: global capitalism and the Transnational state ». In Anievas, Alexander (éd). *Marxism and World Politics: Contesting Global Capitalism*. New York: Routledge. p.61-76.
- Sargsyan, Manuel. 2008. «The Declared War against the People». *Haykakan Zhamanak* (Armenian Times).quotidien, juillet (en arménien).
- Shugarian, Ruben. 2000. «Regional Cooperation Before and After Regional Conflicts» In *Prospects for Regional and Transregional Cooperation and the Resolution of Conflicts*. Érévan: ACNIS. p.151-158.

- Silver J. Beverly et Giovanni Arrighi. 2001. « Workers North and South » in « Working Classes, Global Realities ». *Socialist Register*. Londres: Merlin Press. p.53-76.
- Stefes, Christophe. 2008. « Governance: the State and System Corruption: Armenia and Georgia in Comparison ». *The Caucasian Review of International Affairs*. Online. Vol 2 (2), Spring. Accédé le 13 janvier 2011.
- Ter Minassian, Anahide. 1983. « Nationalisme et socialisme dans le mouvement révolutionnaire arménien (1887-1912) ». *La Question Arménienne*. France : Éditions Parenthèses, p.73-111.
- \_\_\_\_\_. 1992. « Stépan Chahoumian et l'autonomie nationale culturelle ». *Russes, Slaves et Soviétiques*. Paris : Mélanges Roger Portal, p.291-312.
- Thual, François. 2004. *Géopolitique des Caucases*. Paris : Éditions Éllipses.
- Ybert, Édith. 2002. « Le Caucase : la toile de fond historique » dans « Caucase et Asie centrale ». *Revue de l'institut International de Géopolitique*. Paris. Juillet-Septembre. no.79, p.7-18.
- Vasilyan, Syuzanna , 2006.«The Policy of Regional Cooperation in the South Caucasus». *Centro Argentino de Estudios Internacionales*. Working paper no. 24. <http://caei.com.ar>, p. 3-4.
- Zourabichvili, Salomé. 2004. « L'avenir des relations entre la Géorgie et l'Europe ». *Civil Georgia*. Janvier 25.
- Wallerstein, Immanuel. 1979. 2004. *World-System Analysis: An Introduction*. Durham, NC: Duke University Press.